



M. le Percepteur du
Revenu Provincial,
M. Oscar Sénécal,
445, St-Gabriel,
Montréal.

Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 3 MAI 1930

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 3RD MAY, 1930

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE
OFFICIELLE DE QUÉBEC".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion : 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes : 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction : 50 cents par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes : \$1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC
OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES.

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are

l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis.

Hôtel du gouvernement.

2331—18-9

strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum, is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.
2332—18-9

Government House.

Lettres patentes

"Dagenais, Limitée—Dagenais, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour d'avril 1930, constituant en corporation: Olibad Dagenais, entrepreneur peintre, Aristide Dagenais, peintre, et Vianney Dagenais, comptable, tous trois de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce d'enseignes électriques illuminées par l'électricité et éclairées par lampes électriques ou par le gaz incandescent;

Manufacturer, acheter, vendre, et faire le commerce d'enseignes transparentes employant des lettres, des signes, des chiffres et tous dispositifs quelconques;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce d'enseignes de toutes sortes et descriptions;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables et notamment exercer l'industrie ou le métier d'entrepreneur peintre sous toutes ses formes;

Acquérir ou se charger de la totalité ou partie quelconque de l'industrie, des biens ou affaires de toute personne, compagnie ou société exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou

Letters patent

"Dagenais, Limitée—Dagenais, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of April, 1930, incorporating: Olibad Dagenais, painting contractor, Aristide Dagenais, painter, and Vianney Dagenais, accountant, all three of the city of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell and deal in electric signs illuminated by electricity and lighted by electric lamps or by incandescent gas;

To manufacture, purchase, sell and deal in transparent signs employing letters, signs, figures or any devices whatever;

To manufacture, purchase, sell and deal in signs of every kind and description;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights and principally to carry on the industry or the trade of painting-contractor under all its forms;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property or industry of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, *brevets d'invention*, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive

non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, tout secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, développer, exercer, ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, et les payer soit en argent ou en actions entièrement libérées de la compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autrement, avec toute personne, société ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Vendre l'entreprise de la compagnie en tout ou en partie pour telle considération que la compagnie jugera convenable, en particulier pour actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou autrement en disposer;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes et chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière;

Payer à même les fonds de la Compagnie les frais et dépenses se rapportant à l'organisation et à l'incorporation de la Compagnie, sous le nom de "Dagenais, Limitée—Dagenais, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2333 ALEXANDRE DESMEULES.

"Dubuisson Development Company, Limited"—
(Libre de responsabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour d'avril, 1930, constituant en corporation: Aime Sydney Bruneau, avocat, Henry Rieder, comptable, Mesdemoiselles Ethel Hartley, Lillian-Margaret Gallagher, et Gladys-Mabel Wright, toutes trois sténographes, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Sans affecter la Loi des Compagnies Minières de Québec, et sans, en aucune manière, restreindre ses pouvoirs généraux, la compagnie peut:

1. Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

2. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fonder, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les

or non exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any inventions which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired, and to pay for same either in cash or paid up shares of the company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any undertaking, business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may directly or indirectly benefit the present company;

To sell the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the present company, or otherwise dispose of same;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, factors, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above mentioned objects, or attached thereto in any manner;

To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, under the name of "Dagenais, Limitée—Dagenais, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2334 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Dubuisson Development Company, Limited"—
(No Personal Liability).

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1930, incorporating: Aime Sydney Bruneau, advocate, Henry Rieder, accountant, Misses Ethel Hartley, Lillian Margaret Gallagher and Gladys Mabel Wright, all three stenographers, all of the City of Montreal, for the following purposes:

Without affecting the Quebec Mining Act and without in any way restricting its general powers, the Company may:

1. Prospect and explore for mines and minerals;

2. Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined,

pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

4. Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphie et de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des Compagnies Minières de Québec (chap. 80), de la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

8. Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages des actions, bons, obligations ou autres valeurs émises par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

9. Acquérir l'actif, les entreprises, les propriétés privilégiées, franchises, contrats ou droits de toutes personnes ou compagnies exploitant toute entreprise ou industrie qu'elle peut elle-même exploiter, en vertu de cette Loi, et les payer, totalement ou partiellement, si telles personnes ou compagnies y consentent, en actions entièrement acquittées, et se charger des dettes et charges y afférentes;

10. Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation; sous le nom de "Dubuison Development Company, Limited"—(Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de quarante-cinq mille dollars (\$45,000.00), divisé en deux mille deux cent cinquante (2,250) actions de vingt dollars (\$20.00) chacune;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Huntingdon, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2335 ALEXANDRE DESMEULES.

"Dutch-Maid Wear, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'avril 1930, constituant en corporation: Louis-H. Rohrliek et Ben Bernstein, tous deux avocats, et Max Schacner, commis, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce et l'industrie d'importateurs, exportateurs, manufacturiers, commerçants en gros et en détail, et négociants de robes pour enfants, jeunes filles et femmes, vêtements et manteaux pour dames, confections pour gar-

crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

3. Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. Build, maintain and exploit, upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

5. Exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act (chap. 80) in the manner therein prescribed;

6. Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

7. Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this Act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid-up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. Do all such other acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated, under the name of "Dubuison Development Company, Limited"—(No Personal Liability), with a total capital stock of forty-five thousand dollars (\$45,000.00), divided into two thousand two hundred and fifty (2,250) shares of Twenty dollars (\$20.00) each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares.

The head office of the company will be at the Town of Huntingdon, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2336 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Dutch-Maid Wear, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1930, incorporating: Louis H. Rohrliek, and Ben Bernstein, both advocates, and Max Schacner, clerk, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of importers, exporters, manufacturers, wholesale and retail dealers and jobbers in children's and misses' and women's dresses, ladies' cloaks, coats, boys' and young men's and men's clothing, dry-goods,

çons, jeunes gens et hommes, marchandises sèches, fournitures pour tailleurs, soies, satins, laines, tissus de toutes sortes, articles en drap et en coton généralement, pyjamas, gilets, chemises, bouffants, pantalons, culottes, robes de bain, kimonos et sous-vêtements; faire la totalité ou aucune des affaires de costumes, pelletiers, tailleurs et drapiers, merciers, bonnetiers, marchands de modes, costumiers, chapeliers, gantiers, manufacturiers, importateurs et négociants en gros et en détail de coton et tissus de toutes sortes, fourrures et garnitures de robes, braids, cordes, ornements, sous-taches, boutons, nouveautés, articles en cuir, vêtements et confections de toute description; agir comme agents, agents à commission ou représentants;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acheter ou autrement acquérir et entreprendre le tout ou aucune partie du commerce dont les objets sont semblables à ceux de la compagnie, avec ensemble les bâties, machineries, fonds de commerce, achalandage et actif en général; assumer en tout ou en partie les obligations de tel commerce et les payer totalement ou partiellement en bons, débetures et actions entièrement payées et non sujettes à appel de la compagnie, et vendre, louer ou autrement en disposer, en tout ou en partie;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, et faire des avances à, garantir les contrats de ou aider autrement cette dite personne ou compagnie et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, ou en disposer autrement;

S'unir avec toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer en tout ou en partie de la propriété et de l'entreprise de la compagnie pour telle considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie en faisant l'achat;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou en une autre qualité et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains ou tout intérêt en ic eux; avec ensemble les bâties ou structures qui peuvent être sur lesdits terrains ou aucun d'eux, vendre, louer, échanger, hypothéquer, ou autrement disposer de tout ou partie des terrains et de tous ou aucun des édifices ou structures qui sont

tailors' trimmings, silks, satins, woollens, textile fabrics of all kinds, cloth and cotton goods generally, pyjamas, windbreakers, shirts, bloomers, pants, breaches, bathrobes, kimonos and underwear; to carry on all or any of the businesses of clothiers, furriers, tailors, drapers, haberdashers, hosiers, milliners, costumers, hatters, gloves, manufacturers, importers and whole sale and retail dealers in cotton and textile fabrics of all kinds, fur and dress trimmings, braids, cords, ornaments, laces, buttons, novelties, leather goods, garments and wearing apparel of every description; to act as agents, commission agents or representatives;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of any business with objects similar to those of the Company, together with buildings, machinery, stock-in-trade, goodwill and assets generally, to assume in whole or in any part the liabilities of such business, and to pay for the same wholly or partly in bonds, debentures or fully paid and non-assessable stock of the company, and to sell, lease or otherwise dispose of the same or any part thereof;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company;

To enter into partnership or into any arrangements for sharing of profits or union of interest with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the Company is authorized to carry on or engage in, and to make advances to guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold or otherwise deal with the same;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of, in whole or in part, the property and undertaking of the company for such consideration as may be agreed on, and in particular for shares, debentures or securities in any company purchasing the same;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands or interest therein; together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any of the buildings or structures that are now or may

ou qui pourront à l'avenir y être érigés, et prendre telle garantie jugée nécessaire;

Faire toutes telles choses qui sont avantageuses ou connexes à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Dutch-Maid Wear, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2337 ALEXANDRE DESMEULES.

"Fletcher Securities, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour d'avril 1930, constituant en corporation: Shirley-Greenshields Dickson, conseil en loi du roi, Jacques Sénécal, et David-Moffat Johnson, avocat, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Placer tous argents à sa disposition, comprenant le capital de la compagnie, l'accroissement du capital et le revenu de la compagnie ou telle partie ou telles parties d'icelui, comme les directeurs de la compagnie pourront le déterminer de temps à autre, ou par voie de prêt sur la garantie de propriétés réelles ou immobilières, hypothèques, bons, titres, actions et autres valeurs de toute compagnie ou corporation, gouvernement, municipale ou commerciale, quel que soit le lieu de l'incorporation, existant ou étant organisée, et de temps à autre changer les dits placements par vente, échange ou autrement, et placer les profits de telle vente ou ventes dans d'autres placements de nature semblable et prêter de l'argent sur aucune desdites valeurs;

Acquérir tous tels placements comme ci-dessus mentionné par achat, souscription originale, soumission, participation dans des syndicats ou autrement, et totalement payés ou non, et en faire le paiement sur appel ou avant les appels ou autrement, et souscrire pour tels placements, soit conditionnellement ou autrement, et garantir la souscription d'iceux, et exercer et mettre en vigueur tous droits et pouvoirs conférés par ou incidents à la possession d'iceux;

Faire tout acte ou chose que la compagnie croira en aucun temps nécessaire pour sa protection ou son profit comme détentrice ou intéressée en toutes actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs ou toute propriété, droits, commerces ou entreprises; prendre part à toute réorganisation, reconstruction, fusion ou union de toute sorte affectant toute compagnie dans laquelle la compagnie pourra détenir des actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs et acquérir, détenir, vendre, ou autrement aliéner pour les fins de la compagnie, et soit seuls ou conjointement avec d'autres, toute propriété, droits, commerces ou entreprises dans lesquels la compagnie est intéressée, comme détentrice de toutes actions, titres, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs et promouvoir ou prendre part à la promotion de toute compagnie ou corporation ou acquérir telles propriétés, droits, commerce ou entreprise;

Acquérir, détenir, posséder, construire, ériger, louer, prendre à bail, à location, vendre, hypothéquer, gager et nantir toutes propriétés réelles, ou

hereafter be erected thereon, and to take such security thereof as may be deemed necessary;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Dutch-Maid Wear, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2338 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Fletcher Securities, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of April, 1930, incorporating: Shirley Greenshields Dickson, King's Counsel, Jacques Senecal and David Moffat Johnson, advocates, all of city of Montreal, in the province of Quebec, for the following purposes:

To invest any moneys at its disposition including the capital of the Company, accretions to capital and the income of the Company or such part or parts thereof as the Directors of the Company may from time to time determine, in or by way of loan upon security of real or immoveable property, mortgages, bonds, stock, shares and other securities of any company or corporation, government, municipal or commercial, where-soever incorporated, existing or organized, and from time to time to change said investments by sale, exchange or otherwise, and to invest the proceeds of any such sale or sales in other investments of a like nature, and to lend moneys on any of said securities;

To acquire any such investments as aforesaid by purchase, original subscription, tender, participation in syndicates or otherwise, and whether or not fully paid up, and to make payments thereon as called up or in advance of calls or otherwise, and to subscribe for such investments, either conditionally or otherwise, and to guarantee the subscription thereof, and to exercise and enforce all rights and powers conferred by or incident to the ownership thereof;

To do any act or thing which the company shall at any time think necessary for its protection or benefit as holder of or interested in any shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities or any property, rights, business, or undertaking; to take part in any reorganization, reconstruction, amalgamation or merger of any kind, affecting any company of which the company may hold shares, stocks, debentures, debenture stocks, bonds, obligations or other securities and to acquire, hold, sell or otherwise dispose of for the purpose, of the company, and either alone or in conjunction with others, any property, rights, business or undertaking in which the company may be interested as the holder of any such shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities and to promote or take part in promoting any company or corporation or to acquire any such property, rights, business or undertaking;

To acquire, hold, own, build, erect, lease, let, hire, sell, hypothecate, mortgage and pledge real or immoveable or personal or moveable property

immobilières, ou personnelles ou mobilières de chacune et toute description et généralement faire les affaires de négociants et propriétaires d'immeubles;

Emettre des actions libérées, actions-débetures, débetures, bons ou autres valeurs de la compagnie en paiement ou partie de paiement de toutes propriétés, actions, titres, débetures, actions-débetures, bons, obligations ou autres valeurs, droits et biens que la compagnie peut acquérir;

Faire des avances de deniers et garantir toutes obligations et contrats ou autrement assister et aider en aucune manière toute compagnie ou corporation dont les actions, titres, débetures, actions-débetures, bons, obligations et autres valeurs sont détenus par cette compagnie, et faire tout acte ou chose pour la conservation ou la protection de telles actions, titres, débetures actions-débetures, bons, obligations ou autres valeurs;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, toutes propriétés de la compagnie, et en particulier toutes actions, débetures ou valeurs dans toute autre compagnie appartenant à la compagnie ou dont la compagnie aura le pouvoir de disposer; pourvu que nulle telle distribution qui pourrait diminuer la capital de la compagnie soit faite, excepté en conformité avec les dispositions des articles 48 et 49 ou en vertu des dispositions de l'article 81 de la dite Loi et de ses amendements;

Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune partie des dépenses qui se rattachent à la formation ou à l'organisation de la compagnie;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou faire l'entreprise de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins semblables, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la Compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter; ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente Compagnie et prêter des fonds, à, garantir les contrats de ou aider autrement cette dite personne ou compagnie et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute compagnie et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la Compagnie et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change;

of any and every description, and generally to carry on the business of landlords and real estate dealers and proprietors;

To issue paid up shares, debenture stock, debentures, bonds or other securities of the company in payment or part payment of any property, shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities, rights and easements which may be acquired by the company;

To advance money to and to guarantee any obligations and contracts of or otherwise assist and aid in any way any company or corporation any of whose shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities are held by the company and to do any act or thing for the preservation and protection, improvement or enhancement of the value of any such shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company and in particular any shares, debentures or securities in any other company belonging to the company or which the company may have power to dispose of; provided that no such distribution which will impair the capital of the Company shall be made except upon compliance with the requirements of sections 48 and 49, or under and in accordance with the provisions of section 81 of the said Act and any amendments thereof;

To pay out of the funds of the company all or any part of the expenses of or incidental to the formation or organization thereof;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the Company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such persons or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of

connaissances, mandats ou autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la Compagnie ou une partie quelconque de la dite entreprise pour la compensation que la Compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente Compagnie et promouvoir toute compagnie ou toutes compagnies pour telles fins;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière;

Les dispositions suivantes sont, sur requête, insérées dans ces lettres patentes, à savoir:

Il est interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire ses actions, sous le nom de "Fletcher Securities, Limited", avec un capital total de quarante mille dollars (\$40,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cent dollars (\$100.00) chacune, sujet à augmentation du dit capital-actions en vertu des dispositions de la dite Loi.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2339 ALEXANDRE DESMEULES.

"General Advertising Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'avril 1930, constituant en corporation: Laval Fortier, avocat, Louis-Joseph Marois, comptable, Marc Turgeon, commis, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

1. Faire tous les actes, sans aucune exception, de fabrication, de manufacture, d'industrie et de commerce concernant de quelque manière et sous toutes leurs formes, la librairie, la typographie, la lithographie, la photogravure, l'imprimerie, la reliure, et l'impression et publication de journaux, revues, ainsi que les matières premières et machineries de tous genres employées dans, ou nécessaires ou utiles aux dits commerces et industries;

2. Acquérir, posséder, imprimer, publier et distribuer des journaux, revues et publications de tous genres;

3. Faire, sous toutes leurs formes, et par tous les moyens actuellement connus ou qui pourront l'être, pour tous objets et fins autorisés par la loi et pour toutes personnes, corporations ou autres et moyennant rémunération ou non, la publicité, l'annonce ou la réclame;

4. Fabriquer, manufacturer et faire le commerce, sous quelque forme que ce soit, de tout ce qui peut être l'objet de la fabrication, de l'industrie et du commerce en général;

5. Enregistrer, acquérir, exploiter, céder et disposer, à quelque titre et de quelque manière que ce soit, de tous brevets, marques de commerce et de fabrique, procédés, permis et autres droits et privilèges de cette nature, enregistrés ou non au Canada ou ailleurs;

6. Fonder, organiser et contrôler, soit en acquérant ou possédant leurs actions ou autrement, des

lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, and to promote any company or companies for such purposes;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

The following provisions is, by request, embodied in these Letters Patent, to wit:

Any appeal to the public to subscribe for shares of the Company is forbidden, under the name of "Fletcher Securities, Limited", with a total capital stock of Forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each, subject to the increase of the said capital stock under the provisions of the said Act.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2340 Acting Assistant Provincial Secretary.

"General Advertising Company".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1930, incorporating: Laval Fortier, advocate, Louis Joseph Marois, accountant, Marc Turgeon, clerk, all of the City of Quebec, for the following purposes:

1. To do all acts, without any exception, respecting in any manner and under all forms, the manufacture, fabrication, business and trade of stationery, typography, lithography, photo-engraving, printing, binding, and printing and publication of newspapers, periodicals and also the raw materials and machinery of every kind employed in or necessary or useful for the said businesses and trades;

2. Acquire, own, print, publish and distribute newspapers, periodicals and publications of any kind;

3. To do, under all their forms and by any means actually known or which may be known for any objects and purposes authorized by law and for any persons, corporations or others and for remuneration or otherwise, publicity, advertising or announcing;

4. To fabricate, manufacture and deal, under any form whatever, everything which may be the object of manufacture, industry and trade in general;

5. To register, acquire, exploit, assign and dispose of, under any title and in any manner whatever, all patents, trade marks and trade names, processes, permits and other rights and privileges of a like nature, registered or unregistered in Canada or elsewhere;

6. To establish, organize and control, either by acquiring or owing their shares or otherwise,

filiales ou toutes autres compagnies, pour toutes fins qui seraient jugées de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

7. Acquérir et exploiter, à quelque titre et conditions, et de quelque manière que ce soit, la totalité ou une partie quelconque des biens ou entreprises de ses filiales ou de toutes personnes ou corporations faisant des opérations semblables ou en partie semblables à celles que la présente compagnie est autorisée à faire ou conduire;

8. Faire avec toutes telles filiales ou autres personnes et corporations, toutes ententes et conventions que la présente compagnie jugera devoir lui profiter directement ou indirectement;

9. Acquérir par achat, sur vente privée, judiciaire, publique ou toute autre, par échange, don, lion, dation en paiement, ou de quelque autre manière et à quelque titre que ce soit, louer, recevoir à titre de prêt, de nantissement, de dépôt, de garantie, posséder, détenir, retenir, exploiter et occuper à quelque titre et de quelque manière que ce soit, tous droits, permis, pouvoirs, franchises, concessions ou privilèges et tous biens, tant corporels qu'incorporels, qu'ils soient meubles ou immeubles, sans aucune exception quelconque et de quelque autorité ou source qu'ils proviennent;

10. Vendre, donner à bail, en nantissement, en garantie, en échange, en paiement, et généralement aliéner, céder, transporter ou disposer de quelque manière ou à quelque titre que ce soit, des droits et des biens mentionnés dans la clause précédente;

11. Grever de servitude et hypothéquer tous immeubles quelconques, et consentir, soit comme bailleur ou preneur, tous baux emphytéotiques;

12. Faire tous contrats de louage, de service, de mandat, d'agence, de transaction et de cautionnements, sauf ceux qui ne peuvent être donnés que par des compagnies de garantie spécialement autorisées à ce faire, et généralement faire tous contrats et conventions dont est capable une corporation, et toutes choses utiles ou nécessaires pour atteindre les objets pour lesquels la présente compagnie est incorporée, ou s'y rattachant de quelque manière;

13. Placer les fonds disponibles de la compagnie de la manière jugée convenable et à la condition qu'il ait été pourvu au paiement ou à la garantie des dettes et obligations de la compagnie;

14. Faire tous paiements quelconques, soit avec des actions de la compagnie émises et réparties comme entièrement ou partiellement acquittées, soit avec de ses obligations, actions-obligations (debenture-stock) ou autres valeurs, ainsi cédées au prix jugé convenable;

15. Louer, vendre ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'ensemble des biens, actif, entreprise et clientèle de la compagnie, considérée ou non comme une exploitation en cours (as a going concern), et ce, à toutes personnes ou corporations quelconques, et accepter pour prix ou compensation les actions, obligations ou autres valeurs de toutes autres compagnies ou toutes autres considérations quelconques;

16. Tous actes comportant l'aliénation des immeubles de la compagnie, de même que l'exercice des pouvoirs mentionnés dans les paragraphes 8 et 15, devront être autorisés, approuvés ou ratifiés par le vote des actionnaires représentant au moins les deux tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, à une assemblée générale

the subsidiaries or any other companies for any purposes which may be deemed calculated to directly or indirectly benefit the present company;

7. To acquire and exploit, under any title and conditions and in any manner whatever, the whole or any part whatever of the property or undertaking of its subsidiaries, or of any persons or corporations carrying on similar operations, or partly similar to those which the present company is authorized to do or carry on;

8. To enter with all such subsidiaries or other persons or corporations, into any agreements and arrangements which may seem directly or indirectly profitable to the present company;

9. To acquire by purchase, at private, judicial, public or any other sale, by exchange, gift, the giving in payment or in any other manner and under any title whatever, to lease, receive as loan, lien, deposit, security, own, hold, retain, exploit and occupy, under any title and in any manner whatever, any rights, licenses, powers, franchises, concessions or privileges and property, both corporeal and incorporeal, moveable or immoveable, and without any exception whatever, and from whatever authority or source they may accrue;

10. To sell, give on lease, or as lien, deposit, security, in exchange and payment and generally alienate, transfer, convey on in any other manner and under any title to dispose of the rights and property mentioned in the foregoing paragraph;

11. To charge with servitude or hypothecate any immovables whatsoever and to be a partly, either as lessor or lessee, to any emphyteutic lease;

12. To make all contracts of lease or hire of service, mandate, agency, transaction and surety, save those which may only be given by surety companies especially authorized so to do, and generally make all contracts and agreements which a corporation may enter into and all things useful or necessary for the attainment of the objects for which the present company is incorporated or in any way incidental thereto;

13. To invest the funds of the company not immediately required in the manner deemed convenient, and on the condition that the payment or security of the debts and obligations of the company has been provided for;

14. To make any payments whatever, either with shares of the company issued and allotted as fully or partly paid up, either with its bonds, debenture-stock or other securities, thus assigned at a price deemed convenient;

15. To lease, sell or otherwise alienate the whole or any part whatever of the whole of the property, assets, undertakings and good-will of the company, considered or not as a going concern, and that, to such persons or corporations whatever, and to accept as the price or consideration thereof the shares, bonds or other securities of any other companies or any other considerations whatever;

16. All deeds to alienate the immoveables of the company and the exercise of the powers mentioned in the foregoing paragraphs 8 and 15, must be authorized, approved or ratified by the vote of the shareholders representing at least two thirds in value of the subscribed capital stock of the company, at a general meeting duly called

rale dûment convoquée à cet effet, et pourront être faits et consentis par la compagnie du moment que telle autorisation, approbation ou ratification auront été ainsi votées, sous le nom de "General Advertising Company".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera divisé en cent (100) actions sans valeur au pair et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de cinq cents dollars (\$500.00).

Le bureau de direction de la compagnie sera autorisé à fixer le prix auquel les actions seront émises.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2341 ALEXANDRE DESMEULES.

"Lachine Dairy Products, Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour d'avril 1930, constituant en corporation; Bernard-Lande Cohen, et Jack-Ralph Bogante, tous deux avocats, et Rose Scheffer, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

L'achat et le commerce de produits agricoles et laitiers, comprenant tous articles tels que le beurre, les œufs, la crème et le fromage et les produits alliés, et aussi des produits légumineux, l'élevage du bétail pour fins laitières ainsi que la vente, la location et l'achat de fermes et l'administration de fermes; l'établissement et le maintien d'usines et machineries pour les fins de la pasteurisation du lait et autres produits laitiers; l'opération d'une crèmerie et d'une usine pour la fabrication du beurre, du fromage et des produits alliés; la vente des produits de la ferme, lait, beurre, œufs, crème et produits alliés et légumes, soit en gros ou en détail; la possession de toutes propriétés, fermes et autres immeubles pour les fins d'exploitation des objets susmentionnés;

Acquérir par achat, concession, échange ou autre titre légal, et construire, ériger, mettre en opération et maintenir des fabriques, boutiques, entrepôts, dépôts, usines de machineries, hangars pour engins et autres édifices nécessaires pour son commerce et toutes autres propriétés mobilières et immobilières, nécessaires ou utiles pour l'exploitation d'aucune des fins de la compagnie, et les louer, les vendre ou en disposer;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autrement, que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Emettre et répartir comme actions entièrement acquittées de la compagnie constituée en corporation par les présentes, en paiement total ou partiel de toutes affaires, franchises, entreprises, propriétés, droits, pouvoirs, privilèges, bail, permis, contrat, immeubles, actions, obligations et débetures ou autres propriétés ou droits qu'el-

to that effect, and may be made and entered into by the company from the time that such authorization, approbation or ratification have been thus voted, under the name of "General Advertising Company";

The amount of the capital stock of the company will be divided into one hundred (100) shares without par value and the amount with which the company will commence its operations shall be five hundred dollars (\$500.00).

The Board of Directors of the company will be authorized to fix the price for which the shares shall be issued.

The head office of the company will be in the City of Quebec, in the District of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2342 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Lachine Dairy Products, Ltd".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1930, incorporating; Bernard Lande Cohen, and Jack Ralph Bogante, both advocates, and Rose Scheffer, stenographer, spinster of the age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

The buying of farm and dairy produce and dealing in the same, including such articles as butter, eggs, cream and cheese and allied products and also vegetables; the raising of cattle for dairy purposes as well as for sale; the lease and purchase of farms and administration of farms; the establishment and maintenance of plants and machinery for the purpose of pasteurizing milk and other dairy products; the operation of a creamery and the plant for the manufacture of butter, cheese and allied products; the selling of farm produce, milk, butter, eggs, cream and allied products and vegetables, whether wholesale or retail; the ownership of all property, farms and other immovables for the purpose of carrying out the abovementioned objects;

To acquire by purchase, concession, exchange or other legal title, and to construct, erect, operate and maintain factories, shops, storehouses, depots, machine shops, engine houses and other structures necessary for its business and all other property, moveable and immovable, necessary or useful for carrying on any of the purposes of the Company, and to lease, sell and dispose of the same;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To issue and allot as fully paid-up stock of the Company hereby incorporated, in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stocks, bonds and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers

le peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs accordés dans les présentes, et pour les services rendus;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement ces dites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, ou en disposer autrement;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions dans toute autre compagnie dont les objets sont en totalité ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou qui exerce toute industrie pouvant être conduite de façon à profiter à la compagnie, soit directement ou indirectement;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation

herein granted and for services rendered;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to

ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs en à solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Rémunérer toutes personnes ou compagnies pour des services rendus ou à être rendus en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions de la compagnie ou des débentures, actions-débentures, autres valeurs de la compagnie, ou dans la formation, l'organisation de la compagnie, ou dans la gestion ou la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie fait des affaires, et garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation, par une ou plusieurs autres personnes;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et l'octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, disposer, faire valoir ou autrement trafiquer de tout ou partie de la propriété et des droits de la compagnie;

Exercer tous ou aucun des objets de la compagnie comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets de la compagnie, sous le nom de "Lachine Dairy Products, Ltd.";

Le capital de la compagnie consistera en dix-huit cents (1800) actions sans valeur nominale ou au pair et dix-huit cents (1800) actions privilégiées d'une valeur au pair de \$25.00 chacune, sujet à augmentation de tel capital-actions en vertu des dispositions de la dite Loi et de ses amendements, pourvu que les dites actions sans valeur nominale ou au pair soient émises pour la considération qui sera fixée par le bureau de direction, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de treize mille cinq cents dollars (\$13,500.00);

Les porteurs des actions privilégiées, cumulatives (ci-après dénommées "actions privilégiées") auront droit et recevront trimestriellement, quand et lorsque déclarés par le bureau de direction, des dividendes fixes, cumulatifs au taux de 7% par année, à même le surplus des profits de la compagnie dans chaque année, du premier jour de juillet 1929, ou à compter de toute date ultérieure à laquelle les actions privilégiées auront été émises, avec préférence et priorité à tous paiements de dividendes sur les actions ordinaires;

Les porteurs des actions privilégiées, excepté tel qu'il est autrement expressément prévu, n'auront aucun droit de vote à toute assemblée des actionnaires, ni de recevoir avis, ni d'assister à toute assemblée des actionnaires, ces actions privilégiées ne pourront non plus qualifier aucune personne pour être un directeur de la compagnie. Les porteurs des actions ordinaires auront droit de voter sur toutes questions, à l'exclusion de tous les autres actionnaires, excepté tel qu'il est autrement prévu;

Dans le cas du non-paiement des dividendes aux actionnaires privilégiés, en tout ou en partie,

grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the Company's shares, bonds, and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate any person or company for service rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital or any debentures, debenture stock, or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To carry out all or any of the objects of the Company as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To carry out such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects of the Company, under the name of "Lachine Dairy Products, Ltd.";

The capital of the Company will consist of eighteen hundred (1800) shares without nominal or par value and eighteen hundred (1800) preferred shares having a par value of \$25.00 each, subject to the increase of such capital stock under the provisions of the said act and amending acts, provided that the said shares without nominal or par value may be issued for such consideration as the Board of Directors may fix, and the amount with which the Company shall commence its operations will be thirteen thousand five hundred dollars (\$13,500.00).

The holders of the cumulative, preference shares (hereinafter called the preference shares) shall be entitled to and will receive quarterly, as and when declared by the Board of Directors, fixed cumulative dividends at the rate of 7% per annum, out of the surplus profits of the Company in each year, from the first day of July 1929 or from such later date as the respective preference shares may be issued, in preference to and with priority to any payments of dividends upon the common shares;

The holders of the preference shares, except as herein otherwise expressly provided, shall not have any right to vote at any meeting of shareholders nor to receive notice of, nor to attend at any meeting of shareholders, nor shall such preference shares qualify any person to be a director of the Company. The holders of the common shares shall have the right to vote on all questions, to the exclusion of all other shareholders, except as herein otherwise provided;

In the event of non-payment of dividends to the preferred shareholders, in whole or in part,

durant une période de deux années consécutives, les dits actionnaires privilégiés auront droit, à l'expiration de telle période, aux mêmes droits de vote et d'assistance aux assemblées que les porteurs des actions ordinaires.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Lachine, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2343 ALEXANDRE DESMEULES.

during a period of two consecutive years, the said preferred shareholders shall, at the expiration of such period, be entitled to the same rights of voting and attendance at meetings as the holders of common shares.

The head office of the company will be at the city of Lachine, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2344 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Les Chevaliers de Carillon, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour d'avril 1930, constituant en corporation, sans capital-actions: Joseph-Arthur Paquin prêtre-vicaire, Emile Charbonneau, voyageur de commerce, Wilfrid Malançon, médecin, Gustave Signori, instituteur, J.-Félix Surprenant, employé civil, Anastase Longpré, marchand, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Former, organiser, conduire et administrer une association essentiellement canadienne-française et catholique;

Promouvoir l'intérêt et le bien-être de ses membres et du Canada français en général, tant au point de vue social que national;

Etablir des relations plus étroites entre membres, les renseigner et les outiller pour le règlement des grandes questions sociales et nationales;

Favoriser, développer, encourager l'union intime, le support mutuel et l'esprit de solidarité entre les membres de l'association;

Seconder, appuyer et soutenir tous mouvements, œuvres et institutions éducationnels ou autres tendant à sauvegarder la mentalité catholique, à protéger les droits et à maintenir les traditions ancestrales des Canadiens-Français;

Faire et adopter des règles et règlements pour l'administration de la société, avec le pouvoir de temps à autre d'amender, modifier, abroger et changer tels règles et règlements;

Recruter des membres, leur imposer des conditions d'admission et de discipline, percevoir des contributions, honoraires et cotisations annuels ou autres;

Créer, former, instituer des succursales ou sections d'un nombre indéterminé, imposer à telles sections des conditions de formation et d'administration, et passer règlements à cet effet;

Acheter, vendre, affermer, louer et prendre en échange ou à bail ou autrement acquérir des biens réel et personnels, droits et privilèges, et faire toutes opérations nécessaires à telles fins;

Emprunter, hypothéquer, donner garanties régulières et légales, transiger avec toute personne ou corporation, non dans un but commercial mais d'administration seulement, sous le nom de "Les Chevaliers de Carillon, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cinquante mille dollars (\$50,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal, dans le quartier Hochelaga-Préfontaine.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2345 ALEXANDRE DESMEULES.

"Les Chevaliers de Carillon, Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of April, 1930, incorporating, without share capital: Joseph Arthur Paquin, priest-curate, Emile Charbonneau, commercial traveller, Wilfrid Malançon, physician, Gustave Signori, professor, J. Felix Surprenant, civil employee, Anastase Longpré, merchant, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To form, organize, direct and manage an essentially French-Canadian and Catholic association;

To promote the interest and welfare of its members and of French Canada in general, both from a social and national standpoint;

To establish closer relations between the members, to educate and equip them for the settlement of the great social and national questions;

To favour, develop, encourage intimate relationship, mutual support and a spirit of fellowship among the members of the association;

To second, support and sustain any educational or other movements, works and institutions which may tend to the safeguarding of Catholic mentality, the protection of the rights and the maintenance of ancestral French-Canadian traditions;

To make and adopt rules and regulations for the management of the society, with power to amend, alter, repeal and change such rules and regulations from time to time;

To recruit members, impose admission and discipline conditions upon the same, collect annual or other contributions, fees and assessments;

To create, form, establish an indefinite number of branches or sections, to impose formation and management conditions upon such sections and to enact by-law to such effect;

To purchase, sell, rent, hire and take in exchange or on lease or otherwise acquire real and personal property, rights and privileges and to carry on any corporations required for such purposes;

To borrow, hypothecate, give regular and legal guarantees, deal with any person or corporation, not for a commercial object but for management purposes only, under the name of "Les Chevaliers de Carillon, Inc."

The amount of the immovable property which the corporation may own shall be limited to fifty thousand dollars (\$50,000.00).

The head office of the company will be at Montreal, District of Montreal, in Hochelaga-Préfontaine Ward.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2346 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Maple Leaf Dress, Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour d'avril 1930, constituant en corporation: Benjamin-A. Schwartz, Barnet Buckman, notaires publics, et Pearl Buckman, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer la totalité ou aucune des affaires de manufacturiers de vêtements pour dames, costumes, robes, blouses pour dames, vêtements et confections de toutes sortes pour enfants, et négociants de lainages et soieries, toutes sortes de marchandises à la pièce, et autres articles, commodités, marchandises ou choses nécessaires pour les fins de la compagnie, avec le droit de manufacturer, importer et exporter, et agir comme agents manufacturiers ou agents à commission pour toutes sortes d'articles manufacturés, effets, articles, marchandises et matériaux, et exercer les dites affaires, soit en gros ou en détail;

Exercer toute autre industrie, (soit manufacturière ou autre), que cette compagnie croira pouvoir convenablement exercer en rapport avec ses opérations, ou directement ou indirectement susceptible d'augmenter la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les mettre en valeur;

Acheter ou acquérir autrement et assumer la totalité ou toute partie de toute industrie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie, avec les édifices, machines, fonds de commerce, clientèle, et l'actif en général; assumer en totalité ou en partie le passif de telle industrie et les payer totalement ou partiellement en obligations, débetures, actions de la compagnie totalement acquittées et non sujettes à appel, et les vendre, louer ou en disposer autrement, en tout ou en partie;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou exerçant tout commerce pouvant être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou la fusion des intérêts, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre, et faire des avances de deniers à aucune telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou leur aider autrement et prendre et acquérir autrement des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir ou les négocier autrement;

Se joindre à toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie;

Vendre, louer, échanger, ou autrement disposer, en tout ou en partie, des propriétés ou des entreprises de la compagnie pour la considération qui pourra être convenue, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs de toute compagnie qui en fera l'achat;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou négocier autrement la totalité ou toute partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes ou aucune des choses susmentionnées comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Acheter, louer, prendre en échange ou acquérir

"Maple Leaf Dress, Ltd".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of April, 1930, incorporating: Benjamin A. Schwartz, Barnet Buckman, Notaries Public, and Pearl Buckman, Secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of manufacturers of ladies' cloaks, suits, dresses, blouses, ladies and children's clothing and wearing apparel of all kinds, and dealers in woollens and silks, all kinds of peace goods, and other articles, commodities, merchandise or things necessary for the purposes of the Company, with the right to manufacture, import and export, and to act as manufacturers' agents or commission agents in all kinds of manufactured articles, goods, wares, merchandise and materials, and to carry on the said businesses either wholesale or retail;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of any business with objects similar to those of the company, together with buildings, machinery, stock-in-trade, good-will and assets generally; to assume in whole or in any part the liabilities of such business and to pay for the same wholly or partly in bonds, debentures or fully paid and non-assessable stock of the company; and to sell, lease or otherwise dispose of the same or any part thereof;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or union of interest with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, and to make advances, to guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold or otherwise deal with the same;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of, in whole or in part, the property and undertaking of the company, for such consideration as may be agreed on, and in particular for shares, debentures or securities in any company purchasing the same;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To purchase, lease, take in exchange or other-

autrement des terrains ou des intérêts dans tels terrains, avec tous les édifices ou constructions qui se trouvent sur tels terrains ou aucun d'iceux et vendre, louer, échanger, hypothéquer ou aliéner autrement la totalité ou toute partie des terrains et des édifices ou constructions qui sont maintenant ou qui seront érigés sur ces terrains, et prendre toutes garanties jugées nécessaires;

Faire toutes autres choses qui se rattachent ou conduisent à la réalisation des objets susmentionnés, sous le nom de "Maple Leaf Dress, Ltd", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2347 ALEXANDRE DESMEULES.

"Norwich House Investments, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour de mars 1930, constituant en corporation: Chilion-Graves Heward, conseil en loi du roi, Paul-Phelps Hutchison, avocat, et Herbert-William Shearer, gérant, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Souscrire, garantir et acquérir par achat, échange ou autre titre légal, et détenir soit absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, garantir la vente de et assigner, transférer ou autrement disposer et faire le commerce d'obligations, débiteures et preuves de dettes, bons, actions et autres valeurs de tout gouvernement ou corporation municipale ou scolaire, ou de toute banque à charte, ou autre compagnie ou corporation d'utilité publique, commerciale, industrielle ou autre (soit publiques ou privées) ou de tout individu ou association; acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des propriétés réelles ou immobilières et tous intérêts et droits dans ou sur des propriétés réelles ou immobilières (comprénant des nantissements, charges, hypothèques et privilèges) et vendre, louer, échanger, nantir, hypothéquer, transférer ou autrement en disposer ou toute partie ou toutes parties d'icelles, et les améliorer, modifier et les administrer; acquérir toutes telles valeurs ou propriétés tel que susdit par achat, souscription originaire, soumission, participation dans des syndicats ou autrement, et soit entièrement acquittées ou non, et faire des paiements sur icelles sur appel ou avant les appels ou autrement, et les garantir ou les souscrire, conditionnellement ou autrement, et varier les placements de la compagnie, et généralement vendre, échanger ou autrement en disposer, faire le trafic, mettre en valeur et exploiter aucun des argents de la compagnie;

Promouvoir, subventionner ou aider autrement toute corporation, compagnie ou entreprise ou y contribuer, dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant ou se proposant d'exercer une industrie semblable à celle de la compagnie, ou toute industrie pouvant être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Se fusionner ou faire d'autres conventions d'exploitation avec toute personne, compagnie ou

wise acquire lands or interest therein, together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Maple Leaf Dress, Ltd", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2348 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Norwich House Investments, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the thirty first day of March, 1930, incorporating: Chilion Graves Heward, King's Counsel, Paul Phelps Hutchison, advocate, and Herbert William Shearer, manager, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To subscribe for, underwrite and acquire by purchase, exchange or other legal title, and to hold either absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of and to assign, transfer or otherwise dispose of or deal with bonds, debentures and other evidences of indebtedness, stocks, shares and other securities of any government or municipal or school corporation, or of any banking, public utility, commercial, industrial or other company or corporation (whether public or private) or of any individual or association; to purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire real or immoveable properties and any interests and rights in or upon real or immoveable properties (including mortgages, charges, hypothecs and privileges) and to sell, lease, exchange, mortgage, hypothecate, transfer or otherwise dispose of the same or any part or parts thereof, and to improve, alter and manage the same; to acquire any such securities or property as aforesaid by purchase, original subscription, tender, participation in syndicates or otherwise, and whether or not fully paid up, and to make payments thereon as called up or in advance of calls or otherwise, and to underwrite or subscribe for the same, conditionally or otherwise, and to vary the investments of the Company, and generally to sell, exchange and otherwise dispose of, deal with, turn to account and exploit any of the assets of the Company;

To promote, contribute to, subsidize or otherwise assist any corporation, company or enterprise having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on or proposing to carry on business similar to that of the company or any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To amalgamate or make other working arrangements with any person, company or enter-

entreprise exerçant toute industrie semblable à celle que cette compagnie a l'autorisation d'exercer et toute industrie pouvant être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie et administrer, exploiter et mettre en valeur les propriétés, entreprises et affaires d'aucune de ces industries et les acquérir, y compris la clientèle, les droits, le passif et autres accessoires, par achat, location ou autrement;

Emettre, répartir et livrer comme entièrement libérées et non sujettes à appel, ou comme partiellement libérées, les actions, débentures ou autres valeurs de cette compagnie en paiement ou paiement partiel de toutes valeurs, droits ou choses qu'elle peut acquérir et en paiement ou paiement partiel de tout service rendu à la compagnie, soit en rapport avec sa formation et l'organisation de son commerce ou autrement, ou en paiement ou à l'acquit des dettes et obligations dues par la compagnie;

Vendre, louer ou autrement disposer ou approprier la totalité ou toute partie de l'entreprise de la compagnie et son actif et clientèle, ses droits et obligations de toutes sortes, pour telles considérations que la compagnie croira convenables, y compris les actions, débentures et valeurs de toute autre corporation ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de la compagnie;

Acquérir la clientèle, propriétés, droits et actif, soit en assumant ou sans assumer les obligations de toute personne, firme, corporation ou entreprise endettée envers la compagnie, ou transigeant des affaires semblables à celles transigées par la compagnie ou susceptibles d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de la compagnie, et de les payer en argent ou actions entièrement libérées et non sujettes à appel ou valeurs de cette compagnie ou autrement;

Faire des avances de fonds à toute compagnie dont les actions du capital-actions, les bons ou autres obligations sont détenus en totalité ou en partie par cette compagnie, garantir ses obligations ou contrats ou lui aider autrement de toute manière; et faire tous actes ou choses pour conserver, améliorer, ou augmenter la valeur de toutes telles actions, bons ou obligations, et similairement avancer des deniers à toute personne, firme ou compagnie ayant des engagements commerciaux avec la compagnie ou endettées envers elle ou garantir leurs contrats ou leur aider autrement;

Prêter des fonds aux personnes ou compagnies en relations d'affaires avec cette compagnie, et placer et approprier tous fonds ou actifs non immédiatement requis pour des fins de la compagnie de la manière jugée convenable;

Faire toutes conventions avec tout gouvernement ou autorité, municipal, local ou autre, qui sembleront appropriées aux objets de la compagnie ou aucun d'eux et obtenir de telle autorité tous droits, privilèges, concessions, subsides, ou autres avantages qu'elle croira désirable d'obtenir; et exécuter ou exercer tels arrangements, droits et bénéfices, et s'y conformer, et faire autoriser, enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes pour faire tous actes et choses jugés nécessaires, en vertu des lois de tel pays, pour représenter la compagnie et lui permettre d'exercer effectivement son commerce ou poursuivre ses affaires là et ailleurs;

Exploiter toute autre affaire qui semblera susceptible à la compagnie d'être avantageusement exploitée en rapport avec son commerce, ou capable d'augmenter directement ou indirectement la valeur de ou rendre profitables aucune des propriétés ou aucun des droits de la compagnie;

prise carrying on any business similar to that which this company is authorized to carry on, or business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company and to manage, operate and carry on the property, undertakings and affairs of any such business and to acquire the same, including its goodwill, rights, liabilities, and other accessories, by purchase, lease or otherwise;

To issue, allot and deliver, as fully paid up and non-assessable or partly paid up, the shares, debentures or other securities of this company in payment or part payment of any securities, rights or things that it can acquire, or in payment or part payment for any services rendered to the company, whether in connection with the promotion and organization of its business or otherwise, or in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company;

To sell, lease or otherwise dispose of or deal with the whole or any part of the undertaking of the company and of its assets and good-will and rights and obligations of any kind, for such consideration as the company may think fit, including shares, debentures and other securities of any other corporation having objects similar in whole or in part to those of the company;

To acquire the good-will, property, rights and assets, either with or without assuming the liability of any person, firm, corporation or enterprise indebted to the company or transacting any business similar to that transacted by the Company or capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company; and to pay for the same in cash or in fully paid up and non-assessable shares or securities of this company or otherwise;

To make advances to or guarantee the obligations or contracts of or otherwise assist in any manner any company whose shares of capital stock, bonds, or other obligations are held in whole or in part by this company, and to do any act or thing for the preservation, improvement or enhancement of the value of any such shares, bonds or obligations; and in like manner to advance money to or guarantee the contracts of or otherwise assist any person, firm or company having business engagements with the company or indebted to it;

To lend money to persons or companies having dealings with the company, and to invest and deal with any funds or assets not immediately required for the purposes of the company as may be deemed expedient;

To enter into any arrangement with any authority or government, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, concessions, subsidies or other benefits which it may seem desirable to obtain, and to carry out or exercise and comply with any such arrangements, rights and benefits and to procure the company to be licensed, registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein to do such acts and things as may be expedient, under the laws of such country, to represent the company and enable it effectively to carry on business or prosecute its affairs there and elsewhere;

To carry on any other business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

Conformément aux dispositions de l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, distribuer entre les actionnaires de la compagnie et autres personnes y ayant droit, en nature, aucun des biens de la compagnie et particulièrement toutes actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie appartenant à cette compagnie ou dont elle a le pouvoir de disposer;

Payer tous les frais encourus pour l'obtention de la charte d'incorporation ou en rapport avec la formation ou l'organisation de la compagnie; et faire toutes les choses qui se rattachent ou qui sont appropriées à la réalisation des objets précités; et promouvoir une ou des compagnies aux fins d'acquiescer la totalité ou toute partie des entreprises, de l'actif, des droits ou du passif de cette compagnie ou pour toute autre fin jugée de nature à profiter à cette compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs, gérants, surveillants ou autrement et par l'intermédiaire de fiduciaires ou agents ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres, et faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Norwich House Investments, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune;

Les dispositions qui suivent, sont, sur requête, insérées dans ces lettres patentes, à savoir:

Il est interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire ses actions.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente et unième jour de mars 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2349 ALEXANDRE DESMEULES.

"Steinberg's Service Stores, Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'avril 1930, constituant en corporation: Joseph Shapiro, Benjamin Robinson, et Sol-Sidney Fels, tous avocats, et Théodore-Herzl Shapiro, étudiant en droit, tous de la cité et du district de Québec, pour les fins suivantes:

Faire les affaires, en gros et en détail, d'épiciers, de marchands de grains et de provisions, dans toutes leurs spécialités, et aussi les affaires d'importation et d'exportation des dits produits;

Manufacturer, raffiner, acheter, vendre et faire le commerce d'épicerie, cafés, cacao, épices, poudre à pâte, essences, catsups, gelée, moutardes, cirages, savons, composés pour laver, confiseries, articles pour épiciers, confiseurs et pharmaciens et autres commodités similaires, et tous autres produits et sous-produits qui sont incidentes aux dits objets ou aucun d'eux;

Acheter, importer, exporter, préparer, manufacturer et vendre des épicerie, produits alimentaires et autres effets et marchandises se rapportant aux dits commerces;

Exploiter la totalité et aucune des lignes d'affaires de manufacturiers, producteurs, négociants, marchands, importateurs et exportateurs généralement, mais sans limiter la classe des produits et marchandises, et manufacturer, produire, adapter, préparer, acheter, vendre et autrement faire le commerce de tous matériaux, articles ou choses requis en rapport avec ou incidents à telles affaires;

Subject to the provisions of Section 81 of the Quebec Companies' Act, to distribute among the shareholders of the company and other persons entitled thereto, in kind, any property of the company and in particular any shares, debentures or securities of any other company belonging to the company, or which the company may have power to dispose of;

To pay all costs incidental to procuring the charter of incorporation or in connection with the formation and organization of the company, and to do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, and to promote any company or companies for the purpose of acquiring any or all of the undertakings, assets, rights or liabilities of this company or for any other purposes which may seem calculated to benefit the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, managers, supervisors or otherwise and by or through trustees or agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, and to do all such things as may be incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Norwich House Investments, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The following provisions are, by request, embodied in these Letters patent, to wit:

Any appeal to the public to subscribe for shares of the Company is forbidden.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of March, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2350 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Steinberg's Service Stores, Ltd".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1930, incorporating: Joseph Shapiro, Benjamin Robinson and Sol Sidney Fels, all advocates, and Theodore Herzl Shapiro, student-at-law, all of the city and district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the wholesale and retail business of grocers, grain and provision merchants in all its branches, and also the business of importing and exporting said products;

To manufacture, refine, purchase, sell and deal in groceries, coffees, cocoa, spices, baking powder, flavouring extracts, catsups, jelly powder, mustards, blackings, soaps, washing compounds, confectionery, grocers', confectioners' and druggists' supplies and other similar commodities, and such other products and by-products as are incidental to the foregoing or any of them;

To purchase, import, export, prepare, manufacture and sell groceries, foodstuffs and other wares and merchandise connected with such business;

To carry on any and all lines of business as manufacturers, producers, dealers, merchants, importers and exporters generally without limitation as to class of products and merchandise and to manufacture, produce, adapt, prepare, buy, sell, and otherwise deal in any materials, articles or things required in connection with or incidental to such business;

Acquérir ou se charger de la totalité ou de toute partie des affaires, propriétés et passif de toute personne, personnes, ou compagnie faisant toutes affaires que la compagnie est autorisée à exercer, ou possédant des propriétés convenables aux fins de la compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou autrement aider telle personne ou compagnie et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Prendre ou acquérir autrement, et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou qui exerce toute industrie pouvant être conduite de façon à profiter à la compagnie, soit directement ou indirectement;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui semblent être de nature à profiter à la compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens réels ou personnels, et d'autres droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel, et fonds de commerce;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Prendre les moyens jugés convenables pour faire connaître les produits de la compagnie, et particulièrement par la publicité dans les journaux, par circulaires, par la publication de livres et de périodiques;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses, actes et actions qui se rattachent ou sont appropriés à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Steinberg's Service Stores, Ltd.", avec un capital total de trente-cinq mille dollars (\$35,000.00), divisé en trois cent cinquante (350) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person, persons or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of any property suitable for the purposes of the Company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such Company, and to sell, hold, resell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other Company having objects altogether or in part similar to those of the Company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any part of the property and liabilities of the Company or for any other purpose which may be calculated to benefit the Company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property, and any rights or privileges which the Company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other Company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

To adopt such means of making known the products of the Company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals, and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

To do all and any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Steinberg's Service Stores, Ltd.", with a total capital stock of thirty-five thousand dollars (\$35,000.00), divided into three hundred and fifty (350) common shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, Dated at the office of the Provincial Secretary,
ce septième jour d'avril 1930. this seventh day of April, 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province, ALEXANDRE DESMEULES,
2351 2352 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Thompson's Gift Shop".

"Thompson's Gift Shop".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'avril 1930, constituant en corporation: Joseph Cohen, et George Thompson, tous deux marchands, et Ralph Lazar Bercovitch, avocat, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1930, incorporating: Joseph Cohen, and George Thompson, both merchants, and Ralph Lazar Bercovitch, advocate, all of the City of Montreal, for the following purposes:

Acheter, vendre, manufacturer, importer, exporter, faire le commerce et le trafic de toutes sortes de jouets, nouveautés, bijouteries, porcelaine, verrerie, cristal, accessoires électriques, diamants, et articles faits d'or ou d'argent, ou de l'or, de l'argent et tout autre alliage combiné, et faire généralement le commerce et le trafic de tous articles se rapportant à des jouets, nouveautés et bijouteries, et se rapportant de toute manière, directement ou indirectement, au commerce et à la fabrication susmentionnés;

To buy, sell, manufacture, import, export, trade and deal in all kinds of toys, novelties, jewellery, china-ware, glass-ware, crystal, electric fixtures, diamonds, and articles made of gold or silver, or gold, silver, and any other alloy combined, and to generally deal in, and deal with all articles connected with toys, novelties and jewellery, in any way directly or indirectly with the abovementioned trade and manufacturing;

Exercer le commerce et l'industrie d'importateurs, exportateurs, manufacturiers, commerçants et négociants en gros et en détail de toutes sortes de jouets, nouveautés, bijouteries, porcelaine, verrerie, cristal, accessoires électriques, diamants et toutes spécialités d'iceux;

To carry on trade and business of importers, exporters, manufacturers, wholesale and retail dealers and jobbers in all kinds of toys, novelties, jewellery, china-ware, glass-ware, crystal, electric fixtures, diamonds, and all branches thereof;

Acheter, louer ou autrement acquérir des biens mobiliers ou immobiliers, réels ou personnels, de toute espèce ou nature quelconque, qui seront jugés utiles pour les fins de la compagnie et les donner en gage, nantir, hypothéquer, vendre, ou autrement les aliéner;

To purchase, lease or otherwise acquire movable or immovable, real or personal property of any kind and nature whatsoever that may deem suitable for the purpose of the company, and to pledge, mortgage, hypothecate, sell or otherwise alienate the same;

Acquérir par achat, location ou autrement, la totalité ou toute partie de l'entreprise, du négoce, des biens, de l'actif ou du passif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie semblable à celle que cette compagnie a l'autorisation d'exercer et d'acquérir le matériel et le fonds de commerce et les payer, en tout ou en partie, en argent ou en actions ou autres valeurs de la compagnie entièrement ou partiellement libérées;

To acquire by purchase, lease or otherwise the whole or any part of the undertaking, business, property, assets or liabilities of any person, partnership or company carrying on business similar to that which this company is authorized to carry on, and to acquire materials and stock and to pay for the same in whole or in part by cash or shares or other securities of the company wholly or partly paid up;

Acheter, acquérir, détenir et posséder le capital-actions, les obligations et autres valeurs de toute autre compagnie, corporation ou individu exerçant ou exploitant toute industrie que cette compagnie se prépare à exercer ou exploiter et acquérir, détenir, donner en gage ou autrement aliéner telles actions, obligations ou autres valeurs;

To purchase, acquire, hold and own the capital stock, bonds or other securities of any other company, corporation, or individual carrying on or engaged in any business which this company is prepared to carry on, or engaged in, and to acquire, hold, pledge or otherwise dispose of such shares, bonds or other securities;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir toutes patentes, brevets d'invention, permis, concessions et autres privilèges similaires, conférant tout droit exclusif, non-exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou tout secret ou autre renseignement concernant toute invention que la compagnie croira pouvoir utiliser pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition serait susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie et utiliser, exercer, développer, ou accorder des permis en ce qui les concerne, ou autrement mettre en valeur les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, *brevets d'invention*, license, concessions and the like, conferring an exclusive, non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may be calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect thereof or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

S'associer ou conclure des arrangements pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant toute transaction commerciale que cette compagnie a l'autorisation de faire ou

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person or company carrying on or engaged in any business transaction which this company is authorized to carry on or trade in, or any business capable of being

d'exploiter, ou tout commerce pouvant être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, détenir, revendre avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

Vendre, louer, échanger ou autrement aliéner la totalité ou toute partie des biens, droits, ou entreprises de la compagnie, pour la considération qui pourra être convenue et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des produits semblables aux produits de cette compagnie, sous le nom de "Thompson's Gift Shop, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2353 ALEXANDRE DESMEULES.

"Unilite Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de mars 1930, constituant en corporation: John-Jacob Spector, et Harry Cohen, avocats, et Eileen Gibbons, fille majeure, commis, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Manufacturer, acheter, vendre, louer, arrenter et exploiter aucun et tous appareils ou machineries pour la fabrication, génération, emmagasinement, accumulation, transmission ou distribution d'aucun ou tous genres de courant électrique et aucun et tous genres de machineries, appareils, accessoires et fournitures électriques de toute nature ou espèce quelconque;

Manufacturer, utiliser, acheter, vendre et négocier ou rendre utiles ou faire valoir pour la Compagnie des appareils, objets meubles, accessoires, produits et machineries électriques, disposer des droits pour la vente de tels appareils, objets meubles, accessoires et machineries sur droit régalien, et acheter et vendre des marchandises de toutes sortes, en gros et en détail;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions et leurs semblables conférant tout droit exclusif, non-exclusif ou limité de faire usage ou tout secret ou autre information pour aucune des fins de la Compagnie, ou dont l'acquisition semblera devoir bénéficier directement ou indirectement à la Compagnie, et utiliser, exercer, développer ou concéder des permis, ou autrement faire valoir la propriété, droits ou information ainsi acquis;

Prendre ou autrement acquérir et détenir des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie similaires à ceux de la Compagnie, ou exerçant aucun commerce susceptible d'être conduit de manière à bénéficier directement ou indirectement à la Compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toute propriété personnelle et tous droits ou privilèges que la Compagnie croira nécessaires ou convenables aux fins de son commerce et en particulier toute machinerie ou fonds de commerce, clientèle, biens et droits, et les payer en argent ou capital-actions de la Compagnie;

Exercer tout autre commerce (soit manufacturier ou autrement) que la Compagnie croira de-

conducted so as to directly or indirectly benefit the company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold or re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To sell, lease, exchange, or otherwise dispose of, in whole or in part, the property, rights or undertakings of the company for such consideration as may be agreed upon, and particularly for shares, debentures or securities of any other company having products similar to the products of this company, under the name of "Thompson's Gift Shop, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2354 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Unilite Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of March, 1930, incorporating John Jacob Spector, and Harry Cohen, advocates, and Eileen Gibbons, spinster, clerk, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, lease, let and operate any and all apparatus or machinery for the manufacture, generation, storage, accumulation, transmission or distribution of any or all types of electric current and any or all manner of electric machinery, apparatus, appliances or supplies of any nature or kind whatsoever;

To manufacture, use, purchase, sell and deal in or turn to the use and account of the Company electrical apparatus, fixtures, supplies, products and machinery, to dispose of rights for the sale of such apparatus, fixtures, supplies and machinery on royalties, and to buy and sell merchandise of all kinds, both wholesale and retail;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any of the purposes of the Company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the Company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery or stock in trade, goodwill, assets and rights, and to pay for same in cash or capital stock of the Company;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the

voir être convenablement exercé en rapport avec son commerce ou susceptible de devoir augmenter directement ou indirectement la valeur ou rendre profitable aucune des propriétés ou droits de la Compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et vendre, échanger, nantir, louer, hypothéquer, grever, faire valoir, disposer et négocier des propriétés réelles et personnelles, et droits et intérêts de toutes sortes, mobiliers et immobiliers, corporels et incorporels, et sans modifier la généralité des objets susdits, plus particulièrement des locations, options, contrats, obligations, industries en exploitation et entreprises de toute description;

Acquérir et entreprendre la totalité ou aucune partie du commerce, propriété et responsabilités de toute personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la Compagnie est autorisée à exercer, ou possédant des propriétés nécessaires aux fins de la Compagnie, et les payer en actions acquittées du capital de la Compagnie ou autrement;

Acquérir pour elle-même ou comme agent pour d'autres détenir, utiliser, améliorer, gérer, travailler, développer, exercer tous droits s'y rapportant, louer, hypothéquer, vendre, disposer, faire valoir et autrement négocier des propriétés de toutes sortes et en particulier des concessions, brevets, commerces en exploitation, et entreprises, et ériger modifier, réparer et maintenir des édifices sur tous terrains sur lesquels la Compagnie peut avoir un intérêt, soit comme principal ou agent, ou sur tous autres terrains, et faire le commerce de matériaux de construction de toutes sortes;

Acheter, vendre, et autrement disposer, détenir, posséder, manufacturer, produire, exporter et importer et négocier, soit comme principal ou agent, sur commission, consignation ou autrement, des marchandises, effets, produits et objets de toute espèce et nature quelconque et faire un commerce général de marchands à commission, courtiers, agents de vente et facteurs d'effets, articles et marchandises négociés par la Compagnie;

Faire des expériences et expositions publiques de pouvoir électrique, éclairage et machineries électriques, appareils, fournitures, accessoires, objets et produits;

Exercer le commerce d'importateurs et d'exportateurs et acheter, vendre, et négocier toutes sortes et genre d'effets, articles et marchandises, et exercer le commerce de courtiers de douane, entreposeurs, transbordeurs, charroyeurs, charretiers et autre commerce semblable, et acheter, vendre, et généralement négocier des objets, marchandises, articles ou effets se rapportant directement ou indirectement à aucun des dits commerces;

Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers ou représentants pour des maisons commerciales Canadiennes ou étrangères ou pour d'autres personnes, firmes ou corporations;

Agir comme courtiers pour le placement d'assurances maritime, de feu, accident, vie, fidélité et autres, et agir comme agent ou représentants de propriétaires ou autres personnes ou corporations, ayant ou réclamant le droit d'avoir aucun intérêt sur les marchandises, vaisseaux, cargos, frets, automobiles et autres véhicules et tous autres sujets d'assurance;

Procurer du capital, crédit ou autre assistance pour l'établissement, extension, ou réorganisation de toute entreprise ou industrie exercée ou sur le point d'être exercée par toute personne, firme,

Company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

To purchase or otherwise acquire and to sell, exchange, pledge, lease, mortgage, charge, turn to account, dispose of and deal with property, real and personal, and rights and interests of all kinds, moveable and immoveable, corporeal and incorporeal, and without altering the generality of the foregoing, more particularly with leases, options, contracts, obligations, business concerns and undertakings of every description;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the Company, and to pay for same in paid up shares of stock of the Company or otherwise;

To acquire for itself or as agent for others, hold, use, improve, manage, work, develop, exercise all rights in respect of, lease, mortgage, sell, dispose of, turn to account and otherwise deal with property of all kinds and in particular concessions, patents, business, concerns, and undertakings, and to erect, alter, repair and maintain buildings upon any lands in which the Company may have any interest either as principal or agent or upon any other lands, and to deal in building material of all kinds;

To buy, sell, and otherwise dispose of, hold, own, manufacture, produce, export and import and deal in, either as principal or agent, upon commission, consignment or otherwise, goods, wares, products and merchandise of any kind and nature whatsoever and to do a general commission merchants' merchandise, brokerage, selling agents' and factors' business in goods, wares and merchandise dealt in by the Company;

To make experiments in and public exhibitions of electric force, lighting, and electrical machinery, appliances, supplies, accessories, fixtures and products;

To carry on the business of importers and exporters of and to buy, sell, and deal in all kinds and descriptions of goods, wares and merchandise, and to carry on the business of custom house brokers, warehousemen, forwarders, carriers, carters and other like business, and to buy, sell, and generally deal in wares, merchandise, articles or effects, directly or indirectly relating to any of the said businesses;

To acts as agents, commission agents, commission merchants, brokers or representatives for Canadian or foreign commercial houses and for other persons, firms or corporations;

To act as brokers for the placing of marine, fire, accident, like, fidelity and other insurance, and to act as agent or representative of owners or other persons or corporations, having or claiming to have any interest in merchandise, vessels, cargoes, freight, automobiles and other vehicles and any other subjects of insurance;

To procure capital, credit or other assistance for establishing, extending or reorganizing any enterprise or industry carried on or intended to be carried on by any person, firm, corporation or

corporation ou compagnie avec lesquelles la Compagnie a des relations d'affaires; company with which the Company has business relations;

Etablir des succursales et agences;

To establish branches and agencies;

Prendre part à la gestion, surveillance ou contrôle du commerce ou opérations de toute compagnie ou entreprise ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette Compagnie, et pour cette fin nommer et rémunérer tous directeurs, comptables ou autres experts ou agents pour gérer, exploiter et exercer comme gérant de propriétés, franchises, entreprises et commerce de toute corporation dont aucune des actions, obligations, débetures ou autres valeurs sont détenues par la Compagnie pour telle rémunération comme il sera jugé convenable et raisonnable;

To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company or undertaking having objects altogether or in part similar to those of this Company, and for that purpose to appoint and remunerate any directors, accountants or other experts or agents to manage, operate and carry on as manager the property, franchises, undertakings and business of any corporation any of whose shares, bonds, debentures or other securities are held by the Company, for such remuneration as may be deemed reasonable and proper;

Placer et négocier les deniers de la Compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de telle manière qui sera de temps à autre déterminée;

To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

Payer à même les fonds de la Compagnie toutes ou aucune des dépenses qui sont nécessaires à la formation et à l'organisation d'icelle;

To pay out of the funds of the Company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof;

Emprunter de l'argent, faire et émettre des billets à ordre, lettres de change, obligations, débetures, et titres de créances de toutes sortes, soit garantis par hypothèque, nantissement ou autrement, sans limite quant au montant, et les garantir par mortgage, nantissement ou autrement;

To borrow money, to make and issue promissory notes, bills of exchange, bonds, debentures and evidence of indebtedness of all kinds, whether secured by mortgage, pledge or otherwise, without limit as to amount, and to secure the same by mortgage, pledge or otherwise;

Exercer tout autre commerce que la Compagnie croira devoir être convenablement exercé en rapport avec le commerce de la Compagnie, ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur ou rendre profitable aucune des propriétés ou droits de la Compagnie;

To carry on any other business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with the Company's business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

Vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des propriétés, réelles ou personnelles, ou le commerce ou entreprise de la Compagnie, à toute personne, firme ou corporation et accepter, par voie de considération pour toute telle vente, transfert ou disposition, toutes actions, débetures, actions-débetures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie exerçant un commerce en tout ou en partie similaire à celui de la Compagnie;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or any part of the property, real or personal, or of the business or undertaking of the Company, to any person, firm or corporation and to accept, by way of consideration for any such sale, transfer or disposal, any shares, debentures, debenture stock, bonds or other securities of any other company carrying on a business in whole or in part similar to that of the Company;

Acheter ou autrement acquérir, détenir, vendre ou autrement disposer les actions du capital, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre corporation ou compagnie;

To purchase or otherwise acquire, hold, sell or otherwise dispose of shares of stock, bonds, debentures or other securities of any other corporation or company;

S'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie similaires à ceux de cette Compagnie;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of this Company;

Conclure tout arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts, coopération, risques conjoints, concessions réciproques ou autrement avec toute autre personne, firme ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou transaction susceptibles d'être conduites de manière à bénéficier directement ou indirectement à cette Compagnie et prélever ou aider au prélèvement de deniers, et aider au moyen de boni, prêts, promesse, endossement, garantie ou obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, et garantir la réalisation des contrats par toute telle personne, firme ou compagnie ou toute autre personne ou personnes avec lesquelles cette Compagnie peut avoir des relations d'affaires, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle personne, firme ou compagnie, et les vendre, détenir, revendre, avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this Company and to raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee or bonds, debentures or other securities or otherwise, and to guarantee the performance of contracts by any such person, firm or company or any other person or persons with whom this Company may have business relations and to take or otherwise acquire shares and securities of any such person, firm or company, and to sell, hold, re-sell, without or with guarantee or otherwise deal with the same;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

To draw, make, accept, endorse, discount execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

Emettre des actions entièrement acquittées

To issue fully paid up and non-assessable sha-

et non-sujettes à appel, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs, en paiement en tout ou en partie de toutes propriétés, réelles ou personnelles, mobilières ou immobilières, ou autres droits, locations, commerce, franchise, entreprise, pouvoirs, privilèges, brevets ou concessions que cette compagnie peut légalement acquérir, et aussi, avec l'approbation des actionnaires, en paiement des services rendus à la Compagnie par voie de promotion ou autrement, et émettre des actions entièrement acquittées et non-sujettes à appel, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la Compagnie en paiement ou partie de paiement, ou en échange pour les actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie faisant un commerce similaire ou connexe au commerce de cette compagnie;

Faire toutes ou aucune des choses susdites comme principaux ou agents, à commission ou autrement, entrepreneurs, et avec ou par l'intermédiaire d'agents ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou nécessaires à la réalisation d'aucun des objets susdits ou aucun d'eux;

Et il est par les présentes ordonné et déclaré que:

Le nombre des actionnaires de la Compagnie sera limité à vingt, à l'exception des employés actuels ou des anciens employés qui sont actionnaires de la Compagnie et qui ont continué de l'être après avoir quitté son emploi;

Aucun appel ne sera fait au public pour faire souscrire les actions de la Compagnie, sous le nom de "Unilite Company, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en quatre cents actions (400) de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de mars 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2355 ALEXANDRE DESMEULES.

"Western Beef Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour d'avril 1930, constituant en corporation: Michael Greenblatt, avocat, Samuel Rabinovitch, courtier en immeuble, et Isidore Aspler étudiant, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire les affaires qui consistent à produire, acheter et vendre, en gros et en détail, du bœuf, de la viande et des épiceries de toute description, et acquérir, acheter, posséder, vendre ou autrement disposer, produire, importer et exporter toutes sortes de bœuf, viandes, épiceries, effets, articles et marchandises;

Exercer toute autre industrie, (manufacturière ou non), qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer, améliorer, construire, modifier et autrement faire le trafic et le commerce de propriétés immobilières;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et

res, bonds, debentures, debenture stock or other securities, for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, moveable or immovable, or other rights, leases, business, franchise, undertaking, power, privilege, license or concession which this Company may lawfully acquire, and also, with the approval of the shareholders, in payment of services rendered to the Company by way of promotion or otherwise, and to issue fully paid up and non-assessable shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of the Company in payment or part payment of, or in exchange for shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of any other company doing a business similar or incidental to the business of this Company;

To do all or any of the above things as principals or agents, on commission or otherwise, contractors and by or through agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of any of the above objects or any of them;

And it is hereby ordained and declared that:

The number of shareholders of the Company shall be limited to twenty, exclusive of the present and past employees who are shareholders of the Company and who have continued so to be after leaving its employ.

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares in the Company, under the name of "Unilite Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of March, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2356 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Western Beef Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1930, incorporating: Michael Greenblatt, advocate, Samuel Rabinovitch, real-estate broker, and Isidore Aspler, student, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of producing, buying and selling, wholesale and retail, of beef, meats, and groceries, of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, produce, import and export all kinds of beef, meats, groceries, goods, wares and merchandise;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the Company's property or rights;

To buy or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immovable property;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any

engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements requis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou autrement leur aider et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Prêter de l'argent aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toute telle personne;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable et particulièrement pour des actions, débiteures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont en tout semblables à ceux de la compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence,

person or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the Company;

To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information required;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company, and to lend money, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such Company, and to sell, hold, re-sell with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the Company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the Company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other Company having objects altogether or in part similar to those of the Company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the Company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the Company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the Company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular, any machinery, plant, stock-in-trade;

To lend money to customers and others having dealings with the Company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other Company having objects altogether similar to those of the Company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy license, power, authority,

d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

Hypothéquer, gager ou affecter autrement les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie pour garantir le paiement d'emprunts ou le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

Émettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débentures, actions-débentures ou d'autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

Hypothéquer, nantir, ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

Vendre, nantir, mettre en gage, hypothéquer, aliéner, louer ou autrement disposer de chacune ou toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, et des droits en tout temps détenus ou possédés par cette compagnie, aux termes et conditions que cette compagnie le jugera convenable;

Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou conduisent à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Western Beef Company, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2357 ALEXANDRE DESMEULES.

"Zimman Brothers, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour d'avril 1930, constituant en corporation: Joseph-Trevor Lowry, avocat, George-A. Cousins, comptable, et Louis-M. Benjamin, avocat, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire le trafic et le commerce de confections pour dames, ensembles, costumes, manteaux,

franchise, concession, right or privilege which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the Company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the Company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country and to represent this Company and to accept service for and on behalf of the Company of any process or suit;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To hypothecate, pledge or otherwise affect the movable or immovable property of the Company to secure the payment of loans, or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the Company;

To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this Company, either in payment or part payment of any property or rights which this Company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which the Company is by law entitled to issue;

To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, moveable or immovable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed by this Company, upon such terms and conditions as this Company may see fit;

To invest and deal with the monies of the Company not immediately required, on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Western Beef Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2358 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Zimman Brothers, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1930, incorporating: Joseph Trevor Lowry, solicitor, George A. Cousins, accountant, and Louis M. Benjamin, advocate, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To deal and trade in women's ready made clothing, ladies' suits, costumes, coats, dresses,

robes, ceintures, blouses, sous-vêtements, lingeries et vêtements, en général, pour dames, aussi vêtements pour enfants, soie, broderie, dentelle, nouveautés, fourrures, articles de mode, marchandises sèches, fournitures pour tailleurs et marchandises en général;

Exploiter un commerce de détail à crédit dans les marchandises susdites, payable par versements;

Manufacturer, importer, exporter, acheter et vendre des marchandises comprises dans le commerce susdit, ouvrir et mettre en opération des magasins et succursales et établir des fabriques pour les fins susdites;

Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les objets de la compagnie ou l'un quelconque desdits droits, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous biens réels et personnels, et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou appropriés aux fins de son industrie, et particulièrement toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de la dite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des actions du capital de la compagnie, ou des débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Prendre les moyens de faire connaître les produits de la compagnie qui seront jugés convenables, et particulièrement la publicité dans la presse, la distribution de circulaires, l'achat et l'exposition d'œuvres d'art et d'intérêt, la publication de livres et périodiques et l'octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir ou négocier

waists, blouses, underwear, lingerie and general women's wearing apparel; also in children's wearing apparel, silk, embroidery, lace, novelties, furs, millinery, dry goods, tailor's trimmings and merchandise generally;

To carry on a retail credit business in the above merchandise on the instalment plan;

To manufacture, import, export, buy and sell goods included in the aforesaid business, to open and operate stores and branches and to establish factories for the above purposes;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authorities any rights, privileges, concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant or stock-in-trade;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal

autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et des droits de la présente compagnie;

Faire toutes les choses énumérées plus haut ou l'une d'elles en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou de concert avec d'autres;

Dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tel contrat ou transaction ne serait pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt contraire eût été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans tel cas, le fait d'avoir tel intérêt sera déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction.

Que si autorisés par un Règlement sanctionné par au moins les deux-tiers des votes donnés à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée pour considérer le règlement, les directeurs pourront de temps à autre:

a. Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

b. Limiter ou augmenter le montant de tels emprunts;

c. Emettre des bons, débentures, actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour telles sommes et à tels prix qui seront jugés convenables;

d. Hypothéquer, nantir ou donner en garantie les biens mobiliers et immobiliers de la compagnie ou les deux, pour garantir tels bons, débentures actions-obligations ou autres valeurs, et toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de cette compagnie;

Rien de contenu dans cette clause ne limitera ou restreindra l'emprunt de deniers par la compagnie sur lettres de change et billets promissoires, faits, tirés et endossés par ou au nom de la compagnie;

Pour les fins susdites acquérir et entreprendre, comme industrie en exploitation, le commerce et la clientèle et la totalité ou toute partie de l'actif et du passif des affaires présentement exploitées par "Tady Zimman", dans la cité et le district de Montréal, et les payer par l'émission d'actions ordinaires entièrement acquittées du capital-actions de la compagnie, ou autrement;

Que tout actionnaire qui désire vendre ses actions de la compagnie sera obligé de les offrir d'abord aux directeurs qui auront droit de les faire acheter par tout actionnaire au même prix que celui offert pour ces dites actions, par toute autre personne, sous le nom de "Zimman Brothers Limited", avec un capital total de quinze mille dollars (\$15,000.00), monnaie courante du Canada, divisé en cent cinquante (150) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour d'avril 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2359 ALEXANDRE DESMEULES.

with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

That in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors, or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have an interest therein which is or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interests shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

That, if authorized by By-Law, sanctioned by at least two-thirds of the votes cast at a special general meeting of the shareholders duly called for considering the by-law, the directors may, from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Limit or increase the amount to be borrowed;

c. Issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

d. Hypothecate, mortgage or pledge the real or personal property of the company, or both to secure any such bonds, debentures, stock debenture or other securities and any money borrowed for the purposes of the company;

Nothing in this clause contained shall limit or restrict the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company;

For the purposes aforesaid to acquire and take over as a going concern the business and goodwill and all or any of the assets and liabilities of the business presently carried on by "Tady Zimman" in the city and district of Montreal, and to pay for same by the issue of paid up common shares of the capital stock of the Company or otherwise;

That any shareholder who desires to sell his shares in the Company will be obliged to first offer them to the directors, who shall be entitled to direct their purchase by any shareholder at the same price as is offered for said shares by any other person, under the name of "Zimman Brothers, Limited", with a total capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), current money of Canada, divided into one hundred and fifty (150) common shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
2360 Acting Assistant Provincial Secretary.

Assurances

Avis est par le présent donné que la "Germanic Fire Insurance Company of New York" a été enregistrée et licenciée pour faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance: "Feu; Dégâts causés par arroseurs automatiques; Ouragan; Assurance contre les dommages à la propriété d'aucune sorte causés par l'explosion du gaz naturel ou autre" le et après le seizième jour d'avril, 1930.

Le nom et l'adresse du principal agent pour la province, sont: Monsieur A.-H. Johnstone, 276, rue Saint-Jacques ouest, Montréal.

Donné conformément à l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, ce vingt-troisième jour d'avril, 1930.

Pour le trésorier de la province de Québec,

Le surintendant des assurances,

B.-ARTHUR DUGAL.

Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

2321—17-2

Insurances

Notice is hereby given that the "Germanic Fire Insurance Company of New York" has been registered and licensed to transact, throughout the Province of Quebec, the business of: "Fire Insurance; Sprinkler Leakage Insurance; Tornado Insurance; Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas" on and after the sixteenth day of April, 1930.

The name and address of the Chief Agent for the Province, are: Mr. A.-H. Johnstone, 276, Saint James Street West, Montreal.

Given pursuant to article 121 of the Quebec Insurance Act, this twenty third day of April, 1930.

For the Treasurer of the Province of Quebec,

B. ARTHUR DUGAL,

Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

2322—17-2

Département des affaires municipales

Avis public est par les présentes donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 24 avril 1930, No 740 d'approuver le règlement No 186, deuxième série de la ville de Farnham, comté de Missisquoi, décrétant l'annexion à la ville de Farnham des lots originaux Nos 289, 291, 292 et parties des lots Nos 288, 293 et 434 et une partie du chemin public, le tout tel que décrit dans ledit règlement, et que le présent règlement entre en vigueur à compter de la date de la publication du présent avis dans la Gazette Officielle.

Le sous-ministre des Affaires municipales,
2385

OSCAR MORIN.

Department of Municipal Affairs

Public notice is hereby given that the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order-in-Council dated April 24th, 1930, No. 740, to approve by-law No. 186, second series, of the town of Farnham, County of Missisquoi, enacting the annexation to the town of Farnham of primitive lots Nos. 289, 291, 292 and parts of lots Nos. 288, 293 and 434 and a part of the public road, such as the whole is described in the said by-law, and that the present by-law shall come into force from and after the date of the publication of the present notice in the Quebec Official Gazette.

OSCAR MORIN,

2386 Deputy-Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction publique

No 491-30

Québec, 29 avril 1930.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Bolton-Est, comté de Brome, les lots Nos 1, 2, la demie est des lots 3, 4, 5, 6, 7, du rang VII du canton de Bolton; les lots 4 à 16 inclusivement du rang VIII du même canton; les lots Nos 4 à 11 inclusivement des rangs IX, X et XI du même canton; les lots 1 à XI inclusivement des rangs XII et XIII du même canton (ces numéros sont les Nos primitifs) et de les annexer à la municipalité scolaire d'Eastman, même comté.

2395—18-2

No 2068-29

Québec, 26 avril, 1930.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Shipton, comté de Richmond, les lots Nos 1a, 2b, 2a, 2c, 2d, du 8ème rang du canton de Shipton, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Claude, même comté.

2397—18-2

Department of Education

No. 491-30.

Québec, April 29, 1930.

Application has been made to detach from the school municipality of East Bolton, county of Brome, lots Nos 1, 2, the East half of lots 3, 4, 5, 6, 7, of range VII of the township of Bolton; lots 4 to 16 inclusively of range VIII of the same township; lots 4 to 11 inclusively of ranges IX, X and XI of the same township; lots 1 to XI inclusively of ranges XII and XIII of the same township (the said numbers being primitive numbers) and to annex same to the school municipality of Eastman, same county.

2396—18-2

No. 2068-29.

Quebec, April 26, 1930.

Application has been made to detach from the school municipality of Shipton, county of Richmond, lots Nos 1a, 2b, 2a, 2c, 2d, of the 8th range of the township of Shipton and to annex same to the school municipality of Saint Claude, same county.

2398—18-2

No 345-30

Québec, 26 avril 1930.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Alphonse-de-Thetford, comté de Mégantic, les lots Nos 13a et 13b du rang 1, du canton de Thetford, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Antoine-de-Pontbriand, même comté.

2399—18-2

No 275-29.

Québec, 26 avril, 1930.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Lavaltrie, comté de Berthier, les lots Nos 1 à 64 inclusivement du rang 1, connu sous le nom de "concession de la Grande-Côte de Lavaltrie, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "village de Lavaltrie", même comté.

2401—18-2

No 1135-15.

Québec, 28 avril, 1930.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la "paroisse de Sainte-Thècle", comté de Champlain, les lots Nos 26 à 30 inclusivement du rang Saint-Georges, dans la paroisse de Sainte-Thècle; la partie nord des lots 20 et 21 appartenant à M. Thomas Vandal et la partie nord du lot No 20 appartenant à M. Joseph Piché, toutes du même rang et de la même paroisse, et de les annexer à la municipalité scolaire du "village de Sainte-Thècle", même comté.

2403—18-2

No. 1547-29.

Québec, 26 avril, 1930.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Templeton-Est (Sainte-Rose de Lima), comté de Papineau, la moitié sud des lots Nos 13a et 13b du 2ième rang du canton de Templeton, et de les annexer à la municipalité scolaire du "village de Templeton", même comté.

2405—18-2

No. 345-30.

Quebec, April 26, 1930.

Application has been made to detach from the school municipality of Saint-Alphonse de Thetford, county of Megantic, lots Nos. 13a and 13b of range 1, township of Thetford, and to annex same to the school municipality of Saint Antoine de Pontbriand, same county.

2400—18-2

No. 275-29.

Quebec, April 26, 1930.

Application has been made to detach from the school municipality of Lavaltrie, county of Berthier, lots Nos. 1 to 64 inclusively of range 1, known under the name of "concession de la Grande-Côte de Lavaltrie", and to erect all the said territory into a distinct school municipality, under the name of "Village de Lavaltrie", same county.

2402—18-2

No. 1135-15.

Quebec, April 28, 1930.

Application has been made to detach from the school municipality of the "parish of Sainte Thècle", county of Champlain, lots Nos. 26 to 30 inclusively of Saint Georges range, in the parish of Sainte-Thècle; the North part of lots 20 and 21 belonging to Mr. Thomas Vandal and the North part of lot No. 20 belonging to Mr. Joseph Piché, all of the same range and of the same parish, and to annex same to the school municipality of the "village of Sainte-Thècle", same county.

2404—18-2

No. 1547—29.

Quebec, April 26, 1930.

Application has been made to detach from the school municipality of East Templeton (Sainte Rose de Lima), county of Papineau, the South half of lots Nos. 13a and 13b of the 2nd range of the township of Templeton, and to annex same to the school municipality of the "village of Templeton", same county.

2406—18-2

Ministère de l'agriculture

Avis est par le présent donné qu'une Société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Joliette, sous le nom de "Crèmerie Coopérative de Saint-Ambroise" et que son principal siège d'affaires est en la municipalité de Saint-Ambroise de Kildare, comté de Joliette.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce 22ème jour d'avril 1930.

Le sous-ministre de l'Agriculture.

2387

J.-ANTONIO GRENIER.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Joliette, under the name of "Crèmerie Coopérative de Saint-Ambroise" and that its principal place of business will be in the municipality of Saint Ambroise de Kildare, county of Joliette.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this 22nd day of April, 1930.

J. ANTONIO GRENIER,

2388

Deputy-Minister of Agriculture.

Avis est par le présent donné qu'une Société coopérative agricole a été constituée dans le comté de l'Abitibi, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de l'Abitibi Est", et que

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Abitibi, under the name of "Société coopérative Agricole de l'Abitibi Est" and that

son principal siège d'affaires est en la municipalité d'Amos, comté d'Abitibi.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce 24ième jour d'avril, 1930.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
2389 J.-ANTONIO GRENIER.

its principal place of business will be in the municipality of Amos, county of Abitibi.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this 24th day of April, 1930.

J. ANTONIO GRENIER,
2390 Deputy-Minister of Agriculture.

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, No 2642. Albina Otis, épouse commune en biens de Albert St-Louis, de Sainte-Marguerite-Marie de Causapsal, entrepreneur et cultivateur; vs Albert St-Louis, entrepreneur et cultivateur, de Sainte-Marguerite-Marie de Causapsal.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Rimouski, ce 23 avril 1930.

Le procureur de la demanderesse,
2365—18-4 ALPHONSE CHASSE.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 62943. Dame Florence-Margaret Pollock, épouse commune en biens de Robert Pollock, commis, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Robert Pollock, commis, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation des biens a été instituée en cette cause, ce 25 avril 1930.

Les procureurs de la demanderesse,
2367—18-4 MITCHELL, KEARNEY & DUQUET.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No B-61904. Dame Freda Bernhut, épouse commune en biens de Hyman Taffert, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Hyman Taffert, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Un action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

Montréal, le 17 avril 1930.

Le procureur de la demanderesse,
2271—17-4 I. M. BOBROVE.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 64913. Dame Miriam Deitchman, épouse commune en biens de M. Jacob Weigensberg, marchand, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, suivant jugement de la Cour supérieure, demanderesse; vs Jacob Weigensberg, marchand, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse en cette cause contre le défendeur aux présentes, le 17e jour d'avril 1930.

Les procureurs de la demanderesse,
2273—17-4 COHEN & GAMEROFF.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, No. 2642. Albina Otis, wife common as to property of Albert St-Louis, of Ste-Marguerite Marie de Causapsal, contractor and farmer; vs Albert St-Louis, contractor and farmer, of Ste-Marguerite Marie de Causapsal.

An action for separation as to property has been instituted this day.

Rimouski, April 23, 1930.

ALPHONSE CHASSE,
2366—18-4 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 62943. Dame Florence Margaret Pollock, wife common as to property of Robert Pollock, salesman, of the City and District of Montreal, plaintiff; vs Robert Pollock, salesman, of the City and District of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the 25th April 1930.

MITCHELL, KEARNEY & DUQUET,
2368—18-4 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. B-61904. Dame Freda Bernhut, wife common as to property of Hyman Taffert, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Hyman Taffert, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been intited in this case.

Montreal, April 17th, 1930.

I. M. BOBROVE,
2272—17-4 Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 64913. Dame Miriam Deitchman, wife common as to property of Mr. Jacob Weigensberg, merchant, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice* by judgment of the Superior Court, plaintiff; vs Jacob Weigensberg, merchant, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff in this case against the defendant herein, on the 17th day of April, 1930.

COHEN & GAMEROFF,
2274—17-4 Attorneys for plaintiff.

Cour Supérieure, Province de Québec, District de Montréal, No C-62778. Dame Anne-Marie Belzil, épouse commune en biens de Joseph-Alphonse Rioux, commis, de la cité et du district de Montréal; vs Le dit Joseph-Alphonse Rioux, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 4 avril, 1930.

Montréal, 4 avril, 1930.

Les procureurs de la demanderesse,
MERCIER, BLAIN, BISSONNETTE & FAUTEUX.
2283—17-4

Canada, Province de Québec, district de Kamouraska, Cour Supérieure, Kamouraska, No 11602. Marie-Emma Deschênes, épouse commune en biens de Sylvio Dionne, commerçant, de Notre-Dame du Mont-Carmel, demanderesse; vs le dit Sylvio Dionne, du même endroit, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 26 janvier 1929.

Rivière-du-Loup, 22 avril 1930.

Les procureurs de la demanderesse,
2323—17-4 CASGRAIN & LIZOTTE.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 65847. Dame Dora Muscovicz, épouse commune en biens de Meyer Poyaner, marchand, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Meyer Poyaner, marchand, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce dix avril 1930.

Les procureurs de la demanderesse,
2135—16-4 MITCHELL, KEARNEY & DUQUET.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No E-64632. Dame Nazah Malooly, épouse de S.-B. Salhany, marchand, de Montréal, a intenté une action en séparation de biens contre lui.

Montréal, le 5 avril 1930.

Les procureurs de la demanderesse,
2137—16-4 POPLIGER & WEBER.

Province de Québec, District d'Abitibi, Cour Supérieure, No 2688. Dame Eugénie DesRochers, de La Reine, district d'Abitibi, épouse commune en biens de Joseph Audet, cultivateur, du même endroit, demanderesse; vs Ledit Joseph Audet, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 13 mars 1930.

Amos, le 15 avril 1930.

Le procureur de la demanderesse,
2195—16-4 LUCIEN PINARD, C. R.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No D-63788. Dame Germaine Lebœuf, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Georges Lussier, mécanicien, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes par un jugement de cette honorable cour, demanderesse; vs Georges Lussier, mécanicien, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 3ième jour d'avril 1930.

Montréal, le 7 avril 1930.

Les procureurs de la demanderesse,
2023—15-4 MASSON & BOYER.

Superior Court, Province of Quebec, District of Montreal, No. C-62778. Dame Anne Marie Belzil, wife common as to property of Joseph Alphonse Rioux, clerk, of the city and district of Montreal; vs the said Joseph Alphonse Rioux, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this 4th day of April 1930 in this case.

Montreal, 4th April, 1930.

MERCIER, BLAIN, BISSONNETTE & FAUTEUX,
Attorneys for plaintiff.
2284—17-4

Canada, Province of Quebec, District of Kamouraska, Superior Court, No. 11602. Marie Emma Deschênes, wife common as to property of Sylvio Dionne, trader, of Notre-Dame du Mont-Carmel, plaintiff; vs the said Sylvio Dionne, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in the 26th of January, 1929.

Rivière-du-Loup, April 22, 1930.

2324—17-4 CASGRAIN & LIZOTTE,
Attorneys for Plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 65847. Dame Dora Muscovicz, wife common as to property of Meyer Poyaner, merchant, of the City and district of Montreal, plaintiff; vs Meyer Poyaner, merchant, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the 10th April, 1930.

MITCHELL, KEARNEY & DUQUET,
2136—16-4 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. E-64632. Dame Nazah Malooly, wife of S. B. Salhany, merchant, of Montreal, has taken action in separation as to property against him.

Montreal, April 5th, 1930.

POPLIGER & WEBER,
2138—16-4 Attorneys for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Abitibi, Superior Court, No. 2688. Dame Eugénie DesRochers, of La Reine, District of Abitibi, wife common as to property of Joseph Audet, farmer, of the same place, Plaintiff; vs The said Joseph Audet, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the thirteenth day of March, 1930.

Amos, April, day fifteenth, 1930.

2196—16-4 LUCIEN PINARD, K. C.,
Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. D-63788. Dame Germaine Lebœuf, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Georges Lussier, mechanic, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice* for the purposes hereof by a judgment of the said Honourable Court, plaintiff; vs Georges Lussier, mechanic, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 3rd day of April, 1930.

Montreal, April 7, 1930.

2024—15-4 MASSON & BOYER,
Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No E-58627. Dame Sabina Voyna, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Iwan Mudryj Komarnicka, alias John Mudry, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Ledit John Mudry, marchand, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-sixième jour de novembre 1929.

Montréal, le 5 décembre 1929.

Le procureur de la demanderesse,
2029—15-5 SAMUEL MOSKOVITCH.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. E-58627. Dame Sabina Voyna, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Iwan Mudryj Komarnicka, alias John Mudry, of the same place, duly authorized for these presents, Plaintiff; vs The said Iwan Mudryj Komarnicka, alias John Mudry, of the same place, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on November 26th., 1929.

Montreal, December 5th., 1929.

SAMUEL MOSKOVITCH,
2030—15-5 Attorney for Plaintiff.

Avis divers

LE PATRONAGE ST-VINCENT DE PAUL, QUEBEC

Avis est donné au public, conformément à l'article 35 de la loi du régime des eaux courantes des Statuts refondus, 1925, que le Patronage St-Vincent de Paul, de la Cité de Québec, dans le comté de Québec, se propose de faire faire le barrage ci-après décrit pour éclairage et chauffage d'une maison de retraites:

Un barrage situé sur la rivière Jaune, dans la concession S. O. du Domaine St-Pierre, paroisse de Charlesbourg, comté de Québec.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant la nature de l'ouvrage et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au Ministre des Terres et Forêts et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau d'Enregistrement de la division d'Enregistrement du Comté de Québec.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la Gazette Officielle de Québec.

Ce vingt-cinquième jour du mois de février 1930.

LE PATRONAGE ST-VINCENT DE PAUL,
EVANS, OLIVER & TREMBLAY,
2369—18-4 Par A. TREMBLAY, Ing. Civ.

COMMISSION DES ECOLES JUIVES DE MONTREAL

Avis de la nomination des membres

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un arrêté en conseil, portant le No 774 du 24 avril 1930, M. Samuel Livingston, de la cité de Montréal, et M. Nathan Gordon, Rabbi Herman Abramowitz, M. Edgar Berliner, M. A. Z. Cohen, Dr. Max Wiseman et M. Michael Garber, tous de la cité de Westmount, ont été nommés membres de la Commission des écoles juives de Montréal, et que le dit Samuel Livingston, ingénieur de mines, a été nommé président de cette Commission.

Cet avis est donné suivant les dispositions de la loi 20 George V, chapitre 61.

Daté à Québec, au bureau du secrétaire de la province, le 25 avril, 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
ALEXANDRE DESMEULES.
2329—17-2

Miscellaneous Notices

LE PATRONAGE ST-VINCENT DE PAUL, QUEBEC

Public notice is hereby given, in accordance with Section 35 of the Water Course Act, that Le Patronage St-Vincent de Paul, of the City of Quebec, in the County of Quebec, intends to execute the construction of the following dam:

A dam upon the Rivière Jaune and situate in the Concession N. W. du Domaine St-Pierre, parish of Charlesbourg, in the county of Quebec, and used for lighting and heating Retreat Building.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications showing the nature of the work or of the improvement and the land which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Lands & Forests, and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the Registry office of the Registration Division of the County of Quebec.

The application contained in the petition will be taken with consideration by the Lieutenant-Governor in Council, on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the Quebec Official Gazette.

This twenty fifth day of February, 1930.

LE PATRONAGE ST-VINCENT DE PAUL,
EVANS, OLIVER & TREMBLAY,
2370—18-4 Per A. TREMBLAY, Civil Eng.

JEWISH SCHOOL COMMISSION OF MONTREAL

Notice of appointment of members

Notice is hereby given that in virtue of an Order in Council bearing the No. 774 of the 24th of April, 1930, Mr. Samuel Livingston, of the city of Montreal, and Mr. Nathan Gordon, Rabbi Herman Abramowitz, Mr. Edgar Berliner, Mr. A. Z. Cohen, Dr. Max Wiseman and Mr. Michael Garber, all of the city of Westmount, have been appointed members of the Jewish School Commission of Montreal, and that the said Mr. Samuel Livingston, mining engineer, has been appointed president of the said Commission.

This notice is given pursuant to the provisions of the Act 20 George V, chapter 61.

Dated at Quebec, from the office of the Provincial Secretary, the 25th of April, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
Acting Assistant Provincial Secretary.
2330—17-2

Bureau-chef

"NORWICH HOUSE INVESTMENTS, LIMITED"

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Norwich House Investments, Limited", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, le 31e jour de mars 1930, et ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, a établi son bureau chef au No 105 rue Saint-Jacques-Ouest, Montréal.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 14e jour d'avril 1930.

2371 Le secrétaire,
C.-W. ISMAY.

Chief Office

"NORWICH HOUSE INVESTMENTS, LIMITED"

Notice is hereby given that the company "Norwich House Investments, Limited", incorporated by letters patent of the Province of Quebec, on the 31st day of March, 1930, and having its head office at the City of Montreal, has established its head office, at No. 105 St. James Street, West, Montreal.

From and after the date of this notice, said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 14th day of April, 1930.

2372 C. W. ISMAY,
Secretary.

Chartes:—Abandon de

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "L'Industrie Lemay & Fils, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de juin 1922.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-sixième jour d'avril 1930, la compagnie "L'Industrie Lemay & Fils, Limitée", a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour d'avril 1930.

2361 Le sous-secrétaire suppléant de la province,
ALEXANDRE DESMEULES.

Charters:—Surrender of

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "L'Industrie Lemay & Fils, Limitée", incorporated by letters patent dated the twenty second day of June, 1922.

Notice is also given that from and after the twenty sixth day of April, 1930, the company "L'Industrie Lemay & Fils, Limitée", shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of April, 1930.

2362 ALEXANDRE DESMEULES,
Acting Assistant Provincial Secretary.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Magasin St-Tite, Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du trentième jour de juillet 1929.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-sixième jour d'avril 1930, la compagnie "Magasin St-Tite, Inc.", a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour d'avril 1930.

2363 Le sous-secrétaire suppléant de la province,
ALEXANDRE DESMEULES.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Magasin St-Tite, Inc.", incorporated by letters patent dated the thirtieth day of July, 1929.

Notice is also given that from and after the twenty sixth day of April, 1930, the company "Magasin St-Tite, Inc.", shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of April, 1930.

2364 ALEXANDRE DESMEULES,
Acting Assistant Provincial Secretary.

"BROWN NAVIGATION COMPANY, LIMITED"

Avis est par les présentes donné que "Brown Navigation Company, Limited", corporation commerciale constituée par lettres patentes en la Province de Québec, demandera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil la permission d'abandonner sa charte.

Québec, 28 avril 1930.

2377 Les procureurs de "Brown Navigation Company, Limited",
ST-LAURENT, GAGNE, DEVLIN &
TASCHEREAU.

"BROWN NAVIGATION COMPANY, LIMITED"

Notice is hereby given that the "Brown Navigation Company, Limited", a commercial corporation, incorporated by letters patent of the Province of Quebec, shall apply to the Lieutenant Governor in Council for leave to surrender its Charter.

Quebec, Que., April 25th, 1930.

2378 ST-LAURENT, GAGNE, DEVLIN &
TASCHEREAU,
Attorneys for "Brown Navigation Company, Limited".

"XYZ SECURITIES, LIMITED"**AVIS**

La compagnie "XYZ Securities, Limited", donne avis, par les présentes, qu'elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte, en vertu de l'article 25 de la Loi des Compagnies de Québec (S. R. Q., 1925, chapitre 223).

Daté en la cité de Montréal, ce 29e jour d'avril 1930.

"XYZ SECURITIES, LIMITED"

Le secrétaire,

R. VAIR.

2393

"XYZ SECURITIES, LIMITED"**NOTICE**

"XYZ Securities, Limited" hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter, under the provisions of Section 25 of the Quebec Companies Act (R. S. Q., 1925, Chapter 223).

Dated at the City of Montreal, this 29th day of April, 1930.

"XYZ SECURITIES, LIMITED".

R. VAIR,

Secretary.

2394

ERRATUM

A la page 1130 de la Gazette Officielle de Québec, du 29 mars 1930, Re: Nominations, sixième paragraphe, quatrième ligne, lisez: Albert Rodrigue au lieu de Arthur Rodrigue. 2383

ERRATUM

On page 1130 of the Quebec Official Gazette, of the 29th of March, 1930, Re: Appointments, sixth paragraph, fourth line, read: Albert Rodrigue, instead of Arthur Rodrigue. 2384

Minutes de notaire

Québec, le 23 avril 1930.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en Conseil par M. Jean-Robert Choquette, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Pie, comté de Bagot, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, demandant la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire G.-D. Morin, en son vivant, notaire, résidant et pratiquant à Saint-Pie, comté de Bagot, district de Saint-Hyacinthe.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
ALEXANDRE DESMEULES.

2299—17-5

Notarial Minutes

Quebec, April 23, 1930.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Jean Robert Choquette, notary, residing and practising in Saint Pie, county of Bagot, judicial district of Saint Hyacinthe, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late notary G. D. Morin, in his lifetime notary, residing and practising at Saint Pie, county of Bagot, district of Saint Hyacinthe.

ALEXANDRE DESMEULES,
Acting Assistant Provincial Secretary.

2300—17-5

Soumissions

Canada, Province de Québec, cité des Trois-Rivières.

Avis public est par les présentes donné que le Conseil de la cité des Trois-Rivières recevra d'hui au dix-neuvième jour de mai 1930, à quatre heures, p. m., au bureau du soussigné, des soumissions écrites, cachetées, endossées "Soumission pour obligations de la cité des Trois-Rivières", pour l'achat de deux millions trois cent soixante-dix-sept mille six cents dollars (\$2,377,600.00) d'obligations, émises pour divers objets, en vertu de divers règlements dûment approuvés suivant la loi, savoir:

a. \$1,839,500.00 émises en vertu des règlements Nos 57, 58, 59, 60, 61, 62 et 63, datées du 1er mai 1928, et remboursables par une série de paiements successifs annuels, au cours d'une période de 40 ans de la dite date;

b. \$45,000.00 émises en vertu du règlement No 64 datées du 1er novembre 1928, et remboursables par une série de paiements successifs annuels, au cours d'une période de 30 ans de la dite date;

Tenders

Canada, Province of Quebec, City of Three Rivers.

Public notice is hereby given that the Council of the City of Three Rivers will receive until the nineteenth day of May, 1930, at four o'clock P. M., at the office of the undersigned, written sealed tenders, endorsed "Tenders for City of Three Rivers Bonds", for the purchase of said City of Three Rivers Bonds, amounting to Two Millions Three Hundred Seventy Seven thousand Six Hundred Dollars, (\$2,377,600.00), issued for various purposes, under several By-Laws, duly approved according to law, viz:

a. \$1,839,500.00 issued by virtue of By-Laws Nos. 57, 58, 59, 60, 61, 62 and 63, dated May 1st., 1928, and redeemable by series of successive annual payments, during forty years from said date;

b. \$45,000.00 issued by virtue of By-Law No. 64, dated November 1st., 1928, and redeemable by series of successive annual payments, during thirty years from said date;

c. \$35,700.00 émises en vertu du règlement No 65, datées du 1er mai 1929, et remboursables par une série de paiements successifs annuels, au cours d'une période de 30 ans de la dite date;

d. \$132,400.00 émises en vertu des règlements Nos 64a, 66 et 68, datées du 1er novembre 1929, et remboursables par une série de paiements successifs annuels, au cours d'une période de 30 ans de la dite date;

e. \$225,000.00 émises en vertu du règlement No 69, datées du 1er novembre 1929, et remboursables par une série de paiements successifs annuels, au cours d'une période de 20 ans de la dite date;

f. \$100,000.00 émises en vertu du règlement No 70, datées du 1er novembre 1929, et remboursables par une série de paiements successifs annuels, au cours d'une période de 40 ans de la dite date.

Les soumissionnaires sont priés de faire deux offres pour les obligations ci-dessus, une à un taux d'intérêt de 5% et l'autre à un taux d'intérêt de 5½% l'an.

Les intérêts sur les susdites obligations seront payables semi-annuellement le 1er mai et le 1er novembre de chaque année. Le capital et les intérêts sur le susdit emprunt seront payables au choix du porteur, au bureau principal de la Banque Canadienne Nationale, en la cité de Montréal, ou à aucune des succursales de la dite banque, dans les cités des Trois-Rivières, de Montréal ou de Québec.

Ces obligations seront émises par coupures de \$100.00 ou de multiples de \$100.00 au choix de l'acquéreur.

Les soumissions seront prises en considération à la séance du Conseil, le 19 mai 1930, à 8 heures du soir, ou aussitôt après que le Conseil ou son Comité Permanent pourront le faire.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté à l'ordre de la cité des Trois-Rivières, pour un montant égal à 1% de la valeur au pair des émissions. Le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat, sans intérêt.

L'intérêt couru sur les obligations devra s'ajouter au prix offert au moment de leur livraison.

La cité des Trois-Rivières se réserve le droit de rejeter aucune ou toute offre de soumission ou d'accepter en tout ou en partie aucune des soumissions.

Les détails de ces émissions ainsi que le tableau des échéances annuelles pourront être obtenus en s'adressant au soussigné.

Le trésorier de la cité des Trois-Rivières,
JACQUES DENECHAUD.

Trois-Rivières, le 1er mai 1930. 2435—18-2

LES ADMINISTRATEURS DE L'ÉCOLE DISSIDENTE

MUNICIPALITÉ DE SHAWINIGAN FALLS,
QUE.

Avis public est par les présentes donné que les Administrateurs de l'école Dissidente, municipalité de Shawinigan Falls de la cité de Shawinigan Falls, recevront d'ici au 28 mai 1930, jusqu'à six heures de l'après-midi (heure avancée), au bureau du soussigné, Transmission Avenue, des soumissions écrites pour l'achat d'une émission de \$29,500.00 de débentures sériées, faite sous l'autorité d'une résolution des dits administrateurs passée en date du 31 mars 1928, dûment approuvée suivant la loi par le lieutenant-gouverneur en

c. \$35,700.00 issued by virtue of By-Law No. 65, dated May 1st., 1929, and redeemable by series of successive annual payments, during thirty years from said date;

d. \$132,400.00 issued by virtue of By-Laws Nos. 64a, 66 and 68, dated November 1st., 1929, and redeemable by series of successive annual payments, during thirty years from said date;

e. \$225,000.00 issued by virtue of By-Law No. 69, dated November 1st., 1929, and redeemable by series of successive annual payments, during twenty years from said date;

f. \$100,000.00 issued by virtue of By-Law No. 70, dated November 1st., 1929, and redeemable by series of successive annual payments, during forty years from said date.

Two offers for above bonds are requested, one at a rate of interest of 5%, and the other at a rate of interest of 5½% per annum;

The interest on above bonds will be payable semi-annually, on the 1st. of May and the 1st. of November of each year. Both the Principal of these bonds and the interest thereon will be payable at the holder's option, at the chief office of the Banque Canadienne Nationale, in the City of Montreal, or at any of the branches of the said bank in the City of Three Rivers, or in the City of Montreal, or in the City of Quebec.

These bonds shall be issued in denominations of \$100.00 or multiples of \$100.00 at the purchaser's option.

The said tenders will be considered at the meeting of the Council of the City of Three Rivers, the 19th. May, 1930, at eight o'clock P. M., or so soon thereafter as the Council or its Committee can do so.

Each tender must be accompanied by a certified cheque payable to the order of the City of Three Rivers, equal to 1% of the par value of the issues. The cheque of the tenderer whose offer is accepted shall be handed to him after the completion of his contract, without interest.

The accrued interest on the bonds must be added to the price of the bonds at the time of their delivery.

The City of Three Rivers reserves the right to reject any or all of the tenders or to accept in whole or in part any of the tenders.

Particulars of the issues and table of maturities of the bonds may be secured on application to the undersigned.

Three Rivers, this 1st. day of May, 1930.

JACQUES DENECHAUD,
2436—18-2 Treasurer of the City of Three Rivers.

TRUSTEES OF DISSIDENT SCHOOL

MUNICIPALITY OF SHAWINIGAN FALLS,
QUE.

Public notice is hereby given that the Trustees of Dissident School Municipality of Shawinigan Falls, of the City of Shawinigan Falls, will receive, until the twenty-eighth day of May 1930, at six o'clock in the afternoon (Daylight Saving time) at the office of the undersigned, Transmission Avenue, written tenders for the purchase of a serial bond issue of \$29,500.00, being part of an issue of \$30,000.00 made under the authority of a resolution of the said Trustees dated March 31st 1928, duly approved according to the law by the

conseil le 25 mai 1928, avec coupons d'intérêt au taux de 5% par an payables semi-annuellement. Le principal et l'intérêt seront payables au bureau de la Banque Royale du Canada, Montréal, P. Q.,

Les dites débetures porteront la date du premier décembre 1930 et seront en coupures de \$100, \$500 et \$1000 chacune, rachetables annuellement durant une période de vingt-neuf ans, de 1930 à 1958 inclusivement.

Le tableau des échéances de même que tous autres renseignements seront fournis sur demande.

L'intérêt accru sur ces débetures devra s'ajouter au prix offert au moment de leur livraison.

Toute sousmission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent (1%) de la valeur au pair de l'émission.

Les dites soumissions seront ouvertes et prises en considération à une séance des administrateurs de l'école Dissidente de la cité de Shawinigan Falls, qui aura lieu le 29 mai, 1930, à 1.30 de l'après-midi.

Les dits Administrateurs de l'école Dissidente ne s'engagent à accepter aucune des soumissions.

Donné à Shawinigan Falls, ce vingt-neuvième jour d'avril, 1930.

Le secrétaire-trésorier,

2437—18-2

A.-R. MELDRUM.

Lieutenant-Governor in Council on the 25th May 1928, with interest coupons at the rate of 5% per annum, payable semi-yearly. Principal and interest being payable at the office of the Royal Bank of Canada, Montreal,

The said bonds shall bear the date of December 1st, 1930, and shall be issued in denominations of \$100.00, \$500.00 and \$1000.00 each; each redeemable annually within a period of 29 years from 1930 to 1958 inclusively.

The schedule of maturities as well as any other information shall be available and furnished upon request.

The accrued interest on these bonds shall be added to the price offered at the time of the delivery.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque equal to one per cent (1%) of the par value of the issue.

The said tenders shall be opened and considered at a sitting of the Protestant School Trustees of the said city of Shawinigan Falls, which will be held on the 29th day of May 1930, at 1.30 o'clock in the afternoon.

The said Trustees do not bind themselves to accept any of the tenders.

Given at Shawinigan Falls, this twenty-ninth day of April, 1930.

A. R. MELDRUM,

Secretary-Treasurer.

Ventes d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné au public, sous l'autorité de la Loi des chemins de fer du Canada, que la compagnie de messageries "Canadian Pacific Express Company" vendra à l'encan public, dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, vendredi, le 16 mai 1930, toutes les consignations non réclamées reçues avant le premier mai 1929, dans les bureaux de la division dite Atlantique.

Le président et gérant-général,

1861—14-6

T.-E. McDONNELL.

Sales of unclaimed freight

Public notice is hereby given that under authority of Canadian Railway Act, the Canadian Pacific Express Company will sell at public auction, in the city of Montreal, in the Province of Quebec, on Friday, May 16th., 1930, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to May 1st., 1929, at offices in the Atlantic division.

T. E. McDONNELL,

1862—14-6

President and General Manager.

Ventes—Loi de faillite

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, en faillite, No 5.

In re: Canada Tourist & Sports, Ltd., Cheneville, Qué., en liquidation; et Charette & Labelle, liquidateurs.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, en date du 1er avril 1930, seront vendus par enchère publique, à la porte de l'église paroissiale de Cheneville (Canton Hartwell), le SAMEDI, le SEPTIEME jour de JUIN 1930, à DEUX heures (heure solaire), de l'après-midi, les immeubles ci-après désignés:

1. Un emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du deuxième rang du canton d'Hartwell sous le lot de terre numéro vingt-C (20C)—avec toutes bâtisses dessus construites;

2. Un autre emplacement connu et désigné aux dits plan et livre de renvoi officiels du dit

Sales—Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, In Bankruptcy, No. 5.

In re: Canada Tourist & Sports, Ltd., Cheneville, Que., in liquidation; and Charette & Labelle liquidators.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, dated April 1st, 1930, the immovables hereinafter designated shall be sold by public auction, at the parochial church door of Cheneville (Township of Hartwell) on SATURDAY, the SEVENTH day of JUNE, 1930, at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time):

1. An emplacement known and designated on the official plan and book of reference for the second range of the township of Hartwell, under lot of land number twenty-C (20C)—with all the buildings thereon erected;

2. Another emplacement known and designated on the said official plan and book of reference

deuxième rang d'Hartwell, comme étant partie du lot de terre numéro vingt-B (20B) de la contenance de un quart d'arpent de terre en superficie et borné comme suit: au nord et à l'ouest le lac Barrière, au sud du chemin qui conduit au pont—avec toutes bâtisses dessus construites.

Les dits immeubles seront vendus conformément aux dispositions de la Loi des Liquidations, chapitre 213 et ses amendements, Statuts Révisés du Canada 1927, et aussi selon les dispositions des articles 9 à 15 inclusivement du chapitre 277 des Statuts Refondus de la Province de Québec, 1925, pour donner à la dite vente l'effet du décret.

Les liquidateurs,
CHARETTE & LABELLE.

Edifice "La Sauvegarde",
152-est, rue Notre-Dame,
Montréal.

2373—18-2

LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Emile Richard, Jnr., cordonnier et sellier, Saint-Paul du Buton, P. Q., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le SIXIEME jour de JUIN 1930, à ONZE heures, a.m. (heure solaire).

Sera vendu par encan public à la porte de l'Eglise paroissiale de Saint-Paul du Buton, comté de Montmagny, P. Q., l'immeuble suivant, savoir:

1. Un terrain avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, compris dans les bornes suivantes: au nord au chemin Taché, au sud à Désiré Delagrave, à l'est à Alfred Prévost et à l'ouest à Edouard Després, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro onze (11), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Canton Montminy, quatrième rang sud-ouest.

2. Un certain emplacement de figure irrégulière ayant en front, au nord, la largeur de l'emplacement ci-haut décrit, une profondeur au nord-est de soixante pieds et au sud-ouest de vingt pieds, par une largeur au sud, suivant une ligne oblique courant du sud-ouest au nord-est, de soixante et deux pieds et faisant aussi partie du lot numéro onze (11) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Canton Montminy, quatrième rang sud-ouest.

Ces deux item seront vendus en bloc en un seul et même lot.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C., et aussi à l'article 45 de la Loi de Faillite qui équivaut à une vente par le shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau des syndics soussignés.

Conditions de paiement: argent comptant.

Les syndics,
BEDARD & BELANGER.

Bureau: 101, rue Saint-Pierre,
Québec, le 24 avril 1930.

2375—18-2

LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de O. & A. Pageau, marchands, Loretteville, cédants autorisés.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le CINQUIEME jour de JUIN, 1930, à DIX heu-

res pour le said second range of Hartwell as being part of lot of land number twenty-B (20B) containing one quarter of an arpent in area and bounded as follows: on the North and west by Lake Barrière, on the South by the road leading to the bridge—with all the buildings thereon erected.

The said immovables shall be sold pursuant to the provisions of the Winding-up Act, chapter 213, and the amendments thereto, Revised Statutes of Canada, 1927, and also to the provisions of articles 9 to 15 inclusively of chapter 277, of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1925, giving to the said sale the effect of a Sheriff's Sale.

CHARETTE & LABELLE,
Liquidators.

"La Sauvegarde" Building,
152-East, Notre-Dame Street,
Montreal.

2374—18-2

THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of Emile Richard, Jnr., Shoemaker and sadler, St. Paul du Buton, authorized assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the SIXTH day of JUNE, 1930, at ELEVEN o'clock a.m., (standard time).

Will be sold by public auction, at the church door of the parish of St. Paul du Buton, Co. Montmagny, P. Q., the immoveable property as follows:

1. One lot of land with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, bounded as follows: to the North by the Taché Road, to the South by Désiré Delagrave, to the East by Alfred Prevost and to the West by Edouard Després, known and designated as forming part of lot number eleven (11) on the official plan and book of reference for the cadastre of Montminy township, fourth range South-West.

2. A certain lot of land of irregular figure having in front, to the North, the width of the above described lot, a depth to the North East of sixty feet and to the South-West twenty feet, by a width to the South, following an oblique line running from the South West to the North East, of sixty two feet and forming part of lot number eleven (11), of the official plan and book of reference for the cadastre of Montminy Township, fourth range South-West.

These two items will be sold *en bloc* as a single lot.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 of the C. C. P., and also to article 45 of the Bankruptcy Act, which gives this sale the effects of a sheriff's sale.

Titles and certificates may be examined at any time at the office of the undersigned trustees.

Terms of payment: cash.

BEDARD & BELANGER,
Trustees.

Office: 101, St. Peter Street,
Quebec, April 24th, 1930.

2376—18-2

THE BANKRUPTCY ACT

SALE BY AUCTION

In the matter of O. & A. Pageau, merchants, Loretteville, Authorized Assignors.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the FIFTH day of JUNE, 1930, at TEN o'clock

res A. M., (heure solaire), seront vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, les immeubles, en cette affaire, décrits comme suit:

Le lot numéro six cent vingt-huit (628) sur le plan et dans le livre de renvoi du cadastre de la paroisse de Saint-Ambroise, étant un emplacement situé en la Seigneurie Saint-Gabriel, concession Grand Saint-Antoine, susdite paroisse, contenant au bout nord cinq perches et au bout sud six perches de largeur sur seize perches de profondeur, plus ou moins; borné au nord par le chemin public, au sud et du côté nord-est par la terre de Narcisse Dion, représentant Bénéon Darveau, et par l'emplacement de Damien Pageau, et du côté sud-ouest par la terre de Jean-Baptiste Martel, représentant Pierre Drolet—avec bâtisses dessus construites, sauf à distraire la petite portion vendue à Louis Bédard servant de passage mitoyen, et sauf à distraire cinq pieds de largeur au bout nord et allant en élargissant vers le sud, et ayant à l'extrémité sud environ dix pieds voisin du terrain de J.-B. Martel.

Un lopin de terre situé à Loretteville, contenant trente-six pieds de front sur trente et un pieds de profondeur, borné au nord par Dame Vve E. Falardeau, au sud et à l'est par Dame Vve Narcisse Dion, et du côté sud-ouest par Damien Pageau. Ce morceau de terre et le terrain du passage font partie des lots six cent vingt-huit et six cent vingt-neuf (628 et 629) du cadastre pour la paroisse de Saint-Ambroise—avec bâtisses dessus construites.

Le tout pour être vendu en un seul et même lot.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificat sont visibles à nos bureaux en aucun temps.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C., et aussi à l'article 20, paragraphe 4 A, B, C, de la Loi de Faillite, qui équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Les syndics,

LEGENDRE & JOBIN.

Bureaux: 80 rue St-Pierre,
En face de la Banque Canadienne Nationale,
Québec, ce 29 avril, 1930. 2407—18-2

LA LOI DE FAILLITE

AVIS DE VENTE

Dans l'affaire de Garage Saint-Zotique de Montréal, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que JEUDI le CINQUIEME jour de JUIN, 1930, à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée) sera vendu par encan public au bureau du shérif, palais de justice à Montréal, l'immeuble suivant, savoir:

Un immeuble situé sur la rue Saint-Valier, à Montréal, connu et désigné comme étant la moitié nord du lot de terre quatre cent quarante-sept de la subdivision du lot numéro huit (8-½ nord 447) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, contenant cette moitié vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins et bornée: en front, au nord-est, par la dite rue Saint-Valier; d'un côté, au nord, par le lot numéro de subdivision 446 des mêmes plan et livre de renvoi officiels, et de l'autre côté, au sud, par le résidu dudit lot numéro 447.

A. M., (Standard Time) there will be sold at the church door of the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, the immovables in this matter described as follows:

Lot number six hundred and twenty eight (628) on the cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Ambroise, being an emplacement situate in the Seigneurie Saint Gabriel, Grand Saint Antoine concession, aforesaid parish, containing on the North end five perches and on the South end six perches in width by sixteen perches in depth, more or less; bounded on the North by the public road, on the South and on the Northeast side by the farm of Narcisse Dion, representing Bénéon Darveau, and by the emplacement of Damien Pageau, and on the Southwest side by the farm of Jean Baptiste Martel, representing Pierre Drolet—with buildings thereon erected, save to be withdrawn a small portion sold to Louis Bédard serving as a *mitoyen* right of way, and save to be withdrawn five feet in width on the North end and winding as it runs towards the South, and having at the South extremity about ten feet adjoining the land of J. B. Martel.

A parcel of land situate at Loretteville, containing thirty six feet in front by thirty one feet in depth, bounded on the North by Dame Vve E. Falardeau, on the South and on the East by Dame Vve Narcisse Dion, and on the Southwest side by Damien Pageau. This piece of land and the land of the right of way form part of lots six hundred and twenty eight and six hundred and twenty nine (628 and 629) on the cadastre for the parish of Saint Ambroise—with buildings thereon erected.

The whole to be sold as one and the same lot.

The sale shall be made to the highest bidder.

The titles and certificates may be seen at our offices at any time.

The said sale shall be made pursuant to articles 716 and 717 of the C. C. P., and also article 20, paragraph 4 A, B, C, of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

LEGENDRE & JOBIN,

Trustees.

Offices: 80 Saint Peter Street,
Facing the Banque Canadienne Nationale.
Quebec, April 29, 1930. 2408—18-2

THE BANKRUPTCY ACT

NOTICE OF SALE

In the matter of Garage Saint Zotique de Montréal, authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the FIFTH day of JUNE, 1930, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time) there will be sold by public auction at the Sheriff's office, in the Court House at Montreal, the following immovable, to wit:

An immovable situate on Saint Valier street, at Montreal, known and designated as being the North half of the lot of land four hundred and forty seven of the subdivision of lot number eight (8-½ North 447) on the official plan and book of reference for the village of Côte Saint Louis, the said half containing twenty five feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less, and bounded: in front to the Northeast, by the said Saint Valier street; on one side to the North, by lot subdivision number 446 on the same official plan and book of reference, and on the other side, to the South, by the residue of the said lot 447.

Cette vente est faite conformément à un jugement autorisant le syndic à cet effet, rendu le 25 avril 1930 et suivant l'article 45 de la loi de faillite de façon à donner à la vente l'effet du décret.

Conditions de paiement, 20% comptant et la balance sous 3 jours.

Le syndic,
HERMAS PERRAS.

Bureau 84 Notre-Dame ouest,
Montréal.

2409—18-2

Canada, province de Québec, district de Montréal, No 186.

Dans l'affaire de "La Caisse Populaire de Saint-Eusèbe", corporation dûment constituée, ayant son principal bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un certain emplacement ayant front sur la rue Hood, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro dix-huit, au plan de la subdivision officielle du lot numéro mille trois cent deux (1302-18), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie—avec bâtisses dessus érigées portant les Nos 2221, 2223, 2225, 2227 et 2229 de ladite rue Hood, dont le mur du côté sud-ouest est mitoyen avec la propriété adjacente, et avec et sujet en faveur du dit emplacement et de celui l'adjoignant immédiatement du côté sud-ouest, et connu comme étant le lot de subdivision numéro vingt-sept du dit lot originaire numéro mille trois cent deux, et deux bâtisses y érigées et des propriétaires d'iceux, au droit de vue sur cette certaine lisière de terrain mesurant huit pieds de largeur par cinquante pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, à partir de la ligne de division entre tels lots de subdivision et le lot de subdivision numéro dix-neuf du dit lot originaire numéro mille trois cent deux, telle lisière de terrain étant prise pour quatre pieds de largeur, mesure anglaise, de l'extrême arrière-partie sud-ouest du dit lot de subdivision numéro dix-huit, et pour les autres quatre pieds de largeur, mesure anglaise, de l'extrême arrière-partie nord-est du dit lot de subdivision numéro vingt-sept, ainsi que telle servitude de vue a été créée et établie, aux termes d'un acte d'établissement de servitude entre le dit Raoul Léger et Philias Chicoine, passé devant E. Jasmin, notaire, le deux septembre courant (1924) et enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal sous le No 59713.

Sera vendu suivant un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, rendu le 8 avril 1930, portant le No 186 des dossiers de la dite Cour, aux enchères publiques suivant le mode de vente du shérif, de façon à donner à la dite vente l'effet du décret; au bureau du shérif du district de Montréal, situé au Palais de Justice, dans la cité de Montréal, VENDREDI, le TRENTEIEME jour du mois de MAI, mil neuf cent trente, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire).

Conditions de paiement: 10% comptant, la balance sous trois jours.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser aux soussignés.

Les liquidateurs,
VINCENT LAMARRE &
HERMAS PERRAS.

Bureau: 19 Est, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, le 28 avril 1930. 2411—18-2

The said sale shall be made pursuant to a judgment authorizing the trustee to such effect, rendered the 25th of April, 1930, and according to article 45 of the Bankruptcy Act which gives it the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of payment, 20% cash and the balance within three days.

HERMAS PERRAS,
Trustee.

Office: 84 Notre Dame West,
Montreal.

2410—18-2

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 186.

In the matter of "La Caisse Populaire de Saint Eusèbe", a duly incorporated corporation having its head-office in the city and district of Montreal.

Public notice is hereby given that the immovable designated as follows:

A certain emplacement fronting on Hood street, in the city of Montreal, known and designated as being lot number eighteen, on the official subdivision plan of lot number thirteen hundred and two (1302-18) on the official plan and book of reference for Saint Mary's ward—with buildings thereon erected, bearing Nos. 2221, 2223, 2225, 2227 and 2229 of said Hood street, the wall of which on the southwest side is "mitoyen" with the adjoining property, and with and subject to, in favour of the said emplacement and that immediately adjoining it on the southwest side, and known as being subdivision lot number twenty seven of the said primitive lot number thirteen hundred and two, and two buildings thereon erected and the owners thereof, to the right of view on such certain strip of land measuring eight feet in width by fifty feet in depth, English measure and more or less, from the division line between such subdivision lots and subdivision lot number nineteen of the said primitive lot number thirteen hundred and two, such strip of land being taken for four feet in width, English measure from the extreme rear part southwest of said subdivision lot number eighteen, and for the other four feet in width, English measure, from the extreme rear part northeast of said subdivision lot number twenty seven, as such servitude of view has been created and established pursuant to the terms of a deed establishing a servitude between the said Raoul Leger and Philias Chicoine, passed before E. Jasmin, notary, on the second of September 1924, and registered in the Registry Office of the Registration Division of Montreal, under No. 59713.

Will be sold pursuant to a judgment of the Superior Court, for the District of Montreal, rendered on the 8th of April, 1930, and bearing No. 186 of the records of the said Court, by public auction, as a sale by the Sheriff, in such manner as to give to the said sale the effect of a Sheriff's sale; at the Sheriff's office of the district of Montreal, situate in the Court House, in the city of Montreal, on FRIDAY, the THIRTIETH day of the month of MAY, nineteen hundred and thirty, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

Conditions of payment: 10% cash and the balance in three days.

For information and list of charges, apply to the undersigned.

VINCENT LAMARRE &
HERMAS PERRAS,
Trustees.

Office: 19, St. James Street East, Montreal.
Montreal, April 28th, 1930. 2412—18-2

LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Alfred Ouellet, cultivateur, Saint-Cyprien, comté Témiscouata, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que VENDREDI, le SIXIEME jour de JUIN, 1930 à ONZE heures A. M., (heure solaire), seront vendus par encan public à la porte de l'église paroissiale de Saint-Cyprien, Comté Témiscouata, P. Q., les immeubles suivants, savoir:

1. Une terre située à Saint-Cyprien, comté de Témiscouata, dans le 3ième rang du canton Hocquart, de quatre arpents et quatre perches de front environ, sur la profondeur du rang, telle que bornée à l'est à Joseph Denis ou représentants, à l'ouest à Eugène Delisle, au sud à partie du quatrième rang et au nord à partie du deuxième rang—avec les bâtisses dessus construites, la dite terre étant partie du lot numéro vingt-deux (22) et le lot numéro vingt-trois-A (23-A) du cadastre officiel pour le 3ème rang du canton Hocquart.

2. Une terre située à Saint-Cyprien, comté de Témiscouata, connue sous les numéros vingt-cinq (25) du deuxième rang et vingt-cinq (25) du 3ième rang du canton Hocquart—avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et à charge par l'acquéreur des droits dus au Gouvernement tant pour le passé que pour l'avenir pour le lot du troisième rang.

Ces deux items seront vendus séparément.

Cette vente est faite conformément aux Articles 716 & 717 du C. P. C., et aussi à l'article 45 de la Loi de Faillite qui équivaut à une vente par le shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau des syndics soussignés.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Les syndics,

BEDARD & BELANGER.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre,
Québec, le 1er mai 1930.

2439—18-2

Province de Québec, district de Joliette, No 98, Cour Supérieure, (en matière de faillite). IN RE: Roméo Archambault. Dans l'affaire de Roméo Archambault, cultivateur, de la paroisse de Saint-Roch de l'Achigan, dans le district de Joliette, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que le MARDI, le VINGTIEME jour du mois de MAI, 1930, à ONZE heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Roch de l'Achigan, sera vendu par encan public l'immeuble suivant cédé par le failli en cette cause, savoir: Une terre connue et désignée sous le No 284 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Roch de l'Achigan, comté de l'Assomption—avec maison et bâtisse dessus érigées.

Cette vente, faite d'après les articles 44 et 45 de la loi de faillite revision 1921, équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de la vente: Argent comptant.

Le syndic autorisé,

J.-CONRAD PERRAULT.

Joliette, le 11 avril, 1930.

2143—16-2

THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of Alfred Ouellet, Farmer, Saint Cyprien, County Temiscouata, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the SIXTH day of JUNE 1930, at ELEVEN o'clock A. M., (Standard Time), will be sold by public auction, at the church door of the parish of Saint Cyprien, County of Temiscouata, P. Q., the immovable properties as follows:

1. A lot of land situated at Saint Cyprien, County of Temiscouata, in the 3rd range township Hocquart of four arpents and four perches of front about, on the depth of said range, bounded to the East by Joseph Denis or representatives, to the West by Eugène Delisle, to the South by part of the 4th range and to the North by part of the 2nd Range—with the buildings thereon constructed, the said land being part of lot number twenty-two (22) and the lot number twenty-three-A (23-A) of the official cadastre for the 3rd range township Hocquart.

2. An other land situated at Saint Cyprien, County Temiscouata, known under number twenty-five (25) of the 2nd range and number twenty-five (25) of the 3rd range township Hocquart—with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies and at the charge by the purchaser to pay to the Government all the rights and dues as much for the past as for the future for the lot of the third range.

These two lots will be sold separately.

This sale is made pursuant to articles 716 & 717 of the C. C. P., and also to article 45 of the Bankruptcy Act, which gives this sale the effects of a sheriff's sale.

Titles and certificates may be examined at any time at the office of the undersigned trustees.

Terms of payment: Cash.

BEDARD & BELANGER,

Trustees.

Office: 101 Saint Peter Street,
Quebec, May 1st 1930.

2440—18-2

Province of Quebec, district of Joliette, No. 98, Superior Court, (Sitting in Bankruptcy). IN RE: Roméo Archambault. In the matter of Roméo Archambault, farmer, of the parish of Saint Roch de l'Achigan, in the district of Joliette, authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the TWENTIETH day of the month of MAY, 1930, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the parochial church door of Saint Roch de l'Achigan, the following immovable assigned by the insolvent in this cause, shall be sold by public auction, to wit: A farm known and designated under No. 284, on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Roch de l'Achigan, county of l'Assomption—with a house and buildings thereon erected.

This sale to be made pursuant to articles 44 and 45 of the Bankruptcy Act, 1921 Revision, shall be equivalent to a Sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

J. CONRAD PERRAULT,

Authorized Trustee.

Joliette, April 11, 1930.

2144—16-2

Province de Québec, District de Montréal,
Cour Supérieure, (En matière de faillite), No 233:
Dans l'affaire de Donald Munro, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le VINGT-HUITIEME jour de MAI prochain, 1930, à ONZE heures du matin, seront vendus à l'encan public, conformément à la Loi de Faillite, au Bureau du Shérif, Palais de Justice, à Montréal, les immeubles suivants:

1. Un certain emplacement ayant front sur le Chemin Sainte-Catherine, dans la cité d'Outremont, composé de:

a. Subdivision numéro deux du lot numéro dix-sept (17-2) sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant quarante pieds de largeur par une profondeur de cent soixante-six pieds et trois pouces dans la ligne ouest, et de cent soixante-huit pieds dans la ligne est, et d'une superficie totale de six mille six cent quatre-vingt-cinq pieds, mesure anglaise, plus ou moins.

b. La re-subdivision numéro trente-six du lot officiel No dix-sept (17-36) ayant une largeur de quarante pieds par une profondeur de vingt pieds, et une superficie totale de huit cents pieds, le tout mesure anglaise, plus ou moins.

Avec droit de passage sur la re-subdivision du lot numéro trente-sept du lot originaire numéro dix-sept (17-37) et sur la re-subdivision du lot numéro quarante-deux du lot originaire numéro dix-sept (17-42) lesquels deux derniers lots servent de ruelles pour donner accès à l'avenue Spring Grove—avec les bâtisses dessus construites, portant le numéro civique 346 du Chemin Sainte-Catherine, et les dépendances.

2. Un certain lot vacant ayant front sur le Spring Grove Crescent dans la cité d'Outremont, étant la subdivision quarante du lot numéro dix-sept (17-40) sur les plan et livre de renvois officiels de la paroisse de Montréal, mesurant trente-cinq pieds de largeur par une profondeur de cent vingt pieds et sept pouces dans sa ligne ouest, et de cent dix-neuf pieds et huit pouces dans sa ligne est, contenant une superficie totale de quatre mille deux cents pieds et trois pouces mesure anglaise, et plus ou moins.

3. Un certain lot vacant ayant front sur le Spring Grove Crescent, dans la cité d'Outremont, étant la subdivision quarante et un du lot numéro dix-sept (41-17) de lignes irrégulières, et mesurant trente-cinq pieds de largeur en front par une profondeur de cent dix-neuf pieds et huit pouces dans sa ligne ouest, et d'une superficie totale de quatre mille cent quarante-neuf pieds, mesure anglaise, et plus ou moins.

Cette vente, faite en vertu de la Loi de Faillite avec l'effet du décret, équivaut à une vente par le shérif.

Conditions: Comptant: L'acheteur, en plus de toutes autres charges, devra aussi payer 5% du prix d'achat pour couvrir les frais du Syndic.

Montréal, le 11 avril 1930.

Le syndic,
H.-J. ROSS.

Bureau: 266 rue Saint-Jacques, ouest,
Harbour 3393,
Montréal.

2175—16-2

Province of Quebec, District of Montreal,
Superior Court, (In Bankruptcy matter), No. 233: In the matter of Donald Munro, Authorized Assignee.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY EIGHTH day of MAY, 1930, at ELEVEN o'clock, a. m., there will be sold by public auction, pursuant to the Bankruptcy Act, at the Sheriff's Office, Court House, Montreal, the following immovables:

1. That certain emplacement fronting on Sainte Catherine Road, in the City of Outremont, composed of:

a. Subdivision number two of lot number seventeen (17-2) of the official plan and book of reference for the Parish of Montreal, containing a width of forty feet, by a depth of one hundred and sixty-six feet and three inches on the West side line and one hundred and sixty eight feet on the East side line, and a superficial area of six thousand six hundred and eighty five feet, English measure, and more or less;

b. Re-subdivision number thirty six of said official lot number seventeen (17-36) containing a width of forty feet by a depth of twenty feet and superficial area of eight hundred feet, the whole English measure and more or less.

With a right of way on re-subdivision lot number thirty seven of the original lot number seventeen (17-37) and on re-subdivision lot number forty-two of the original lot number seventeen (17-42) which said two last mentioned lots are used as lanes to give access to Spring Grove Avenue—and with the buildings thereon erected, bearing civic number 346 Sainte Catherine Road and with its dependencies.

2. That certain lot of vacant land fronting on Spring Grove Crescent in the City of Outremont, being subdivision Forty of lot number seventeen (17-40) on the official plan and book of reference of the Parish of Montreal, measuring thirty five feet in width by a depth of one hundred and twenty feet seven inches in its Westerly line and of one hundred and nineteen feet and eight inches in its Easterly line and containing an area of four thousand two hundred and three square feet, English measure and more or less.

3. That certain lot of vacant land fronting on Spring Grove Crescent in the City of Outremont, being subdivision forty one of the said lot number seventeen (17-41) being of irregular figure and measuring thirty five feet in width in front by a depth of one hundred and nineteen feet and eight inches in its Westerly line and containing an area of four thousand one hundred and forty nine square feet English, measure and more or less.

This sale is to be made in virtue of the Bankruptcy Act, which gives it effect of a Sheriff's Sale.

Conditions: Cash: The purchaser shall pay, in addition to all other charges, 5% of the purchase price for the trustee fees.

Montreal, April 11th., 1930.

H. J. ROSS,
Trustee.

Office: 266 Saint James Street,
Harbour 3393,
Montreal.

2176—16-2

PROVINCE OF QUEBEC.

TOWN OF SAINT LEONARD DE PORT
MAURICE, COUNTY OF LAVAL

Avis public est par les présentes donné, par Joseph-Aumand Cadieux, secrétaire-trésorier de la ville de Saint-Léonard de Port Maurice, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, dans la salle des délibérations du conseil, en la maison d'école, dans la dite ville, JEUDI, le CINQUIEME jour du mois de JUIN, mil neuf cent trente, (1930), à DIX (10) heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, avec intérêts mentionnés dans l'état ci-dessus, ainsi que les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given by Joseph Aumand Cadieux, Secretary-Treasurer of the Town of Saint Leonard de Port Maurice, that the hereunder described immoveables will be sold by public auction, in the meeting room of the Council, in the school house of the said Town, on THURSDAY, the FIFTH day of the month of JUNE, one thousand nine hundred and thirty, (1930), at TEN (10) o'clock in the forenoon, for the non-payment of municipal taxes, with interest mentioned in the hereinunder statement and the subsequent costs incurred, unless such taxes, interest and expenses be paid before the sale.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre		Taxes municipales Municipal taxes	Intérêts Interests	Total
	No	Sub.			
Armand Alarie.....	388	19	1.88	.16	2.04
Armand Alarie.....	388	20	1.88	.16	2.04
Armand Alarie.....	388	21	1.88	.16	2.04
I. Freeman Livingstone.....	390	395	3.75	.32	4.07
S. Alfonso.....	389-390	608,434	3.75	.32	4.07
C. Laurin.....	396	96	1.88	.16	2.04
C. Laurin.....	396	97	1.88	.16	2.04
C. Laurin.....	396	98	1.88	.16	2.04
C. Laurin.....	396	99	1.88	.16	2.04
M. A. Gratton, épouse de-wife of A. Allard.....	396	108	3.75	.32	4.07
M. A. Gratton, épouse de-wife of A. Allard.....	396	109	1.88	.16	2.04
M. A. Gratton, épouse de-wife of A. Allard.....	396	110	1.88	.16	2.04
M. A. Gratton, épouse de-wife of A. Allard.....	396	111	1.88	.16	2.04
M. A. Gratton, épouse de-wife of A. Allard.....	396	112	1.88	.16	2.04
A. Mailhot.....	396	113	1.88	.16	2.04
Eugène Turgeon.....	396	114	1.88	.16	2.04
A. Lacombe.....	410	31	2.45	.21	2.66
P. Sauvageau.....	410	39	2.45	.21	2.66
P. Sauvageau.....	410	40	2.45	.21	2.66
E. Meunier.....	410	45	2.45	.21	2.66
A. Desroches.....	410	46	2.45	.21	2.66
R. H. Smith.....	410	59	2.45	.21	2.66
Paul-Louis Turgeon, en sa qualité de curateur à-in his quality of curator to Marcel Desgeorges, cédant volontaire.....	410	74	2.45	.21	2.66
C. St-Pierre.....	410	75	2.45	.21	2.66
Aurora Therrien épouse de-wife of William Desjardins.....	410	77	2.45	.21	2.66
Régina Boyer, épouse de-wife of Ernest Dufresne.....	410	78	2.45	.21	2.66
Canadian Stove & Foundry Co.....	410	90	2.45	.21	2.66
A. Desmarceaux.....	410	106	2.45	.21	2.66
Georges Provost.....	410	107	2.45	.21	2.66
Eugène Mathieu.....	410	112	2.45	.21	2.66
A. Desmarceaux.....	410	116	2.45	.21	2.66
J. Lafrance.....	410	120	2.45	.21	2.66
A. Desmarceaux.....	410	122	2.45	.21	2.66
Grace Thompson.....	418	75	1.88	.16	2.04
Robert Bickerdike, Georges B. Allison, Georges Buchannan, Duncan A. Campbell & John A. C. Poole.....	418	420	1.88	.16	2.04
" " " "	418	421	1.88	.16	2.04
" " " "	418	422	1.88	.16	2.04
Ubalde Sauvé.....	418	532	1.88	.16	2.04
T. R. Marsden.....	427	285	2.82	.24	3.06
Alphonsine Gervais, épouse de-wife of J.-D. Lacasse.....	427	306	2.82	.24	3.06
Alphonsine Gervais, épouse de-wife of J.-D. Lacasse.....	427	307	2.82	.24	3.06
Juda King.....	427	348	2.82	.24	3.06
Antonio Dilucca.....	427	357	1.88	.11	1.99
Antonio Dilucca.....	427	358	1.88	.11	1.99
J.-N. Paquette.....	427	372	2.82	.24	3.06
C.-R. Lasalle.....	427	373	2.82	.24	3.06
Sam Ryan.....	427	378	1.88	.11	1.99
Laura Roger, épouse de-wife of Jos.-Elz. Pepin.....	427	385	2.82	.24	3.06
J.-Edouard Pepin.....	427	395	2.82	.24	3.06
Napoléon Provost.....	427	398	2.82	.24	3.06
Napoléon Provost.....	427	407	2.82	.24	3.06
A. Gour.....	427	410	2.82	.24	3.06
A. S. Ross.....	427	430	2.82	.24	3.06
Wm Noblett.....	427	433	2.82	.24	3.06
Wm. Noblett.....	427	434	2.82	.24	3.06
William Reid.....	427	437	2.82	.24	3.06
William Reid.....	427	438	2.82	.24	3.06
H. P. Marsden.....	427	444	2.82	.24	3.06
E. Lazare.....	427	445	2.82	.24	3.06

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre		Taxes municipales	Intérêts	Total
	No	Sub.	Municipal taxes	Interests	
E. Lazare.....	427	446	2.82	.24	3.06
Albert Robillard.....	427	456	2.82	.24	3.06
H. P. Marsden.....	427	460	2.82	.24	3.06
A. S. Ross.....	427	473	2.82	.24	3.06
A. S. Ross.....	427	474	2.82	.24	3.06
Juda King.....	427	531	2.82	.24	3.06
R. W. Marsden.....	427	532	2.82	.24	3.06
H. P. Marsden.....	427	535	2.82	.24	3.06
Blanche Dion, épouse de—wife of Harry A. Paquette.....	427	577	2.82	.24	3.06
J.-O. Mathieu.....	427	599	2.82	.24	3.06
H. Desmarais.....	427	601	2.82	.24	3.06
M. A. Valois, épouse de—wife of V. Rouleau.....	427	611	2.82	.24	3.06
M. A. Valois, épouse de—wife of V. Rouleau.....	427	612	2.82	.24	3.06
Arthur Nault.....	427	618	2.82	.24	3.06
Arthur Nault.....	427	619	2.82	.24	3.06
Emile Jutras.....	427	621	2.82	.24	3.06
Emile Jutras.....	427	622	2.82	.24	3.06
Rose Brosseau.....	427	623	2.82	.24	3.06
Marie Granger, épouse de—wife of Elie Lemire.....	427	625	2.82	.24	3.06
D. Masson.....	427	752	2.81	.24	3.05
D. Masson.....	427	753	2.81	.24	3.05
D. Masson.....	427	754	2.82	.24	3.06
D. Masson.....	427	755	2.82	.24	3.06
D. Masson.....	427	756	2.82	.24	3.06
A.-W. Laporte.....	429a	15	1.88	.11	1.99
C.-I. Giroux.....	429a	22	2.25	.19	2.44
Rose-Anna Fréchette.....	429a	24	2.82	.24	3.06
Rose-Anna Fréchette.....	429a	25	2.82	.24	3.06
Ed. Desroches.....	429a	26	2.82	.24	3.06
J.-P. Beaudry.....	429a	43	2.82	.24	3.06
J.-P. Beaudry.....	429a	44	2.82	.24	3.06
J.-P. Beaudry.....	429a	45	2.82	.24	3.06
J. Beaudin.....	429a	49	1.88	.16	2.04
J. Beaudin.....	429a	50	1.88	.16	2.04
J. Beaudin.....	429a	51	1.88	.16	2.04
J. Beaudin.....	429a	52	1.88	.16	2.04
J. Beaudin.....	429a	53	1.88	.16	2.04
J. Beaudin.....	429a	54	1.88	.16	2.04
J.-E. Roy.....	429a	55	2.82	.24	3.06
J.-E. Roy.....	429a	56	2.82	.24	3.06
J.-E. Roy.....	429a	57	2.82	.24	3.06
J. Beaudin.....	429a	66	1.88	.16	2.04
J. Beaudin.....	429a	67	1.88	.16	2.04
J. Beaudin.....	429a	68	1.86	.16	2.02
J. Braudin.....	429a	69	1.88	.16	2.04
J. Beaudin.....	429a	70	1.88	.16	2.04
J. Beaudin.....	429a	73	1.86	.16	2.02
J. Beaudin.....	429a	74	1.88	.16	2.04
J. Beaudin.....	429a	75	1.88	.16	2.04
J. Beaudin.....	429a	76	1.88	.16	2.04
J. Beaudin.....	429a	77	1.88	.16	2.04
C.-I. Giroux.....	429a	112	2.25	.19	2.44
G. Drolet & A. Archambault.....	429a	113	2.82	.24	3.06
G. Drolet & A. Archambault.....	429a	114	2.82	.24	3.06
J.-O. Bonnier.....	429a	115	1.88	.11	1.99
Aurée Gauthier, épouse de—wife of J. Paquin.....	429a	120	1.88	.11	1.99
Succession—Estate Stella Pouliot.....	430	231	2.82	.24	3.06
Succession—Estate Stella Pouliot.....	430	232	2.82	.24	3.06
Succession—Estate Stella Pouliot.....	430	233	2.28	.24	3.06
Charles Gagnon.....	430	234	2.82	.24	3.06
Pierre Desjardins.....	430	244	2.82	.24	3.06
Pierre Desjardins.....	430	245	2.82	.24	3.06
Pierre Desjardins.....	430	246	2.82	.24	3.06
L.-A. Bédard.....	430	248	1.88	.11	1.99
Succession—Estate Stella Pouliot.....	430	250	2.80	.24	3.04
Wilfrid Quevillon.....	430	251	2.82	.24	3.06
Succession—Estate Stella Pouliot.....	430	253	2.82	.24	3.06
Succession—Estate Stella Pouliot.....	430	254	2.82	.24	3.06
Succession—Estate Stella Pouliot.....	430	256	2.80	.24	3.04
David Chalifoux.....	430	257	2.82	.24	3.06
David Chalifoux.....	430	258	2.82	.24	3.06
Succession—Estate Stella Pouliot.....	430	263	2.82	.24	3.06
Emmércienne Trottier, épouse de—wife of A. L'Allemand.....	430	276	2.82	.24	3.06
Emmércienne Trottier, épouse de—wife of A. L'Allemand.....	430	277	2.82	.24	3.06
E. Trottier.....	430	278	2.82	.24	3.06
E. Trottier.....	430	279	2.82	.24	3.06
B. O. W. Lardie.....	430	289	2.82	.24	3.06
B. O. W. Lardie.....	430	290	2.82	.24	3.06
A. Tremblay.....	430	291	2.82	.24	3.06
A. Tremblay.....	430	292	2.82	.24	3.06
F. Théberge.....	430	301	2.82	.24	3.06
F. Théberge.....	430	302	2.82	.24	3.06
G. Drolet & A. Archambault.....	430	316	2.82	.24	3.06
G. Drolet & A. Archambault.....	430	317	2.80	.24	3.04
C.-I. Giroux.....	430	325	2.25	.19	2.44
C.-I. Giroux.....	430	326	2.25	.19	2.44
Veuve—Widow N. Renaud.....	430	354	2.82	.24	3.06
Vve—Widow N. Renaud.....	430	355	2.82	.24	3.06

Noms des propriétaires — Names of proprietors	Cadastre		Taxes municipales — Municipal taxes	Intérêts — Interests	Total
	No	Sub.			
Veuve-Widow Régis Dupras	430	363	1.88	.11	1.99
Veuve-Widow Régis Dupras	430	364	1.88	.11	1.99
Abdella Deib	430	366	2.82	.24	3.06
Louis Germain	430	367	2.82	.24	3.06
Louis Germain	430	368	2.82	.24	3.06
Succession-Estate Stella Pouliot	430	373	2.82	.24	3.06
Succession-Estate Stella Pouliot	430	374	2.82	.24	3.06
Succession-Estate Stella Pouliot	430	375	2.82	.24	3.06
Succession-Estate Stella Pouliot	430	376	2.79	.24	3.03
Succession-Estate Stella Pouliot	430	377	2.82	.24	3.06
Succession-Estate Stella Pouliot	430	378	2.82	.24	3.06
Succession-Estate Stella Pouliot	430	379	2.82	.24	3.06
Succession-Estate Stella Pouliot	430	380	2.79	.24	3.03
Succession-Estate Stella Pouliot	430	381	2.82	.24	3.06
Succession-Estate Stella Pouliot	430	382	2.82	.24	3.06
Home Land Co.	430	386	2.82	.24	3.06
M. Giroux	430	387	2.82	.24	3.06
Gertrude Metcalf	430	389	2.82	.24	3.06
Sophie Daignault, épouse de-wife of Louis Brunelle	430	394	1.88	.11	1.99
Raoul Desjardins	430	395	2.82	.24	3.06
C.-I. Giroux	430	396	2.25	.19	2.44
Succession-Estate Stella Pouliot	430	399	2.82	.24	3.06
Succession-Estate Stella Pouliot	430	400	2.79	.24	3.03
Succession-Estate Onésime Gravel	430	418	2.82	.24	3.06
Blaise Miraglia	430	420	1.88	.11	1.99
W.-A. Cardinal	430	424	2.82	.24	3.06
W.-A. Cardinal	430	425	2.82	.24	3.06
W.-A. Cardinal	430	426	2.82	.24	3.06
E. Hérard	430	431	2.82	.24	3.06
E. Hérard	430	432	2.82	.24	3.06
Cie Terrains Corona, Ltée	430	433	1.88	.16	2.04
Cie Terrains Corona, Ltée	430	434	1.88	.16	2.04
Pierre Desjardins	430	436	2.80	.24	3.04
Hilarion Pilon	430	437	2.82	.24	3.06
Hilarion Pilon	430	438	2.82	.24	3.06
C.-I. Giroux	430	439	2.25	.19	2.44
C.-I. Giroux	430	440	2.25	.19	2.44
C.-I. Giroux	430	441	2.25	.19	2.44
C.-I. Giroux	430	442	2.25	.19	2.44
Cie Terrains Corona, Ltée	430	467	1.88	.16	2.04
Emile Dinelle	430	495	2.82	.24	3.06
Olivier Jamin	430	505	2.82	.24	3.06
J. Rozon	430	506	2.82	.24	3.06
A. Tremblay	430	512	2.82	.24	3.06
A. Lamarre	430	516	2.82	.24	3.06
Henri Lemire	430	520	2.82	.24	3.06
R. Pelletier	430	531	2.82	.24	3.06
R. Pelletier	430	532	2.82	.24	3.06
R. Pelletier	430	533	2.82	.24	3.06
R. Pelletier	430	534	2.79	.24	3.03
Palmyre Paradis	430	538	2.82	.24	3.06
Palmyre Paradis	430	539	2.82	.24	3.06
Veuve-Widow N. Renaud	430	540	2.82	.24	3.06
O. Hénault, épouse de-Wife of A. Giroux	430	545	2.82	.24	3.06
C.-I. Giroux	430	546	2.25	.19	2.44
Donat Leroux	430	572	2.82	.24	3.06
Donat Leroux	430	573	2.82	.24	3.06
Donat Leroux	430	574	2.82	.24	3.06
Donat Leroux	430	575	2.79	.24	3.03
Donat Leroux	430	576	2.82	.24	3.06
Donat Leroux	430	577	2.82	.24	3.06
Donat Leroux	430	578	2.82	.24	3.06
Donat Leroux	430	579	2.79	.24	3.03
C.-I. Giroux	430	585	2.25	.19	2.44
C.-I. Giroux	430	586	2.25	.19	2.44
Henri Arcand	430	588	2.82	.24	3.06
Henri Arcand	430	589	2.82	.24	3.06
Philippe Therrien	430	590	2.82	.24	3.06
Philippe Therrien	430	591	2.82	.24	3.06
Emile Connolly	430	592	1.88	.11	1.99
Gustave Connolly	430	593	2.82	.24	3.06
Gustave Connolly	430	594	2.82	.24	3.06
C.-I. Giroux	430	598	2.25	.19	2.44
C.-I. Giroux	430	599	2.25	.19	2.44
C.-I. Giroux	430	603	2.25	.19	2.44
C.-I. Giroux	430	604	2.25	.19	2.44
Cie Terrains Corona, Ltée	430	614	1.88	.16	2.04
Jos. Gaudreau	430	615	2.82	.24	3.06
J. Maril	430	622	2.82	.24	3.06
Cie Terrains Corona, Ltée	430	624	1.88	.16	2.04
Veuve-Widow N. Renaud	430	627	2.82	.24	3.06
C.-I. Giroux	430	628	2.25	.19	2.44
C.-I. Giroux	430	629	2.25	.19	2.44
C.-I. Giroux	430	630	2.25	.19	2.44
Cie Terrains Corona, Ltée	430	633	1.88	.16	2.04
Joseph Boyer	430	634	2.82	.24	3.06
C.-I. Giroux	430	636	2.25	.19	2.44

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastré		Taxes municipales Municipal taxes	Intérêts Interests	Total
	No	Sub.			
C.-I. Giroux.....	430	637	2.25	.19	2.44
Cie Terrains Corona, Ltée.....	430	639	1.88	.16	2.04
C.-I. Giroux.....	430	640	2.25	.19	2.44
C.-I. Giroux.....	430	641	2.25	.19	2.44
Aldéric Blanchard.....	430	651	1.88	.11	1.99
Aldéric Blanchard.....	430	652	1.88	.11	1.99
C.-I. Giroux.....	430	657	2.82	.24	3.06
Veuve-Widow N. Renaud.....	430	663	5.62	.48	6.10
Eugène Trudel.....	430	672	2.82	.24	3.06
Eugène Trudel.....	430	673	2.82	.24	3.06
Eugène Trudel.....	430	674	2.82	.24	3.06
C.-I. Giroux.....	430	706	2.25	.19	2.44
Veuve-Widow F.-X. Charbonneau.....	430	708	2.82	.24	3.06
C.-I. Giroux.....	430	709	2.25	.19	2.44
Narcisse-P. Gosselin.....	430	711	2.81	.24	3.05
Narcisse-P. Gosselin.....	430	712	2.81	.24	3.05
Narcisse-P. Gosselin.....	430	713	2.80	.24	3.04
Narcisse-P. Gosselin.....	430	714	2.82	.24	3.06
C.-I. Giroux.....	430	715	2.25	.19	2.44
C.-I. Giroux.....	430	729	2.25	.19	2.44
N. Dupuis & H. Dupuis.....	430	730	2.81	.24	3.05
N. Dupuis & H. Dupuis.....	430	731	2.81	.24	3.05
N. Dupuis & H. Dupuis.....	430	732	2.82	.24	3.06
N. Dupuis & H. Dupuis.....	430	733	2.81	.24	3.05
N. Dupuis & H. Dupuis.....	430	734	2.82	.24	3.06
Peter Fishman.....	430	741	2.82	.24	3.06
Louis Bernier.....	430	752	2.82	.24	3.06
Anna Boiteau.....	430	755	2.82	.24	3.06
C.-I. Giroux.....	430	756	2.25	.19	2.44
Romuald Tassé.....	430	761	2.82	.24	3.06
Romuald Tassé.....	430	762	2.82	.24	3.06
Romuald Tassé.....	430	763	2.82	.24	3.06
Eulide Rouette.....	430	764	2.82	.24	3.06
Eulide Rouette.....	430	765	2.82	.24	3.06

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet et situés dans la ville de Saint-Léonard de Port Maurice.

Donné en la ville de Saint-Léonard de Port Maurice, et en la ville Montréal-Nord, ce vingt-neuvième jour du mois d'avril mil neuf cent trente.

Le secrétaire-trésorier,
J.-A. CADIEUX.

2441—18-2

The aforesaid immoveables are all of the cadastre for the Parish of Sault au Recollet, and situate in the Town of Saint Leonard de Port Maurice.

Given in the Town of Saint Leonard de Port Maurice, and in the Town of Montreal North, this twenty ninth day of the month of April, one thousand nine hundred and thirty.

J. A. CADIEUX,
Secretary-Treasurer.

2442—18-2

VENTES PAR LE SHÉRIF ABITIBI

SHERIFF'S SALES ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

District de Québec.—Cour Supérieure.

No 14160. } PAUL LECLERC, de Québec,
demandeur; vs ADOLPHE
BROUSSEAU, de La Sarre, P. Q., défendeur,
à savoir:

Comme appartenant au défendeur, le lot de terre portant le No quarante et un (41) du rang No quatre (4) du canton La Sarre et les lots Nos huit cent quarante et un (841) et huit cent quarante-deux (842) du bloc No soixante-dix-neuf (79) du cadastre officiel du village La Sarre—le tout avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de La Sarre, MERCREDI, le QUATRIÈ-

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

District of Quebec.—Superior Court.

No. 14160. } PAUL LECLERC, of Quebec,
Plaintiff; vs ADOLPHE
BROUSSEAU, of La Sarre, P. Q., Defendant,
to wit:

As belonging to the Defendant, the lot of land bearing number forty one (41) of range number four (4) of the Township of La Sarre and the lots number eight hundred and forty one (841) and eight hundred and forty two (842) of block number seventy nine (79) on the official cadastre for the Village of La Sarre—the whole with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the Parochial church door of La Sarre, on WEDNESDAY, the FOURTH day of

ME jour du mois de JUIN, en l'année mil neuf cent trente, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Amos, le 29 avril 1930. J.-U. DUMONT.
[Première publication, le 3 mai 1930]
2427—18-2

the month of JUNE, in the year one thousand nine hundred and thirty, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J. U. DUMONT,
Amos, April 29th., 1930. Sheriff.
[First publication, May 3rd., 1930]
2428—18-2

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Arthabaska, à savoir: } J. C. DROLET, de-
No 1148. } J. mandeur; vs J.-BTE.
AUDETTE ET AL., défendeurs.

Comme appartenant au défendeur, J.-Bte. Audette:

Une terre située dans la Paroisse de Saint-Eugène de Grantham, contenant environ 3 7/8 arpents sur environ 28 arpents de profondeur, bornée des deux bouts par les cordons des rangs, d'un côté par Adrien Bourret et de l'autre côté par James Archambault — avec les bâtisses y érigées, connue et désignée au cadastre officiel du Canton de Grantham, comme étant partie du lot No 1177; à distraire du dit terrain une coupe de bois, vendue par Arthur St-Amant, à Domina Fafard, Elphège Gravel et Pierre Forcier, contenant environ 6 1/2 arpents en superficie, en totalité, dont deux arpents pour le dit Domina Fafard, 1 1/2 arpent pour le dit Elphège Gravel et 3 arpents pour le dit Pierre Forcier, le tout plus ou moins, à prendre près du cordon des terres des 10e et 11e rangs de Grantham, suivant que le tout est mentionné dans un acte passé devant J. Desrosiers, N.P., le 5 août 1920 et enregistré sous le No 59678-B-78.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Eugène de Grantham, le QUINZIEME jour de MAI prochain (1930), à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Arthabaska, 9 avril 1930. J.-E. GIROUARD.
[Première publication, le 12 avril 1930] 2059—15-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of St. Hyacinthe.
Arthabaska, to wit: } J. C. DROLET, plain-
No. 1148. } J. tiff; vs J. BTE. AU-
DETTE ET AL., defendants.

As belonging to the defendant, J. Bte. Audette:

A piece of land situated in the parish of St. Eugène de Grantham, containing about 3 7/8 arpents by about 28 arpents in depth, bounded at both ends by the concessions lines, on one side by Adrien Bourret and on the other side by James Archambault—with the buildings thereon erected known and designated upon the official plan and book of reference for the Township of Grantham, as being part of lot No. 1177, to take off from the said piece of land the right of cutting wood (La coupe de Bois), sold by Arthur St. Amant unto Domina Fafard, Elphège Gravel and Pierre Forcier, containing about 6 1/2 arpents in superficies, in all, of which 2 arpents for the said Domina Fafard, 1 1/2 arpent for the said Elphège Gravel and 3 arpents for the said Pierre Forcier, the whole more or less, to be taken close to the concession line of the 10th and 11th ranges of Grantham, according to and as the whole is mentioned in a deed passed before J. Desrosiers, N.P., on the 5th day of August, 1920 and registered under No. 59678-B-78.

To be sold at the parochial church door of St. Eugène de Grantham, on the FIFTEENTH day of MAY next, (1930), at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, J. E. GIROUARD,
Arthabaska, April 9th, 1930. Sheriff.
[First publication, April 12, 1930] 2060—15-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.
Beauce, à savoir: } FORTUNAT FOURNIER
No 11060. } F. demandeur; contre JO-
SEPH BERNIER, défendeur.

Le lot numéro vingt-huit-A (28-A), canton Langevin—circonstances et dépendances et toutes les améliorations faites par le défendeur sur le dit lot.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cyprien, le TROISIEME jour de JUIN prochain 1930, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Saint-Joseph, Beauce, 28 avril, 1930. GUSTAVE GARANT.
[Première publication, 3 mai, 1930] 2413—18-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.
Beauce, to wit: } FORTUNAT FOURNIER,
No. 11060. } F. plaintiff; against JO-
SEPH BERNIER, defendant.

Lot number twenty eight A (28-A), township of Langevin—circumstances and dependencies and all the improvements made by the defendant on the said lot.

To be sold at the church door of the parish of Saint Cyprien, on the THIRD day of JUNE next, 1930, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, GUSTAVE GARANT,
Saint Joseph, Beauce, April 28, 1930. Sheriff.
[First publication, May 3rd, 1930] 2414—18-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Canada, }
Province de Québec, } **LA CORPORATION**
District of Bedford, } **DE LA PAROISSE**
Cour de Magistrat, } **DE SAINT-PIERRE**
No 429. } **DE VERONE DE**
PIKE RIVER, deman-
deresse; vs THOMAS GAGNON, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre d'environ cent cinquante acres en superficie, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, le plus ou le moins, désignée sous les lots numéros 255, 257 et 258, des plan et livre de renvoi officiels du canton de Stanbridge, dit district de Bedford, bornée comme suit: Nord par le terrain de Pierre Galipeau, est par le chemin public et le terrain de Charles Hitchcock, sud par le terrain de Willie Marier, et ouest par le terrain de Frank Rochleau, celui de Niclasse Lamothe, et de Georges Larochelle; à distraire du dit lot numéro 255 la partie donnée à Ralph McCarthy, par acte enregistré sous le numéro 30603, Reg. B, au bureau d'enregistrement du comté de Missisquoi, et la partie du même lot, et du lot numéro 257 vendue à The Philipsburg Railway and Quarry Company, par acte enregistré sous le numéro 34772 Reg. B, au bureau d'enregistrement du comté de Missisquoi—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue en bloc, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Pierre de Verone de Pike River, dit district, le QUATORZIEME jour de MAI 1930, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, C.-B. JAMESON.
Sweetsburg, Qué., le 7 avril, 1930. 2049—15-2
[Première publication, 12 avril, 1930]

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Canada, }
Province of Quebec, } **THE CORPORATION**
District of Bedford, } **OF THE PARISH**
Magistrate's Court, } **OF SAINT PIERRE**
No. 429. } **DE VERONE DE**
PIKE RIVER, plain-
tiff; vs THOMAS GAGNON, defendant.

As belonging to the defendant:

A farm of about one hundred and fifty acres in superficies, more or less, without guarantee as to precise measurement, the more or the less, designated under lots numbers 255, 257 and 258, on the official plan and book of reference for the township of Stanbridge, said district of Bedford, bounded as follows: on the North by the land of Pierre Galipeau, on the East by the public road and the land of Charles Hitchcock, on the South by the land of Willie Marier, and on the West by the land of Frank Rochleau, that of Niclasse Lamothe and Georges Larochelle; to be deducted from said lot number 255 the part given to Ralph McCarthy, by deed registered under number 30603, Reg. B., at the Registry Office for the county of Missisquoi, and the part of same lot and of lot number 257 sold to The Philipsburg Railway and Quarry Company, by deed registered under number 34772, Reg. B, at the Registry Office for the county of Missisquoi—with the buildings thereon erected.

To be sold in block, at the parochial church door of the parish of Saint Pierre de Verone de Pike River, at Pike River, said district, the FOURTEENTH day of MAY, 1930, at TEN o'clock in the forenoon.

C. B. JAMESON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, Que., April 7, 1930. 2050—15-2
[First publication, April 12th, 1930]

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: } **LEPRETHYPOTHE-**
No 4049. } **CAIRE, corpora-**
tion légale ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec, demanderesse; vs LIGUORI BOUCHARD, de Jonquière, défendeur.

Un terrain ou emplacement situé en la dite ville de Jonquière, mesurant cinquante pieds de front sur la rue Saint-Léandre, sur cent pieds de profondeur, borné au nord à Edmond Maltais, à l'est à Charles Angers, au sud à la rue Saint-Léandre, et à l'ouest à Albert Taché, et étant le lot numéro vingt-cinq-A-trois cent douze (25-A-312) du rang trois des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Jonquière—avec toutes les bâtisses dessus construites et toutes celles qui le seront à l'avenir, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Jonquière, MARDI, le TREIZIEME jour de MAI 1930, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, A. RIVERIN.
Chicoutimi, 9 avril, 1930. 2075—15-2
[Première publication, 12 avril 1930]

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: } **LE PRET HYPOTHE-**
No 4049. } **CAIRE, a lawful corpora-**
tion, having its head-office in the city of Quebec, plaintiff; vs LIGUORI BOUCHARD, of Jonquière, defendant.

A lot of land or emplacement situate in the said town of Jonquière, measuring fifty feet in front on Saint Léandre street, by one hundred feet in depth, bounded on the North by Edmond Maltais, on the East by Charles Angers, on the South by Saint Léandre street, and on the West by Albert Taché, and being lot number twenty five-A-three hundred and twelve (25-A-312) of range three on the official cadastral plan and book of reference for the township of Jonquière—with all the buildings thereon erected, and all those which may, in future, be erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Jonquière, on TUESDAY, the THIRTEENTH day of MAY, 1930, at TEN o'clock in the forenoon.

A. RIVERIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, April 9th, 1930. 2076—15-2
[First publication, April 12th, 1930]

GASPÉ

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Rimouski.

Percé, à savoir: } FONDERIE DE L'ISLET,
No 2319. } LTEE, corporation légale
ayant son principal établissement et bureau
d'affaires à L'Islet Station, District de Mont-
magny, demanderesse; vs EDMOND-U. RIFFON,
de l'endroit appelé Cap des Rosiers, comté et
district de Gaspé, défendeur.

Un certain lopin de terre portant les numéros dix (10) B et dix (10) C. du cadastre officiel, situé sur le rang deux (2) Est du canton Cap-Rosiers, mesurant une acre et demie de largeur sur la profondeur du lot et borné comme suit: à l'est au fronteau du rang un est (1) au sud à Jos. Riffou, à l'Ouest au fronteau du rang trois (3) nord, au nord à Louis Fortin.

Un autre lopin de terre portant le numéro seize B (16B) du cadastre officiel, situé sur le rang un est du canton Cap Rosiers mesurant cinquante pieds de largeur sur la profondeur du lot—avec bâtisses dessus construites et borné comme suit: à l'est aux eaux du Golfe Saint-Laurent, au sud au donateur John Edouard Riffou, à l'ouest au fronteau du rang deux est (2 est), au nord à François Riffou.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Cap Des Rosiers, le CINQUIEME jour de JUIN, 1930, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, JAS.-T. TUZO.
Percé, 28 avril, 1930. 2415—18-2
[Première publication, 3 mai, 1930]

GASPE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Rimouski.

Percé, to wit: } FONDERIE DE L'ISLET,
No. 2319. } LTEE, a lawful corpora-
tion, having its principal establishment and
head-office at L'Islet Station, District of Mont-
magny, plaintiff; vs EDMOND U. RIFFON,
of the place called Cap des Rosiers, county and
district of Gaspé, defendant.

A certain parcel of land bearing numbers ten (10) B and ten (10) C, on the official cadastre, situate in range two (2) East of the township of Cap-Rosiers, measuring one acre and one half in width by the depth of the lot and bounded as follows: on the East by the front of range one East (1), on the South by Jos. Riffou, on the West by the front of range three (3) North, on the North by Louis Fortin.

Another parcel of land bearing number sixteen B (16B), on the official cadastre, situate in range one East of the township of Cap Rosiers, measuring fifty feet in width by the depth of the lot—with buildings thereon erected—and bounded as follows: on the East by the waters of the Gulf Saint Lawrence, on the South by the donator John Edouard Riffou, on the West by the front of range two East (2 east), on the North by François Riffou.

To be sold at the parochial church door of Cap des Rosiers, on the FIFTH day of JUNE, 1930, at TWO o'clock in the afternoon.

JAS. T. TUZO,

Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, April 28th, 1930. 2416—18-2
[First publication, May 3rd, 1930]

HULL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Hull.

No 1719. } BENONI FILION, journalier, des
cité et district de Hull, en sa
qualité de tuteur à Jeanne Filion, sa fille mineure,
du même lieu, demandeur; vs FRANK BERI-
CHON, des cité et district de Hull, défendeur.

Toutes les maisons, bâtisses et dépendances érigées sur la propriété connue et désignée comme étant la partie sud du lot 388 du quartier No 5 de la cité de Hull, portant le numéro civique 198 rue Laval.

Pour être vendues le QUATRIEME jour de JUIN prochain, en mon bureau, au Palais de Justice, en la cité de Hull, à DEUX heures de l'après-midi, (heure solaire).

Le shérif,

Bureau du shérif, I. ST-PIERRE.
Hull, ce 30 avril, 1930. 2429—18-2
[Première publication, 3 mai, 1930]

HULL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Hull.

No. 1719. } BENONI FILION, laborer, of the
city and district of Hull, in his
quality of tutor to Jeanne Filion, his minor
daughter, of the same place, plaintiff; vs FRANK
BERICHON, of the city and district of Hull,
defendant.

All the houses, buildings and dependencies erected on the property known and designated as being the South part of lot 388 of ward No. 5 of the city of Hull, bearing civic number 198, Laval street.

To be sold the FOURTH day of JUNE next, at my office, in the Court House, in the city of Hull, at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time).

I. ST-PIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, April 30, 1930. 2430—18-2
[First publication, May 3rd, 1930]

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } ERNEST MONBLEAU
No 1698. } entrepreneur, plomb-
bier, de la cité de Saint-Jean, district d'Iberville,

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

St. John's, to wit: } ERNEST MONBLEAU,
No. 1698. } contractor, plumber, of
the City of St. John's, district of Iberville, plain-

demandeur; contre WILFRID GUAY, défendeur.

Saisie comme appartenant au dit défendeur:

Une maison de bois, à deux étages et quatre logements, située sur la rue Saint-Charles, en la cité de Saint-Jean, sise et érigée sur 1. Le lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (No 282), du cadastre de la cité de Saint-Jean, et 2. Sur partie ouest, (quatre pieds de largeur sur soixante et douze pieds de longueur) du lot deux cent quatre-vingt-un (281) du dit cadastre; bornée la dite partie, à l'ouest par le dit lot No 282, à l'est par le résidu du dit lot No 281, au sud par la rue Saint-Charles et au nord par la propriété de Joseph Labelle et représentants.

Pour être vendue au bureau du shérif, dans le Palais de Justice, en la Cité de Saint-Jean, district d'Iberville, le TREIZIEME jour de MAI prochain (1930), à DIX heures de l'avant-midi, heure solaire.

Bureau du shérif, **ARTHUR LASNIER**,
Saint-Jean, 8 avril 1930. 2067—15-2
[Première publication, le 12 avril 1930]

Le shérif,

tiff; against WILFRID GUAY, defendant.

Seized belonging to the said defendant:

A wooden house of two storeys and four dwellings, situate on St. Charles Street, in the city of St. John's, being and erected on 1. Lot number two hundred and eighty two (No. 282) on the cadastre for the City of St. John's, and 2. —On the West part, (four feet in width by seventy two feet in length) of lot number two hundred and eighty one (281) of the said cadastre; bounded the said part, on the West by the said lot No. 282, on the East by the residue of said lot No. 281, on the South by St. Charles Street, and on the North by the property of Joseph Labelle and representatives.

To be sold at the sheriff's office, in the Court House, in the city of St. John's, district of Iberville, on the THIRTEENTH day of MAY next, 1930, at TEN o'clock in the forenoon (standard Time).

Sheriff's office, **ARTHUR LASNIER**,
St. John's, April 8, 1930. 2068—15-2
[First publication, April 12, 1930]

Sheriff.

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir: } **ALEXANDRINE**
No 3343. } **FORTIN**, épouse
contractuellement séparée de biens de Thomas Bernier, rentier, de la paroisse du Cap Saint-Ignace, et le dit Thomas Bernier pour autoriser sa dite épouse, demanderesse; contre DOMINIQUE BERNIER, journalier, de la dite paroisse du Cap Saint-Ignace, défendeur.

1. Un emplacement borné au nord au chemin public, sud à Eudore Proulx, nord-est à Thomas Bernier et Emeric Richard, ouest à Eudore Proulx et Edouard Ouellette—avec bâtisses et dépendances, lequel terrain est désigné comme étant le lot numéro deux cent trente et un (231) du cadastre officiel de la paroisse du Cap Saint-Ignace, comté de Montmagny, mesurant quatre arpents (4) trente-deux perches (32) et deux cent quatre-vingt-huit (288) pieds en superficie, et appartenant à Dominique Bernier.

2. Un autre emplacement, borné au nord par Dominique Bernier et le chemin National, au sud par Dominique Bernier et au sud-ouest par Edouard Ouellette, étant connu comme partie du lot numéro deux cent trente-deux (232) du cadastre officiel du Cap Saint-Ignace, mesurant approximativement cent cinquante (150) pieds de profondeur, et quatre-vingt-dix (90) pieds de largeur, et apparaissant au rôle d'évaluation de la paroisse du Cap Saint-Ignace, comme appartenant au défendeur Dominique Bernier.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale du Cap Saint-Ignace, MARDI, le TREIZIEME jour du mois de MAI prochain (1930), à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, **J.-C. LISLOIS**,
Montmagny, 7 avril, 1930. 2025—15-2
[Première publication, 12 avril, 1930]

Le shérif,

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: } **ALEXANDRINE FOR-**
No. 3343. } **TIN**, wife separated as to property by marriage contract of Thomas Bernier, annuitant, of the parish of Cap Saint Ignace, and the said Thomas Bernier, to authorize his said wife, plaintiff; against DOMINIQUE BERNIER, laborer, of the said parish of Cap Saint Ignace, defendant.

1. An emplacement bounded on the North by the public road, on the South by Eudore Proulx, on the Northeast by Thomas Bernier and Emeric Richard, on the West by Eudore Proulx and Edouard Ouellette—with buildings and dependencies, which land is designated as being lot number two hundred and thirty one (231) on the official cadastre of the parish of Cap Saint Ignace, county of Montmagny, measuring four (4) arpents, thirty two (32) perches and two hundred and eighty eight (288) feet in superficies, and belonging to Dominique Bernier;

2. Another emplacement, bounded on the North by Dominique Bernier and the National Highway, on the South by Dominique Bernier and on the Southwest by Edouard Ouellette, being known as part of lot number two hundred and thirty two (232) on the official cadastre for Cap Saint Ignace, measuring approximatively one hundred and fifty (150) feet in depth and ninety (90) feet in width and shown on the valuation roll of the parish of Cap Saint Ignace, as belonging to the defendant Dominique Bernier.

To be sold at the parochial church door of Cap Saint Ignace, on TUESDAY, the THIRTEENTH day of the month of MAY next, 1930, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, **J. C. LISLOIS**,
Montmagny, April 7, 1930. 2026—15-2
[First publication, April 12th, 1930]

Sheriff.

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **URGEL BRUNET**,
 No 64514. } demandeur ; vs
DAME EUGENIE OUMET, veuve de feu
 Robert Deschênes, défenderesse, et **AIME LO-
 ZEAU**, curateur au délaissement.

Un emplacement ayant front sur la rue Palm, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro deux cent soixante et un de la subdivision officielle du lot numéro mille sept cent quatre (1704-261), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec toutes les bâtisses dessus construites, et droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit dans la ruelle en arrière dudit lot.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$600.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'honorable juge Coderre, daté le 1er mai 1930.

Bureau du shérif, **OMER LAPIERRE**.
 Montréal, 1er mai, 1930. 2417—18-2
 [Première publication, 3 mai 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **CHARLES CHAMPA-**
 No 6470. } **GNE & AL.**, deman-
 deurs ; vs **EMILIO FUOCO**, journalier, tant per-
 sonnellement qu'en sa qualité de tuteur à ses
 enfants mineurs **Philomène Fuoco** et **Francisco**
Fuoco et aux enfants mineurs, **Michel Dimambro**,
Antonio Dimambro et **Giovanni Dimambro**,
 issus du mariage de feu **Raffaele Dimambro** et de
 feu **Francesca Giganti**, de la cité et du district
 de Montréal, défendeur, es-qualité.

Un emplacement situé à Montréal dans le quartier Rosemont, ayant front sur la rue Fullum, connu et désigné sous le numéro quatre cent cinquante-cinq de la subdivision du lopin de terre numéro officiel deux cent huit (208-455), sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent cinq pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—avec droit de passage dans une ruelle située en arrière de cet emplacement, tous autres droits y inhérents et avec tous bâtiments dessus érigés comprenant une maison d'un étage et d'un logement avec dépendances, portant le numéro civique 6548 de la dite rue Fullum.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, **OMER LAPIERRE**.
 Montréal, 28 avril, 1930. 2419—18-2
 [Première publication, 3 mai, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **VICTOR MORIN**, no-
 No B-61434. } taire, des cité et dis-
 trict de Montréal, agissant aux présentes en sa
 qualité de seul exécuteur testamentaire de la
 succession de **DAME VALERIE PARADIS**,
 veuve de feu **Onésime Marin**, en son vivant des
 cité et district de Montréal, demandeur es-qual ;
 vs **DAMASE DAOUST**, défendeur.

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **URGEL BRUNET**, plain-
 No. 64514. } tiff ; vs **DAME EUGE-**
NIE OUMET, widow of the late Robert Des-
 chenes, defendant, and **AIME LOZEAU**, curator
 to the surrender.

An Emplacement fronting on Palm street, in the city of Montreal, known and designated under number two hundred and sixty one of the official subdivision of lot number one thousand seven hundred and four (1704-261), on the official plan and book of reference for the parish of Montreal—with all the buildings thereon erected and right of way in common with those having a right thereon in the lane at the rear of the said lot.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the FIFTH day of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$600.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to judgment of Honourable Judge Coderre, dated May 1st., 1930.

Sheriff's office, **OMER LAPIERRE**, Sheriff.
 Montreal, May 1st., 1930. 2418—18-2
 [First publication, May 3rd, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **CHARLES CHAMPA-**
 No. 6470. } **GNE & AL.**, plaintiffs ;
 vs **EMILIO FUOCO**, laborer, personally and in
 his quality of tutor to his minor children **Phi-**
lomene Fuoco and **Francisco Fuoco** and to the
 minor children **Michel Dimambro**, **Antonio**
Dimambro and **Giovanni Dimambro**, issued of the
 marriage of the late **Raffaele Dimambro** and the
 late **Francesca Giganti**, of the city and district
 of Montreal, defendant, es-qualité.

An emplacement situate in Montreal in Rosemont Ward, fronting on Fullum street, known and designated under number four hundred and fifty five of the subdivision of the parcel of land official number two hundred and eight (208-455) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote de la Visitation, measuring twenty five feet in width by one hundred and five feet in depth, more or less, English measure—with right of way in the lane situate in the rear of the said emplacement, any other inherent rights therein and with all the buildings thereon erected, comprising a one story house and one dwelling with dependencies, bearing the civic number 6548 of the said Fullum street.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the FIFTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, **OMER LAPIERRE**, Sheriff.
 Montreal, April 28, 1930. 2420—18-2
 [First publication, May 3rd, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **VICTOR MORIN**, notary,
 No. B-61434 } of the city and district
 of Montreal, acting herein in his quality of sole
 testamentary executor for the estate of **DAME**
VALERIE PARADIS, widow of the late **Onési-**
me Marin, in his lifetime of the city and district
 of Montreal, plaintiff es-qual. vs **DAMASE**
DAOUST, defendant.

Un emplacement ayant front sur le Boulevard Des Ormes, en la dite Cité de Montréal, formé de trois lots de terre portant les numéros deux, trois et quatre (Nos. 2, 3 & 4) de la subdivision du lot numéro deux cent vingt-quatre (224) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet—avec la bâtisse dessus construite portant le No 6500 du Boulevard Des Ormes et le No 530 du Boulevard Gouin Est, comprenant une maison de résidence et un garage pour quatre voitures.

Avec toutes circonstances et dépendances, servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées au dit emplacement.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, le 28 avril 1930. 2421—18-2
[Première publication, le 3 mai, 1930]

An emplacement fronting on Boulevard Des Ormes, in the said city of Montreal, formed of three lots of land bearing numbers two, three and four (Nos. 2, 3 & 4) of the subdivision of lot number two hundred and twenty four (224) on the official plan and book of reference for the parish of Sault au Récollet—with the building thereon erected bearing No. 6500 of Boulevard Des Ormes and No. 530 of Boulevard Gouin East, comprising a residential house and a garage for four cars.

With all the circumstances and dependencies, active and passive servitudes, apparent and occult, attached to the said immovable.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the FIFTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, April 28, 1930. 2422—18-2
[First publication, May 3rd, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } **PAUL LAFLEUR**, pré-
No C-62554. } tre catholique romain,
des cité et district de Montréal, demandeur;
vs ARMAND BEAUDOIN, notaire, des cité
et district de Montréal, défendeur.

Un emplacement situé sur la troisième avenue à Rosemont, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision quatre cent vingt (420) du lot originaire numéro cent soixante-douze (172-420) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation, mesurant vingt-cinq pieds de front par une profondeur de soixante-dix-huit (78) pieds, mesure anglaise et plus ou moins—avec droit de passage dans la ruelle sise en arrière, en commun avec tous autres y ayant droit, et les bâtisses érigées sur le dit lot, avec droit de mitoyenneté dans les murs latéraux.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, le 30 avril, 1930. 2431—18-2
[Première publication, 3 mai, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } **PAUL LAFLEUR**, Roman
No. C-62554. } Catholic priest, of the
city and district of Montreal, plaintiff; vs AR-
MAND BEAUDOIN, notary, of the city and
district of Montreal, defendant.

An emplacement situate on third Avenue at Rosemount, in the city of Montreal, known and designated as being subdivision four hundred and twenty (420) of the primitive lot number one hundred and seventy two (172-420) on the official plan and book of reference for the village of Côte de la Visitation, measuring twenty five feet in front by seventy eight (78) feet in depth, English measure and more or less—with right of way, together with any others entitled thereto, in the lane situate at the rear, and with the buildings thereon erected, with *mitoyen* rights in the lateral walls.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, April 30th, 1930. 2432—18-2
[First publication, 3rd May, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
No F-65338. } **LEO PERREAULT**, LIM-
TEE, corps politique et in-
corporé ayant sa principale place d'affaires dans
les cité et district de Montréal, demanderesse; vs
GUISEPPE PARENTE, des cité et district de
Montréal, défendeur.

Un immeuble situé dans la division d'enregistrement de Montréal, portant le numéro cinquant-soixante-huit, (568) de la subdivision du lot originaire quatre (4) des plan et livre de renvoi officiels de la Côte Saint-Louis—avec bâtisses y érigées, faisant front sur la rue DeLanau dière et portant le numéro civique 6308 de la dite rue, à Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de JUIN prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, le 30 avril 1930.
[Première publication, le 3 mai 1930]
2433—18-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
No. F-65338. } **LEO PERREAULT**, LIM-
TEE, a body politic and
corporate, having its principal place of business
in the City and District of Montreal, Plaintiff; vs
GUISEPPE PARENTE, of the City and Dis-
trict of Montreal, Defendant.

An immovable situate in the registration division of Montreal, bearing number five hundred and sixty eight (568) of the subdivision of the primitive lot four (4) on the official plan and book of reference for Cote Saint Louis—with buildings thereon erected, fronting on de Lanau diere Street and bearing civic number 6308 of the said Street, in Montreal.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the FIFTH day of JUNE next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, April 30th., 1930.
[First publication, May 3rd., 1930]
2434—18-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } S. UBALD DUPRAS,
No F-65360. } J. notaire, de la cité de
Longueuil, dans le district de Montréal, demandeur; vs EDWARD JOHN CARTER, défendeur.

1. Un lot de terre situé à Montréal-sud, dans la paroisse de Longueuil, et connu et désigné sous le numéro cent quatorze (114) de la subdivision officielle du lot original numéro cent cinquante-huit (158-114) plan officiel du livre de références de la dite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans le comté de Chambly; borné en front au sud-ouest par la rue numéro cent cinquante-huit cent trente-sept, (158-137) en arrière au nord-est par le numéro cent cinquante-huit, cent un (158-101), d'un côté au sud-est par le numéro cent cinquante-huit, cent-treize (158-113) de l'autre côté au nord ouest par le numéro cent cinquante-huit, cent quinze (158-115), mesurant quarante-huit pieds (48") de largeur par cent soixante-douze pieds (172") de profondeur; contenant en superficie huit mille deux cent cinquante-six pieds (8,256") mesure anglaise, plus ou moins—avec bâtisses dessus érigées, consistant en une maison en bois, hangar et garage; cette maison faisant front Avenue Mercier et portant le numéro civique 38.

2. Un lot de terre situé à Montréal-Sud, dans la paroisse de Longueuil, et connu et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-dix-neuf (199) de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent cinquante-cinq (155-199), plan officiel du livre de références de la dite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans le comté de Chambly, borné au nord-est par l'avenue Joliette, étant le numéro cent cinquante-cinq, quatre cent cinquante-deux (155-452) au sud-est par le numéro cent cinquante-cinq, cent quatre-vingt-dix-huit (155-198), au sud-ouest par le numéro cent cinquante-cinq, deux cent treize (155-213) et au nord-ouest par le numéro cent cinquante-cinq, deux cent (155-200), mesurant cinquante pieds de largeur sur cent vingt-sept pieds de profondeur, contenant en superficie, six mille trois cent cinquante pieds, mesure anglaise (6,350) plus ou moins.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le QUINZIEME jour de MAI prochain à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.
Montréal, 8 avril 1930. 2035—15-2
[Première publication, 12 avril 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } S. UBALD DUPRAS,
No. F-65360. } J. notary, of the city of
Longueuil, in the district of Montreal, Plaintiff;
vs EDWARD JOHN CARTER, defendant.

1. A lot of land situate in Montreal-South, in the parish of Longueuil, and known and designated under number one hundred and fourteen (114) on the official subdivision of original lot number one hundred and fifty eight (158-114), on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Antoine de Longueuil, in the county of Chambly; bounded in front to the South-west by the street number one hundred and fifty eight, one hundred and thirty seven, (158-137) in the rear to the North-east by number one hundred and fifty eight, one hundred and one (158-101), on one side to the Southeast by number one hundred and fifty eight one hundred and thirteen (158-113) on the other side to the North-West by the number one hundred and fifty eight one hundred and fifteen (158-115), measuring forty eight feet (48") in width by one hundred and seventy two (172") in depth; containing eight thousand two hundred and fifty six feet (8256) in superficies, English measure, more or less—with the buildings thereon erected composed of a wooden house, shed and garage, the said house fronting on Mercier Avenue and bearing civic No. 38.

2. A lot of land situate in Montreal-South, in the parish of Longueuil, and known and designated under number one hundred and ninety nine (199), on the official subdivision of original lot number one hundred and fifty five (155-199), on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Antoine de Longueuil, in the county of Chambly, bounded on the Northeast by Joliette Avenue, being number one hundred and fifty five, four hundred and fifty two (155-452), on the Southeast by number one hundred and fifty five, one hundred and ninety eight (155-198) on the Southwest by number one hundred and fifty five, two hundred and thirteen (155-213) and on the Northwest by number one hundred and fifty five, two hundred (155-200), measuring fifty feet in width by one hundred and twenty seven in depth, containing six thousand three hundred and fifty feet (6350) in superficies, English measure, more or less.

To be sold at the Registry Office of the county Chambly, at Longueuil, the FIFTEENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 8, 1930. 2036—15-2
[First publication, April 12th, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME MARIE-LOUISE
No 64402. } JULIEN, épouse contractuellement séparée de biens de Rosario Destroismaisons, bourgeois, des cité et district de Montréal, et ce dernier partie aux présentes pour y autoriser sa dite épouse, demanderesse; vs ERNEST SERGERIE ET DAME DELIMA ST-LAURENT, veuve de Norbert Sergerie, tous deux des cité et district de Montréal, cette dernière tant personnellement que comme légataire universelle de son défunt mari Norbert Sergerie, défendeurs.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } DAME MARIE LOUISE
No. 64402. } JULIEN, wife separated as to property by marriage contract of Rosario Destroismaisons, gentleman, of the city and district of Montreal, and the latter for the purposes hereof to authorize his wife, plaintiff; vs ERNEST SERGERIE and DAME DELIMA ST-LAURENT, widow of Norbert Sergerie, both of the city and district of Montreal, the latter both personally and as universal legatee of her deceased husband Norbert Sergerie, defendants.

Comme appartenant à Dame N. Sergerie:

Deux lots de terre situés dans la cité de Montréal, quartier Mercier, connus et désignés sous les numéros quatre cent deux et quatre cent trois de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent quatre (404-402 & 403) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, bornés en front par la rue Paul Pau, mesurant, le dit lot numéro quatre cent deux, vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-onze pieds et quatre pouces de profondeur dans une ligne, et quatre-vingt-onze pieds et six pouces dans l'autre, et le dit lot numéro quatre cent trois, vingt-cinq pieds de largeur, par quatre-vingt-onze pieds et deux pouces de profondeur dans une ligne et quatre-vingt-onze pieds et quatre pouces dans l'autre, le tout plus ou moins, mesure anglaise—avec droit de passage en commun avec les autres y ayant droit dans la ruelle en arrière desdits lots, aux conditions ordinaires d'entretien et sans pouvoir l'obstruer et avec les maisons et bâtisses dessus construites.

Comme appartenant à Ernest Sergerie:

Deux lots de terre situés en la cité de Montréal, quartier Mercier, connus et désignés sous les numéros quatre cent quatre et quatre cent cinq de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent quatre (404-404 & 405) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, bornés en front par la rue Paul Pau, et mesurant, le dit numéro quatre cent quatre, vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-onze pieds de profondeur dans une ligne, et quatre-vingt-onze pieds et deux pouces dans l'autre, et le dit numéro quatre cent cinq, vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds et dix pouces de profondeur dans une ligne et quatre-vingt-onze pieds dans l'autre, le tout plus ou moins, mesure anglaise—avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit dans la ruelle située en arrière desdits lots, aux conditions ordinaires d'entretien et sans pouvoir l'obstruer et avec bâtisses actuellement érigées et en construction.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de mai prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, le 8 avril 1930. OMER LAPIERRE.
2037—15-2
[Première publication, 12 avril, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME AZILDA POI-
No A-54453. } TRAS, des cité et
district de Montréal, épouse contractuellement
séparée de biens de Victor Mayer, forgeron, du
même lieu, et dûment autorisée en justice aux fins
des présentes, demanderesse; VICTOR MAYER,
forgeron, des cité et district de Montréal, défendeur.

Un lot de terre situé à Montréal—avec bâtisses y érigées, ayant front sur la rue Parthenais, connu et désigné sous le numéro soixante et onze de la subdivision officielle du lot originaire numéro onze (11-71) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation; à distraire cependant du dit lot une lisière de terrain de douze pieds et demi de profondeur par toute la largeur du dit lot, qui est de vingt-cinq pieds à être prise sur le front du dit lot, laissant à la partie du lot susdit vingt-cinq pieds de largeur par cent quarante-deux pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise. Avec droit de passage en commun avec ceux qui y ont droit, dans la ruelle en arrière, aux charges d'en-

As belonging to Dame N. Sergerie:

Two lots of land situate in the city of Montreal, Mercier ward, known and designated under numbers four hundred and two and four hundred and three of the official subdivision of lot number four hundred and four (404-402 & 403) on the official plan and book of reference for the parish of Longue-Pointe, bounded in front by Paul Pau street, said lot number four hundred and two measuring twenty five feet in width by ninety one feet and four inches in depth in one line, and ninety one feet and six inches in the other line, and said lot number four hundred and three, twenty five feet in width by ninety one feet and two inches in depth in one line and ninety one feet and four inches in the other, the whole more or less, English measure—with right of way in common with others entitled thereto, in the lane at the rear of the said lots, on the usual maintenance conditions and without power to obstruct the same and with the houses and buildings thereon erected.

As belonging to Ernest Sergerie:

Two lots of land situate in the city of Montreal, Mercier Ward, known and designated under numbers four hundred and four and four hundred and five of the official subdivision of lot number four hundred and four (404-404 & 405) on the official plan and book of reference for the parish of Longue-Pointe, bounded in front by Paul Pau street, and measuring, the said number four hundred and four, twenty five feet in width by ninety one feet in depth in one line, and ninety one feet and two inches in the other, and the said number four hundred and five, twenty five feet in width by ninety feet and ten inches in depth in one line, and ninety one feet in the other, the whole more or less, English measure—with the right of way in common with others having a right thereto in the lane situate at the rear of the said lots, subject to the ordinary conditions of maintenance and without power to obstruct same and with buildings actually erected and under construction.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE,
Montréal, April 8, 1930. Sheriff.
2038—15-2
[First publication, April 12th, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME AZILDA POI-
No. A-54453. } TRAS, of the city and
district of Montreal, wife separated as to property by marriage contract of Victor Mayer, blacksmith, of the same place, and duly authorized to *ester en justice* for the purposes hereof, plaintiff; vs VICTOR MAYER, blacksmith, of the city and district of Montreal, defendant.

A lot of land situate in Montreal—with buildings thereon erected, fronting on Parthenais street, known and designated under number seventy one of the official subdivision of original lot number eleven (11-71) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte de la Visitation; to be deducted however from said lot a strip of land of twelve feet and a half in depth by the whole width of said lot, which is of twenty five feet to be taken on the front of said lot, leaving to the part of the aforesaid lot twenty five feet in width by one hundred and forty two feet in depth, more or less, English measure. With right of way in common with those having right thereto, in the lane at the rear,

tretien. La partie du dit lot réservée a été cédée à la Cité de Montréal pour l'élargissement de la rue Parthenais.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 8 avril, 1930. 2039—15-2
[Première publication, 12 avril, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA MUNICIPALITE
No B-49770. } DE LA VILLE DE
DORION, corps politique et incorporé, dûment
incorporé, et ayant son bureau chef et principale
place d'affaires à Dorion, dans le district de
Montréal, comté de Vaudreuil, dans la Province
de Québec, et la COMMISSION DES ECOLES
PROTESTANTES de la Municipalité de Dorion
et Ile Cadieux, corps politique et incorporé, dûment
incorporé et ayant son bureau chef et
principale place d'affaires à Dorion, dans le district
de Montréal, comté de Vaudreuil, dans la
Province de Québec, demanderesse; vs DAME
EDNA-G. DUNCAN, autrefois de la ville de
Dorion, maintenant de lieux inconnus, défenderesse.

Les lots de terre portant les numéros 229, 231, et 232 sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la paroisse de Vaudreuil, faisant maintenant partie de la municipalité de la ville de Dorion, dans le comté de Vaudreuil, district de Montréal, Province de Québec, les dits immeubles faisant intersection des rues Harwood et Saint-Robert, dans la dite municipalité de la ville de Dorion.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Vaudreuil, à Vaudreuil, le QUINZIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 8 avril 1930. 2041—15-2
[Première publication, le 12 avril 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } MARIE SOPHIE CHAP-
No E-64205. } DELAINE, fille majeure,
des cité et district de Montréal, demanderesse; vs ROLAND CHARTIER, hôtelier, de Saint-Sauveur des Monts, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Moreau, en la cité de Montréal, de la contenance de quarante-huit pieds de largeur par cent cinquante pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, connu et désigné sous le numéro cent soixante-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt (80-163) aux plan et livre de renvoi officiels du Village incorporé d'Hochelaga, avec droit de passage en commun dans la ruelle en arrière, connue sous le numéro 80-196, des susdits plan et livre de renvoi officiels—avec toutes les bâtisses érigées sur le susdit emplacement, notamment les maisons portant les numéros civiques 2338 à 2354 de la dite rue Moreau et autres bâtisses et dépendances dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 9 avril, 1930. 2063—15-2
[Première publication, 12 avril, 1930]

subject to the charges of maintenance. The part of the said reserved lot has been ceded to the city of Montreal for the widening of Parthenais street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FIFTEENTH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 8, 1930. 2040—15-2
[First publication, April 12th, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE MUNICIPALITY
No. B-49770. } OF THE TOWN OF
DORION, a body politic and corporate, duly
incorporated, and having its head office and principal
place of business at Dorion, in the district
of Montreal, county of Vaudreuil, in the Province
of Quebec, and the PROTESTANT SCHOOL
COMMISSION for the municipality of Dorion
and Ile Cadieux, a body politic and corporate,
duly incorporated and having its head office and
principal place of business at Dorion, in the district
of Montreal, county of Vaudreuil, in the
Province of Quebec, plaintiff; vs DAME EDNA
G. DUNCAN, formerly of the town of Dorion,
now of parts unknown, defendant.

The lots of land bearing numbers 229, 231 and 232 on the official plan and book of reference for the parish of Vaudreuil, forming now part of the Municipality of the town of Dorion, in the county of Vaudreuil, district of Montreal, Province of Quebec, the said immovables forming the intersection of Harwood and St. Robert Streets, in the said municipality of the town of Dorion.

To be sold at the registration office for the county of Vaudreuil, at Vaudreuil, on the FIFTEENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, April 8, 1930. 2042—15-2
[First publication, April 12, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } MARIE SOPHIE CHAP-
No. E-64205. } DELAINE, spinster,
of the city and district of Montreal, plaintiff; vs ROLAND CHARTIER hotelkeeper, of Saint Sauveur des Monts, defendant.

An emplacement fronting on Moreau street, in the city of Montreal, containing forty eight feet in width by one hundred and fifty feet in depth, English measure and more or less, known and designated under number one hundred and sixty three of the official subdivision of primitive lot number eighty (80-163), on the official plan and book of reference for the incorporated village of Hochelaga, with right of way in common in the lane at the rear, known under number 80-196, on the aforesaid official plan and book of reference—with all the buildings erected on the said emplacement, principally the houses bearing the civic numbers 2338 to 2354 of the said Moreau street and the other buildings and dependencies thereon erected.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 9, 1930. 2064—15-2
[First publication, April 12th, 1930]

PONTIAC

PONTIAC

Cour Supérieure.—District de Pontiac.

Province de Québec, } **WILLIAM BOUR-**
District de Pontiac, } **DEAU,** deman-
No 3597. } deur; vs **ALBERT VIN-**
CENT, défendeur.

Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Guigues, comme étant le lot No 8, dans le huitième rang du dit canton Guigues, dans le comté de Témiscamingue, et le district de Pontiac—avec les bâtisses et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Isidore de Laverlochère, dans le comté de Témiscamingue, Qué., le TREIZIEME jour de MAI 1930, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, **BERNARD-J. SLOAN.**
Campbell's Bay, Qué., le 7 avril 1930.
[Première publication, le 12 avril 1930]
2043—15-2

Cour Supérieure.—District de Pontiac.

Province de Québec, } **DAME VVE H. CLOU-**
District de Pontiac, } **TIER,** demande-
No 3576. } resse; vs **J. BELAND,**
défendeur.

Une terre située en la paroisse de Nédélec, dans le comté de Témiscamingue et le district de Pontiac, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Nédélec sous No 501—avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis de Nédélec, dans le comté de Témiscamingue, Qué., le QUATORZIEME jour de MAI 1930, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, **BERNARD-J. SLOAN.**
Campbell's Bay, Qué., le 7 avril, 1930.
[Première publication, 12 avril, 1930]
2045—15-2

Superior Court.—District of Pontiac.

Province of Quebec, } **WILLIAM BOUR-**
District of Pontiac, } **DEAU,** Plaintiff;
No. 3597. } vs **ALBERT VINCENT,**
defendant.

The lot of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the township of Guigues, as being lot No. 8, in the eighth range of the said township of Guigues, in the county of Temiscamingue and the district of Pontiac—with the buildings and appurtenances thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of St. Isidore de Laverlochère, in the county of Temiscamingue, Que., the THIRTEENTH day of MAY, 1930, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,
Sheriff's office, **Sheriff.**
Campbell's Bay, Que., April 7, 1930.
[First publication, April 12, 1930]
2044—15-2

Superior Court.—District of Pontiac.

Province of Quebec, } **DAME WIDOW H.**
District of Pontiac, } **CLOUTIER,** plain-
No. 3576. } tiff; vs **J. BELAND,**
defendant.

A farm situate in the parish of Nédélec, in the county of Temiscamingue and the district of Pontiac, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the township of Nédélec, under No. 501—with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Louis de Nédélec, in the county of Temiscamingue, Que., the FOURTEENTH day of MAY, 1930, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,
Sheriff's Office, **Sheriff.**
Campbell's Bay, Que., April 7, 1930.
[First publication, April 12th, 1930]
2046—15-2

QUÉBEC

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **JAMES BISSET & CO.,**
No 14760. } raison sociale de F.-P.
Bisset, agent manufacturier, en la cité de Québec; contre **EMILE GINGRAS,** menuisier, tant pour lui-même que pour autoriser son épouse, **Dame MARIE-LOUISE GAGNON,** épouse du dit Gingras, tous deux de la cité de Québec, à savoir:

Le lot No 910 (neuf cent dix) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Bagot,—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente foncière annuelle de \$5.00 payable le 29 septembre de chaque année à Edouard Picher, pour la succession Boisseau.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-TROISIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. (Heure Solai-

Le shérif,
Bureau du shérif, **CLEOPHAS BLOUIN.**
Québec, 17 avril 1930. 2225—16-2
[Première publication, le 19 avril 1930]
[Deuxième publication, le 3 mai 1930]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } **JAMES BISSET & CO.,** firm
No. 14760. } name of F. P. Bisset, manu-
facturing agent, in the city of Québec; against **EMILE GINGRAS,** cabinet maker, both as to himself and to authorize his wife, **DAME MARIE LOUISE GAGNON,** wife of the said Gingras, both of the city of Québec, to wit:

Lot No. 910 (nine hundred and ten) on the official cadastre for the parish of St. Sauveur de Québec, being an emplacement situate on Bagot Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual ground rent of \$5.00 payable on the 29th of September of each year to Edouard Picher, for the Boisseau estate.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWENTY THIRD day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard Time)

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office, **Sheriff.**
Québec April 17, 1930. 2226—16-2
[First publication, April 19, 1930]
[Second publication, May 3, 1930]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **JEAN COTÉ**, culti-
 District de Roberval, } vateur, de Sainte-
 No 6845. } Croix, district de
 Roberval, demandeur; vs **GAUDIOSE POTVIN**,
 de Saint-Jérôme, district de Roberval, défendeur.

A savoir:

1. Un terrain faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-quinze (No 95), du rang sud, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Caron, mesurant environ cent quatre-vingts pieds de front sur cent quatre-vingts pieds de profondeur; borné au sud au chemin public, à l'ouest et au nord au lot de terre de Edgar Girard et Joseph Boudreault, à l'est au terrain de Gaudiose Potvin—avec ensemble la tannerie dessus construite et dépendances.

2. Un terrain mesurant quatre-vingt-dix pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-quinze (No 95), du rang sud, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Caron—avec la maison dessus construite et dépendances; lequel terrain est borné en front vers le sud au chemin public, en arrière vers le nord et par le côté est au terrain de Joseph Boudreault et Edgar Girard, et par le côté ouest au terrain de la tannerie ci-dessus décrit au paragraphe précédent.

Pour être vendus séparément à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jérôme, (Métabetchouan), MARDI, le TREIZIEME jour de MAI prochain (1930), à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
 Roberval, le 8 avril 1930. **GEO. LEVESQUE.**
 [Première publication, le 12 avril 1930] 2055—15-2

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **GEORGES PERRON**
 District de Roberval, } de Saint-Jérôme,
 No 5397. } marchand, demandeur;
 vs **JEAN-BAPTISTE TREMBLAY**, du même
 endroit, industriel, défendeur, à savoir:

1. Un terrain ou emplacement de forme irrégulière, contenant environ cinquante perches en superficie, borné en front vers le nord-est au chemin public, en arrière vers le sud-ouest au pied de la première côte, du côté sud-est au lot numéro quarante-cinq-D, et du côté nord-ouest au terrain de Xavier Gaudreau, lequel terrain est le tiers est environ de l'immeuble connu et désigné sous le numéro quarante-six-G, (½ E. 46-G), aux plan et livre de renvoi officiels du premier rang du canton Caron—avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Un terrain de forme irrégulière contenant environ trois acres en superficie, plus ou moins, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro quarante-cinq-A, (Ptie 45A), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du premier rang du canton Caron, borné en front vers le nord au rang sud du dit canton, en arrière vers le sud par la Rivière Kouspéganish, joignant par le côté est le lot numéro quarante-quatre-A, et par le côté ouest le lot numéro quarante-cinq-G, du dit premier rang du susdit canton Caron—avec

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **JEAN COTE**, farmer,
 District of Roberval, } of Ste. Croix, district
 No. 6845. } of Roberval, plaintiff;
 vs **GAUDIOSE POTVIN**, of St. Jérôme, district
 of Roberval, defendant.

To wit:

1. A lot of land forming part of that lot of land known and designated under number ninety five (No. 95), in the South range, on the official cadastral plan and book of reference for the township of Caron, measuring about one hundred and eighty feet in front by one hundred and eighty feet in depth; bounded on the South by the public road, on the West and North by the lot of land of Edgar Girard and Joseph Boudreault, on the East by the land of Gaudiose Potvin—together with the tannery thereon erected and dependencies.

2. A lot of land measuring ninety feet in front by ninety feet in depth, forming part of that lot of land known and designated under number ninety five (No. 95) in the South range, on the official cadastral plan and book of reference for the township of Caron—with the house thereon erected and dependencies; such lot of land being bounded in front towards the South by the public road, at the rear towards the North and on the East side by the land of Joseph Boudreault and Edgar Girard, and on the West side by the land of the tannery hereinabove described in the preceding paragraph.

To be sold separately, at the church door of the parish of St. Jerome, (Metabetchouan), on TUESDAY, the THIRTEENTH day of MAY next, (1930), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, **GEO. LEVESQUE,** Sheriff.
 Roberval, April 8, 1930. 2056—15-2
 [First publication, April 12, 1930]

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **GEORGES PERRON**,
 District of Roberval, } of St. Jerome, mer-
 No. 5397. } chant, plaintiff; vs
JEAN-BAPTISTE TREMBLAY, of the same
 place, manufacturer, defendant, to wit:

1. A lot of land or emplacement of irregular outline, containing about fifty perches in area, and bounded in front towards the Northeast by the public road, in the rear towards the Southwest by the foot of the first hill, on the Southeast side by lot number forty five-D, and on the Northwest side by the land of Xavier Gaudreau, which land is about the East third of the immovable known and designated under number forty six-G (½ E. 46G), on the official plan and book of reference for the first range of the township Caron—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A lot of land of irregular outline containing about three acres in area, more or less, forming part of the lot of land known and designated under number forty five-A (Pt. 45A), on the official cadastral plan and book of reference for the first range of the township Caron; bounded on the front towards the North by the South range of the said township, in the rear towards the South by the river Kouspéganish, adjoining on the East side lot number forty four-A, and on the West side lot number forty five-G, of the said

toutes les bâties dessus construites, circonstances et dépendances, et,

3. Les lots de terre connus et désignés sous les numéros quarante-cinq-C, et quarante-cinq-D (45C et 45D) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le premier rang du susdit canton Caron—avec toutes les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Cependant sauf à distraire des lots numéros quarante-cinq-C, (45C) et quarante-cinq-D (45D) l'emplacement appartenant aux représentants de Dame Joseph-Armand Tremblay, mesurant cent vingt pieds de front par quarante-cinq pieds de profondeur, lequel emplacement se trouve borné en front vers le nord au chemin public, en arrière vers le sud au résidu des lots numéros quarante-cinq-C et quarante-cinq-D, vers l'est à cinquante pieds du solage existant au résidu du dit lot quarante-cinq-C, et à l'ouest à cinquante pieds du dit solage ou résidu du dit lot quarante-cinq-D.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jérôme, (Métabetchouan), MARDI, le TREIZIEME jour de MAI prochain, (1930), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, le 8 avril 1930. 2057—15-2
[Première publication, le 12 avril 1930]

first range of the aforesaid township Caron—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and,

3. The lots of land known and designated under numbers forty five-C and forty five-D (45C and 45D), on the official cadastral plan and book of reference for the first range of the aforesaid township Caron—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

However, save to be withdrawn from lots numbers forty five-C (45C), and forty five-D (45D) the emplacement belonging to the representatives of Dame Joseph Armand Tremblay, measuring one hundred and twenty feet in front by forty five feet in depth, which emplacement is bounded in front towards the North by the public road, in the rear towards the South by the residue of lots numbers forty five-C, and forty five-D, towards the East at fifty feet from the existing foundation or residue of the said lot forty five-C, and on the West at fifty feet from the said foundation or residue of the said lot forty five-D.

To be sold in block, at the church door of the parish of St. Jerome, (Métabetchouan), on TUESDAY, the THIRTEENTH day of MAY next, (1930), at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, April 8, 1930. 2058—15-2
[First publication, April 12, 1930]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour du Magistrat.—District de Saint-François.

No 281. } F. CHARLES GOODE-
NOUGH, du canton de Bury, dans le district de Saint-François, demandeur; contre EVAN SMITH, du canton de Newport, et JIM BILL, de la ville de Cookshire, dans le dit district, défendeurs, et DAME GRACE BUCK, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, veuve de feu James Marlin, en son vivant du canton de Newport, dans le district de Saint-François, Tiers-saisi:

Saisies comme appartenant au dit Tiers-Saisi: Ces certaines étendues ou parcelles de terres sises et étant situées dans le dit canton de Newport, connues aux plan et livre de renvoi du cadastre du dit canton, comme étant les lots numéros seize-C et seize-D (16-C—16-D) dans le septième (7) rang du dit canton; contenant cinquante acres de superficie, plus ou moins, chacun—avec ensemble toutes les bâties, dépendances et améliorations dessus construites et érigées.

Pour être vendues, suivant une Ordonnance de la dite Cour, au Bureau d'Enregistrement en la ville de Cookshire, dit district, MARDI, le TREIZIEME jour du mois de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, ce 7 avril 1930.
[Première publication, le 12 avril 1930]
2027—15-2

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Magistrate's Court.—District of Saint Francis.

No. 281. } F. CHARLES GOODE-
NOUGH, of the Township of Bury, in the District of Saint Francis, Plaintiff; against EVAN SMITH, of the Township of Newport, and JIM BILL, of the Town of Cookshire, in said District, Defendants, and DAME GRACE BUCK, of the City of Sherbrooke, in the District of Saint Francis, widow of the late James Marlin, in his lifetime of the Township of Newport, in the District of Saint Francis, Garnishee.

Seized as belonging to the said Garnishee: Those certain tracts or parcels of land lying and being situated in the said Township of Newport, known on the cadastral plan and in the book of Reference of the said Township as being the lots numbers Sixteen-C and Sixteen-D (16-C—16-D) in the Seventh (7) Range of said Township, containing fifty acres in superficies, more or less, each—together with all the buildings, betterments and improvements thereon made and erected.

To be sold, pursuant to an Order of the said Court, at the Registry Office, in the Town of Cookshire, said District, on TUESDAY, the THIRTEENTH day of the month of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

C. E. THERRIEN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, April 7th., 1930.
[First publication, April 12th., 1930]
2028—15-2

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada
Province de Québec,
District de Terrebonne,
No 2579. } **DONAT URBAIN,**
de Sainte-Thérèse, demandeur es-
qualité; vs ASSOCIA-
TION DUCHARME, de la ville de Sainte-
Thérèse, défenderesse.

Comme appartenant à la dite défenderesse, les immeubles suivants, savoir:

a. Un emplacement situé au village de Sainte-Thérèse de Blainville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Sainte-Thérèse de Blainville, sous le numéro cent trente-quatre (134)—avec dépendances dessus érigées;

b. Un autre terrain situé au village de Sainte-Thérèse de Blainville, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cent trente-cinq (135) aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Sainte-Thérèse; renfermé dans les limites suivantes: borné vers le sud-ouest par le numéro cent trente-quatre ci-dessus décrit, vers le nord, la rivière aux Chiens, vers l'est, partie par le côté ouest de l'emplacement vendu à Antonio Forget, étant partie du dit numéro 135, et partie par la continuation en ligne droite jusqu'à la Rivière aux Chiens, et la ligne ouest du dit emplacement d'Antonio Forget—avec dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale catholique dans la ville de Sainte-Thérèse de Blainville, dit district, le QUATRIÈME jour de JUIN, mil neuf cent trente, à DEUX heures de l'après-midi (heure solaire).

Bureau du shérif,
St-Jérôme, le 29 avril, 1930.
[Première publication, le 3 mai, 1930]

Le shérif,
J.-W. CYR.
2423—18-2

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada
Province of Quebec,
District of Terrebonne,
No. 2579. } **DONAT URBAIN,**
of Sainte-Thérèse, plaintiff es-
qualité; vs ASSOCIA-
TION DUCHARME, of the town of Sainte-
Thérèse, defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovables, to wit:

a. An emplacement situate in the village of Sainte Thérèse de Blainville, known and designated on the official plan and book of reference for the village of Sainte Thérèse de Blainville, under number one hundred and thirty four (134)—with dependencies thereon erected.

b. Another lot of land situate in the village of Sainte Thérèse de Blainville, known and designated as forming part of lot number one hundred and thirty five (135) on the official plan and book of reference for the said village of Sainte Thérèse; enclosed within the following boundaries: bounded towards the Southwest by number one hundred and thirty four hereabove described, towards the North by the river Aux Chiens, towards the East partly by the West side of the emplacement sold to Antonio Forget, being part of the said number 135, and partly by the continuation in straight line to the river Aux Chiens, and the West line of the said emplacement of Antonio Forget—with dependencies.

To be sold at the Catholic parochial church door of the town of Sainte Thérèse de Blainville, said district, on the FOURTH day of JUNE, nineteen hundred and thirty, at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time).

J. W. CYR,
Sheriff.
Saint Jérôme, the 29th of April, 1930.
2424—18-2
[First publication, May 3rd, 1930]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } **PAUL BRUNEAU**
No 779 (1929). } ET AL., deman-
deurs; vs ONESIME CHAREST ET AL., défen-
deurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs, savoir:

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Stanislas, sur le côté est de la rivière Batiscan, de cinq arpents de front, sur environ vingt arpents de profondeur, prenant son front par devant à la rivière Batiscan, se terminant en profondeur aux terres du deuxième rang, joignant du côté nord aux représentants de feu Joseph Germain, et du côté sud à veuve Adolphe Lebœuf, —avec une maison, grange, étable et autres bâties dessus construites; laquelle terre est connue et désignée sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la dite paroisse de Saint-Stanislas, sous le numéro six cent soixante et quinze (No 675) circonstances et dépendances.

2. Une terre située en la paroisse de Saint-Stanislas, sur le côté est de la rivière Batiscan, de la contenance de trois arpents de largeur sur vingt

TROIS RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Trois-Rivières.

Trois-Rivières, to wit: } **PAUL BRUNEAU,**
No. 779 (1929). } ET AL., plaintiffs;
vs ONESIME CHAREST ET AL., defendants.

As belonging to the said defendants, to wit:

1. A farm situate in the parish of Saint Stanislas, on the East side of the Batiscan river, of five arpents in front by about twenty arpents in depth fronting on the river Batiscan; terminating in depth at the farms of the second range, adjoining on the North side the representatives of the late Joseph Ge-main and on the South side the widow Adolphe Lebœuf—with a house, barn, stable and other buildings thereon erected; which farm is known and designated on the official plan and book of reference for the registration cadastre for the said parish of Saint Stanislas, under number six hundred and seventy five (No. 675), circumstances and dependencies.

2. A farm situate in the parish of Saint Stanislas, on the East side of the Batiscan river, containing three arpents in width by twenty arpents

arpents de longueur, connue et désignée sous le numéro six cent soixante et seize (No 676) sur les plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Stanislas.

3. Une terre située au même lieu de la paroisse de Saint-Stanislas, de la contenance de un arpent et demi de largeur sur la longueur de vingt arpents, connue et désignée sous le numéro six cent soixante et dix-sept (No 677) sur les plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Stanislas.

4. Une pointe de terre située au même lieu de la paroisse de Saint-Stanislas, de la contenance de quatre arpents en superficie environ, détachée des lots six cent soixante et dix-huit et six cent soixante et dix-neuf (P. 678 et 679) sur les plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Stanislas, et comprise dans les bornes suivantes: en front à la rivière Batiscau, en profondeur à la ligne du chemin de fer Canadien National;

5. Trois lots de terre situés en la paroisse de Saint-Stanislas, étant les continuations, lesquels lots sont connus et désignés sous les numéros sept cent quarante-sept, sept cent quarante-huit et sept cent quarante-neuf (Nos 747, 748 et 749) sur les plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Stanislas—avec ensemble un campement dessus construit.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Stanislas, dans le comté de Champlain, le QUATRIÈME jour de JUIN prochain, 1930, à DIX heures du matin (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 29 avril, 1930. 2425—18-2
[Première publication, 3 mai 1930]

in length, known and designated under number six hundred and seventy six (No. 676) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Stanislas.

3. A farm situate at the same place in the parish of Saint Stanislas, containing one and one half arpent in width by twenty arpents in length, known and designated under number six hundred and seventy seven (No. 677) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Stanislas.

4. A point of land situate at the same place in the parish of Saint Stanislas, containing four arpents in area, about, detached from lots six hundred and seventy eight and six hundred and seventy nine (P. 678 and 679) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Stanislas, and comprised within the following boundaries: in front by the Batiscau river, in depth by the Canadian National Railway line;

5. Three lots of land situate in the parish of Saint Stanislas being continuations, which lots of land are known and designated under numbers seven hundred and forty seven, seven hundred and forty eight and seven hundred and forty nine (Nos. 747, 748 and 749) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Stanislas—together with a camp thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Stanislas, in the county of Champlain, on the FOURTH day of JUNE next, 1930, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

PHI.-L. LASSONDE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, April 29, 1930. 2426—18-2
[First publication, May 3rd, 1930]

Proclamation

Canada,
Province of H. G. CARROLL.
Quebec.
[L.S.]

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au-delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que l'Honorable Ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries de Notre Province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions des Statuts Refondus de Québec, 1925, chapitre 261, article 2, un plan d'une partie du cadastre de la cité d'Arvida, comté de Chicoutimi, comprenant les lots numéros 47, 2860, 3000, 3759 à 4191, 7418 à 7424, 7619 à 7830, 7974 à 8017, 8050, 10525, 13239, du bloc A du canton de Jonquière, et les lots numéros 75, 76, 1760, 1770, 4400, 5600, 10876 à 11045, 11375, 12000, 12001, du Bloc B de la paroisse de Chicoutimi, compris dans la division d'enregistrement de Chicoutimi, lequel plan fait maintenant partie des archives de son bureau;

ATTENDU qu'une copie du dit plan a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de

Proclamation

Canada,
Province of H. G. CARROLL.
Quebec.
[L.S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS the Honourable the Minister of Colonization, Game and Fisheries of Our Province of Quebec, has caused to be prepared, under his superintendence, pursuant to the provisions of the Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 261, article 2, a plan of a part of the cadastre of the city of Arvida, county of Chicoutimi, comprising lots numbers 47, 2860, 3000, 3759 to 4191, 7418 to 7424, 7619 to 7830, 7974 to 8017, 8050, 10525, 13239, of Block A of the township of Jonquière, and lots numbers 75, 76, 1760, 1770, 4400, 5600, 10876 to 11045, 11375, 12000, 12001, of Block B of the parish of Chicoutimi, comprised in the registration division of Chicoutimi, which plan now forms part of the archives of his office;

WHEREAS a copy of the said plan has been deposited in the office of the registration division

Chicoutimi, avec une copie du livre de renvoi énonçant ce qui suit, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code Civil de Notre Province de Québec, savoir:

1. Une description générale de chaque lot de terre sur le plan;

2. Le nom du propriétaire de chaque lot autant qu'il est possible de s'en assurer;

3. Toutes remarques nécessaires pour faire comprendre le plan;

Chaque lot de terre sur le plan y est indiqué par un numéro d'une seule série qui est inscrit dans le livre de renvoi pour y désigner le même lot;

Et vu les dispositions des articles 2168 et suivants du Code Civil de Notre Province;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif,

Nous donnons avis du dépôt, au bureau de la division d'enregistrement de Chicoutimi, des plan et livre de renvoi préparés tel que susdit pour une partie du cadastre de la cité d'Arvida, comté de Chicoutimi, comprenant les lots numéros 47, 2860, 3000, 3759 à 4191, 7418 à 7424, 7619 à 7830, 7974 à 8017, 8050, 10525, 13239, du Bloc A du canton de Jonquière, et les lots numéros 75, 76, 1760, 1770, 4400, 5600, 10876 à 11045, 11375, 12000, 12001, du Bloc B de la paroisse de Chicoutimi, et,

Nous fixons au dixième jour de mai 1930, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 C. C., deviendront en force, dans la division d'enregistrement de Chicoutimi, relativement au territoire désigné ci-dessus, et

Nous invitons toutes personnes intéressées, à peine de perdre la priorité conférée par le Code Civil de Notre Province, à renouveler, dans les deux ans qui suivent le dixième jour de mai, 1930, date fixée par la présente proclamation, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans le dit territoire, tel enregistrement devant être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168 C. C., en observant les autres formalités prescrites en l'article 2131 C. C., pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau du Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HENRY GEORGE CARROLL, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de QUEBEC, de Notre Province de QUEBEC, ce VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL, en l'année mil neuf cent trente de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2391 ALEXANDRE DESMEULES.

of Chicoutimi, with a copy of the book of reference setting forth the following, in conformity with the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec, to wit:

1. A general description of each lot of land shown upon the plan;

2. The name of the owner of each lot, so far as it can be ascertained;

3. All remarks necessary to the right understanding of the plan;

Each lot of land is shown on the plan by a single serial number which is inscribed in the book of reference to designate the same lot;

And considering the provisions of articles 2168 and following of the Civil Code of Our Province;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council,

We give notice of the filing in the office of the registration division of Chicoutimi, of the plan and book of reference prepared such as aforesaid for a part of the cadastre of the city of Arvida, county of Chicoutimi, comprising lots numbers 47, 2860, 3000, 3759 to 4191, 7418 to 7424, 7619 to 7830, 7974 to 8017, 8050, 10525, 13239 of Block A of the township of Jonquière, and lots numbers 75, 76, 1760, 1770, 4400, 5600, 10876 to 11045, 11375, 12000, 12001, of Block B of the parish of Chicoutimi.

We fix on the tenth day of May, 1930, as the day on which the provisions of article 2168 C. C., shall come into force in the registration division of Chicoutimi, respecting the territory hereabove designated, and

We call upon all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province, to renew, within the two years following the tenth day of May, 1930, the date fixed by the present proclamation, the registration of any real right on any lot of land comprised in the said territory, such registration to be renewed by transcribing, in a register kept for that purpose, a notice designating the immovable affected, in the manner prescribed in article 2168, C. C., upon observing the other formalities prescribed in article 2131, C. C., for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HENRY GEORGE CARROLL, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, in Our said Province, this TWENTY EIGHTH day of APRIL, 1930, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

ALEXANDRE DESMEULES,
2392 Acting Assistant Provincial Secretary.

Avis divers

Miscellaneous Notices

"LES CONFECTIONS SAGUENAY, LIMITEE.—THE SAGUENAY GARMENTS, LIMITED".

Extrait du Règlement No 10.

Les affaires de cette compagnie seront administrées par un bureau composé de sept directeurs. Douzième jour d'avril, 1930.

2445 Le secrétaire,
W.-J. GILMORE.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM
DES FEMMES

ORDONNANCE No 8

Concernant les jeunes filles et femmes employées

dans les manufactures d'habillements pour femmes, hommes et garçons DE LA VILLE ET L'ILE DE MONTRÉAL et un rayon de 10 milles autour de l'île de Montréal.

(1) MINIMA:—Aucun salaire par semaine ne sera inférieur à ceux mentionnés ci-dessous:

OUVRIÈRES EXPÉRIMENTÉES

Après 24 mois d'expérience dans le métier, aucune ouvrière ne sera payée moins de \$12.50

APPRENTIES

Commencantes, pas moins de.....	\$ 7.00
Après 6 mois d'expérience.....	8.00
" 12 " "	9.50
" 18 " "	11.00

(2) HEURES DE TRAVAIL:—La période de travail à laquelle ces minima de salaire s'appliqueront sera de 44 heures par semaine.

a. Tout travail fait en plus de la période de travail plus haut mentionnée sera considéré comme temps supplémentaire et devra être payé à pas moins que le taux des salaires minimum fixés par cette Ordonnance.

b. Tout travail fait en moins de la période de travail plus haut mentionnée pourra être compté comme temps réduit et être payé au *pro rata* des salaires minimum fixés par cette Ordonnance.

c. Le total des heures de travail ne pourra en aucun cas dépasser 55 heures par semaine à moins d'avoir obtenu un permis spécial du Département d'Inspection des Edifices Publics et Etablissements Industriels.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM
DES FEMMES

ORDONNANCE No 8a

Concernant les jeunes filles et femmes employées

dans les manufactures d'habillements pour femmes, hommes et garçons DANS LES VILLES ET CITÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC AYANT 15,000 DE POPULATION ET PLUS. (exceptées celles couvertes par l'Ordonnance No 8).

(1) MINIMA:—Aucun salaire par semaine ne sera inférieur à ceux mentionnés ci-dessous:

"LES CONFECTIONS SAGUENAY, LIMITEE.—THE SAGUENAY GARMENTS, LIMITED".

Extract from By-law No. 10

The affairs of the company shall be managed by a Board composed of seven Directors. Twelfth day of April, 1930.

2446 W. J. GILMORE,
Secretary.

MINIMUM WAGE BOARD

ORDER No. 8

Governing Female Employees

in the following industries:—Women's, men's and boys' clothing, IN THE CITY AND ISLAND OF MONTREAL and a radius of ten miles around and beyond the Island.

(1) MINIMUM:—No wage shall be less per week than is set forth in the following table:

EXPERIENCED WORKERS:

After 24 months' experience at the trade, no female worker shall be paid less than..... \$12.50

APPRENTICES:

Beginners, not less than.....	\$ 7.00
After 6 months' experience.....	8.00
" 12 " "	9.50
" 18 " "	11.00

(2) HOURS OF WORK:—The work-period for which these minimum wages shall be paid shall be 44 hours per week.

a. Work in excess of the above work-period shall be counted as overtime and shall be paid for at not less than the minimum wages fixed by this Order.

b. Work for less than the above work-period may be counted as short-time and be paid for *pro rata* of the minimum wages fixed by this Order.

c. The total of working hours cannot in any case exceed 55 hours per week unless a special permit has been obtained from the Public Buildings and Industrial Establishments Inspection Department.

MINIMUM WAGE BOARD

ORDER No. 8a

Governing Female Employees

in the following industries: Women's, men's and boys' clothing IN CITIES AND TOWNS OF 15,000 POPULATION AND OVER. (not covered by Order No. 8).

(1) MINIMUM:—No wage shall be less per week than is set forth in the following table:

OUVRIÈRES EXPÉRIMENTÉES

Après 24 mois d'expérience dans le métier,
aucune ouvrière ne sera payée moins de \$10.00

APPRENTIES

Commencantes, pas moins de.....	\$ 6.00
Après 6 mois d'expérience.....	7.00
" 12 " ".....	8.00
" 18 " ".....	9.00

(2) HEURES DE TRAVAIL:—La période de travail à laquelle ces minima de salaire s'appliqueront sera de 50 heures par semaine.

a. Tout travail fait en plus de la période de travail plus haut mentionnée sera considéré comme temps supplémentaire et devra être payé à pas moins que le taux des salaires minimum fixés par cette Ordonnance.

b. Tout travail fait en moins de la période de travail plus haut mentionnée pourra être compté comme temps réduit et être payé au *pro rata* des salaires minimum fixés par cette Ordonnance.

c. Le total des heures de travail ne pourra en aucun cas dépasser 55 heures par semaine à moins d'avoir obtenu un permis spécial du Département d'Inspection des Edifices Publics et Etablissements Industriels.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM
DES FEMMES

ORDONNANCE No 8b

Concernant les jeunes filles et femmes employées

dans les manufactures d'habillements pour femmes, hommes et garçons DANS LES MUNICIPALITÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC AYANT MOINS DE 15,000 DE POPULATION.

(1) MINIMA:—Aucun salaire par semaine ne sera inférieur à ceux mentionnés ci-dessous:

OUVRIÈRES EXPÉRIMENTÉES

Après 24 mois d'expérience dans le métier,
aucune ouvrière ne sera payée moins de \$10.00

APPRENTIES

Commencantes, pas moins de.....	\$ 6.00
Après 6 mois d'expérience.....	7.00
" 12 " ".....	8.00
" 18 " ".....	9.00

(2) HEURES DE TRAVAIL:—La période de travail à laquelle ces minima de salaire s'appliqueront sera de 55 heures par semaine.

a. Tout travail fait en plus de la période de travail plus haut mentionnée sera considéré comme temps supplémentaire et devra être payé à pas moins que le taux des salaires minimum fixés par cette Ordonnance.

b. Tout travail fait en moins de la période de travail plus haut mentionnée pourra être compté comme temps réduit et être payé au *pro rata* des salaires minimum fixés par cette Ordonnance.

c. Le total des heures de travail ne pourra en aucun cas dépasser 55 heures par semaine à moins d'avoir obtenu un permis spécial du Département d'Inspection des Edifices Publics et Etablissements Industriels.

EXPERIENCED WORKERS:

After 24 months' experience at the trade,
no female worker shall be paid less
than..... \$10.00

APPRENTICES:

Beginners, not less than.....	\$ 6.00
After 6 months' experience.....	7.00
" 12 " ".....	8.00
" 18 " ".....	9.00

(2) HOURS OF WORK:—The work-period for which these minimum wages shall be paid shall be 50 hours per week.

a. Work in excess of the above work-period shall be counted as overtime and shall be paid for at not less than the minimum wages fixed by this Order.

b. Work for less than the above work-period may be counted as short-time and be paid for *pro rata* of the minimum wages fixed by this Order.

c. The total of working hours cannot in any case exceed 55 hours per week unless a special permit has been obtained from the Public Buildings and Industrial Establishments Inspection Department.

MINIMUM WAGE BOARD

ORDER No. 8b

Governing Female Employees

in the following industries: Women's, men's and boys' clothing IN MUNICIPALITIES OF THE PROVINCE OF QUEBEC HAVING LESS THAN 15,000 POPULATION.

(1) MINIMUM:—No wage shall be less per week than is set forth in the following table:

EXPERIENCED WORKERS:

After 24 months' experience at the trade,
no female worker shall be paid less
than..... \$10.00

APPRENTICES:

Beginners, not less than.....	\$ 6.00
After 6 months' experience.....	7.00
" 12 " ".....	8.00
" 18 " ".....	9.00

(2) HOURS OF WORK:—The work-period for which these minimum wages shall be paid shall be 55 hours per week.

a. Work in excess of the above work-period shall be counted as overtime and shall be paid for at not less than the minimum wages fixed by this Order.

b. Work for less than the above work-period may be counted as short-time and be paid for *pro rata* of the minimum wages fixed by this Order.

c. The total of working hours cannot in any case exceed 55 hours per week unless a special permit has been obtained from the Public Buildings and Industrial Establishments Inspection Department.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM DES FEMMES

ORDONNANCE No 9

Concernant les jeunes filles et femmes employées

dans les manufactures de chapeaux et casquettes en feutre et drap pour hommes et garçons, chapeaux pour dames, (excepté l'ouvrage de pratique) DE LA VILLE ET L'ÎLE DE MONTRÉAL et un rayon de 10 milles autour de l'île de Montréal,

(1) MINIMA:—Aucun salaire par semaine ne sera inférieur à ceux mentionnés ci-dessous:

OUVRIÈRES EXPÉRIMENTÉES

Après 24 mois d'expérience dans le métier, aucune ouvrière ne sera payée moins de. \$12.50

APPRENTIES

Commencantes, pas moins de.....	\$ 7.00
Après 6 mois d'expérience.....	8.00
" 12 " "	9.50
" 18 " "	11.00

(2) HEURES DE TRAVAIL:—La période de travail à laquelle ces minima de salaire s'appliqueront sera de 44 heures par semaine.

a. Tout travail fait en plus de la période de travail plus haut mentionnée sera considéré comme temps supplémentaire et devra être payé à pas moins que le taux des salaires minimum fixés par cette Ordonnance.

b. Tout travail fait en moins de la période de travail plus haut mentionnée pourra être compté comme temps réduit et être payé au *pro rata* des salaires minimum fixés par cette Ordonnance.

c. Le total des heures de travail ne pourra en aucun cas dépasser 55 heures par semaine à moins d'avoir obtenu un permis spécial du Département d'Inspection des Edifices Publics et Etablissements Industriels.

MINIMUM WAGE BOARD

ORDER No. 9

Governing Female Employees

in the following industries: Cloth Hats and Caps and Millinery, (excepting custom millinery), IN THE CITY AND ISLAND OF MONTREAL and a radius of ten miles around and beyond the Island.

(1) MINIMUM:—No wage shall be less per week than is set forth in the following table:

EXPERIENCED WORKERS:

After 24 months' experience at the trade, no female worker shall be paid less than..... \$12.50

APPRENTICES:

Beginners, not less than.....	\$ 7.00
After 6 months' experience.....	8.00
" 12 " "	9.50
" 18 " "	11.00

(2) HOURS OF WORK:—The work-period for which these minimum wages shall be paid shall be 44 hours per week.

a. Work in excess of the above work-period shall be counted as overtime and shall be paid for at not less than the minimum wages fixed by this Order.

b. Work for less than the above work-period may be counted as short-time and be paid for *pro rata* of the minimum wages fixed by this Order.

c. The total of working hours cannot in any case exceed 55 hours per week unless a special permit has been obtained from the Public Buildings and Industrial Establishments Inspection Department.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM DES FEMMES

ORDONNANCE No 9a

Concernant les jeunes filles et femmes employées

dans les manufactures de chapeaux et casquettes en feutre et drap pour hommes et garçons, chapeaux pour dames (excepté l'ouvrage de pratique) DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, à l'exception de la ville et l'île de Montréal, et un rayon de 10 milles autour de celle-ci.

(1) MINIMA:—Aucun salaire par semaine ne sera inférieur à ceux mentionnés ci-dessous:

OUVRIÈRES EXPÉRIMENTÉES

Après 24 mois d'expérience dans le métier, aucune ouvrière ne sera payée moins de. \$10.00

MINIMUM WAGE BOARD

ORDER No. 9a

Governing Female Employees

in the following industries: Cloth hats and caps and millinery, (excepting custom millinery) OF THE PROVINCE OF QUEBEC, with the exception of the City and Island of Montreal and a radius of 10 miles around and beyond the Island.

(1) MINIMUM:—No wage shall be less per week than is set forth in the following table:

EXPERIENCED WORKERS:

After 24 months' experience at the trade, no female worker shall be paid less than..... \$10.00

APPRENTIES

Commencantes, pas moins de.....	\$ 6.00
Après 6 mois d'expérience.....	7.00
" 12 " "	8.00
" 18 " "	9.00

(2) HEURES DE TRAVAIL:—La période de travail à laquelle ces minima de salaire s'appliqueront sera de 50 heures par semaine.

a. Tout travail fait en plus de la période de travail plus haut mentionnée sera considéré comme temps supplémentaire et devra être payé à pas moins que le taux des salaires minimum fixés par cette Ordonnance.

b. Tout travail fait en moins de la période de travail plus haut mentionnée pourra être compté comme temps réduit et être payé au *pro rata* des salaires minimum fixés par cette Ordonnance.

c. Le total des heures de travail ne pourra en aucun cas dépasser 55 heures par semaine à moins d'avoir obtenu un permis spécial du Département d'Inspection des Edifices Publics et Etablissements Industriels.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM
DES FEMMES

ORDONNANCE No 10

Concernant les jeunes filles et femmes employées

dans les manufactures de robes pour femmes et enfants, sous-vêtements en soie, kimonos et fine lingerie DE LA VILLE ET L'ILE DE MONTRÉAL et un rayon de 10 milles autour de l'île de Montréal.

(1) MINIMA:—Aucun salaire par semaine ne sera inférieur à ceux mentionnés ci-dessous:

OUVRIÈRES EXPÉRIMENTÉES

Après 24 mois d'expérience dans le métier,
aucune ouvrière ne sera payée moins de. \$12.50

APPRENTIES

Commencantes, pas moins de.....	\$ 7.00
Après 6 mois d'expérience.....	8.00
" 12 " "	9.50
" 18 " "	11.00

(2) HEURES DE TRAVAIL:—La période de travail à laquelle ces minima de salaire s'appliqueront sera de 48 heures par semaine.

a. Tout travail fait en plus de la période de travail plus haut mentionnée sera considéré comme temps supplémentaire et devra être payé à pas moins que le taux des salaires minimum fixés par cette Ordonnance.

b. Tout travail fait en moins de la période de travail plus haut mentionnée pourra être compté comme temps réduit et être payé au *pro rata* des salaires minimum fixés par cette Ordonnance.

c. Le total des heures de travail ne pourra en aucun cas dépasser 55 heures par semaine à moins d'avoir obtenu un permis spécial du Département d'Inspection des Edifices Publics et Etablissements Industriels.

APPRENTICES:

Beginners, not less than.....	\$ 6.00
After 6 months' experience.....	7.00
" 12 " "	8.00
" 18 " "	9.00

(2) HOURS OF WORK:—The work-period for which these minimum wages shall be paid shall be 50 hours per week.

a. Work in excess of the above work-period shall be counted as overtime and shall be paid for at not less than the minimum wages fixed by this Order.

b. Work for less than the above work-period may be counted as short-time and be paid for *pro rata* of the minimum wages fixed by this Order.

c. The total of working hours cannot in any case exceed 55 hours per week unless a special permit has been obtained from the Public Buildings and Industrial Establishments Inspection Department.

MINIMUM WAGE BOARD

ORDER No. 10

Governing Female Employees

in the following industries: Women's and Children's dresses, silk underwear, kimonos, fine lingerie, IN THE CITY AND ISLAND OF MONTREAL, and a radius of ten miles around and beyond the Island.

(1) MINIMUM:—No wage shall be less per week than is set forth in the following table:

EXPERIENCED WORKERS:

After 24 months' experience at the trade,
no female worker shall be paid less
than..... \$12.50

APPRENTICES:

Beginners, not less than.....	\$ 7.00
After 6 months' experience.....	8.00
" 12 " "	9.50
" 18 " "	11.00

(2) HOURS OF WORK:—The work-period for which these minimum wages shall be paid shall be 48 hours per week.

a. Work in excess of the above work-period shall be counted as overtime and shall be paid for at not less than the minimum wages fixed by this Order.

b. Work for less than the above work-period may be counted as short-time and be paid for *pro rata* of the minimum wages fixed by this Order.

c. The total of working hours cannot in any case exceed 55 hours per week unless a special permit has been obtained from the Public Buildings and Industrial Establishments Inspection Department.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM DES FEMMES

ORDONNANCE No 10a

Concernant les jeunes filles et femmes employées

dans les manufactures de robes pour femmes et enfants, sous-vêtements en soie, kimonos, et fine lingerie DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, à l'exception de la ville et l'île de Montréal, et un rayon de 10 milles autour de celle-ci.

(1) MINIMA:—Aucun salaire par semaine ne sera inférieur à ceux mentionnés ci-dessous:

OUVRIÈRES EXPÉRIMENTÉES

Après 24 mois d'expérience dans le métier, aucune ouvrière ne sera payée moins de. \$10.00

APPRENTIES

Commencantes, pas moins de	\$ 6.00
Après 6 mois d'expérience.....	7.00
" 12 " "	8.00
" 18 " "	9.00

(2) HEURES DE TRAVAIL:—La période de travail à laquelle ces minima de salaire s'appliqueront sera de 50 heures par semaine.

a. Tout travail fait en plus de la période de travail plus haut mentionnée sera considéré comme temps supplémentaire et devra être payé à pas moins que le taux des salaires minimum fixés par cette Ordonnance.

b. Tout travail fait en moins de la période de travail plus haut mentionnée pourra être compté comme temps réduit et être payé au *pro rata* des salaires minimum fixés par cette Ordonnance.

c. Le total des heures de travail ne pourra en aucun cas dépasser 55 heures par semaine à moins d'avoir obtenu un permis spécial du Département d'Inspection des Edifices Publics et Etablissements Industriels.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM DES FEMMES

ORDONNANCE No 11

Concernant les jeunes filles et femmes employées

dans les manufactures de Salopettes, mackinaws, chemises pour hommes et garçons, faux-cols, sous-vêtements en tissu, rayon et coton et autres marchandises similaires DE LA VILLE ET L'ÎLE DE MONTRÉAL et un rayon de 10 milles autour de l'île de Montréal.

(1) MINIMA:—Aucun salaire par semaine ne sera inférieur à ceux mentionnés ci-dessous:

OUVRIÈRES EXPÉRIMENTÉES

Après 24 mois d'expérience dans le métier, aucune ouvrière ne sera payée moins de. \$11.00

MINIMUM WAGE BOARD

ORDER No 10a

Governing Female Employees

in the following industries: Women's and children's dresses, silk underwear, kimonos, fine lingerie, OF THE PROVINCE OF QUÉBEC, with the exception of the City and Island of Montreal and a radius of 10 miles around and beyond the Island.

(1) MINIMUM:—No wage shall be less per week than is set forth in the following table:

EXPERIENCED WORKERS:

After 24 months' experience at the trade, no female worker shall be paid less than..... \$10.00

APPRENTICES:

Beginners, not less than	\$ 6.00
After 6 months' experience.....	7.00
" 12 " "	8.00
" 18 " "	9.00

(2) HOURS OF WORK:—The work-period for which these minimum wages shall be paid shall be 50 hours per week.

a. Work in excess of the above work-period shall be counted as overtime and shall be paid for at not less than the minimum wages fixed by this Order.

b. Work for less than the above work-period may be counted as short-time and be paid for *pro rata* of the minimum wages fixed by this Order.

c. The total of working hours cannot in any case exceed 55 hours per week unless a special permit has been obtained from the Public Buildings and Industrial Establishments Inspection Department.

MINIMUM WAGE BOARD

ORDER No. 11

Governing Female Employees

in the following industries: Overalls, Mackinaws, men's and boys' shirts, collars, fabric underwear: rayon and cotton underwears and other similar garments, IN THE CITY AND ISLAND OF MONTREAL and a radius of ten miles around and beyond the Island.

(1) MINIMUM:—No wage shall be less per week than is set forth in the following table:

EXPERIENCED WORKERS:

After 24 months' experience at the trade, no female worker shall be paid less than..... \$11.00

APPRENTICES

Commencantes, pas moins de.....	\$ 7.00
Après 6 mois d'expérience.....	8.00
" 12 " "	9.00
" 18 " "	10.00

(2) HEURES DE TRAVAIL:—La période de travail à laquelle ces minima de salaire s'appliqueront sera de 48 heures par semaine.

a. Tout travail fait en plus de la période de travail plus haut mentionnée sera considéré comme temps supplémentaire et devra être payé à pas moins que le taux des salaires minimum fixés par cette Ordonnance.

b. Tout travail fait en moins de la période de travail plus haut mentionnée pourra être compté comme temps réduit et être payé au *pro rata* des salaires minimum fixés par cette Ordonnance.

c. Le total des heures de travail ne pourra en aucun cas dépasser 55 heures par semaine à moins d'avoir obtenu un permis spécial du Département d'Inspection des Edifices Publics et Etablissements Industriels.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM
DES FEMMES

ORDONNANCE No 11a

Concernant les jeunes filles et femmes employées

dans les manufactures de salopettes, mackinaws, chemises pour hommes et garçons, faux-cols, sous-vêtements en tissu, rayon et coton et autres marchandises similaires, DANS LES VILLES ET CITÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC AYANT 15,000 DE POPULATION ET PLUS. (excepté celles couvertes par l'Ordonnance No 11.)

(1) MINIMA:—Aucun salaire par semaine ne sera inférieur à ceux mentionnés ci-dessous:

OUVRIÈRES EXPÉRIMENTÉES

Après 24 mois d'expérience dans le métier, aucune ouvrière ne sera payée moins de. \$ 9.00

APPRENTIES

Commencantes, pas moins de.....	\$ 6.00
Après 6 mois d'expérience.....	6.50
" 12 " "	7.00
" 18 " "	8.00

(2) HEURES DE TRAVAIL:—La période de travail à laquelle ces minima de salaire s'appliqueront sera de 50 heures par semaine.

a. Tout travail fait en plus de la période de travail plus haut mentionnée sera considéré comme temps supplémentaire et devra être payé à pas moins que le taux des salaires minimum fixés par cette Ordonnance.

b. Tout travail fait en moins de la période de travail plus haut mentionnée pourra être compté comme temps réduit et être payé au *pro rata* des salaires minimum fixés par cette Ordonnance.

c. Le total des heures de travail ne pourra en aucun cas dépasser 55 heures par semaine à moins d'avoir obtenu un permis spécial du Département d'Inspection des Edifices Publics et Etablissements Industriels.

APPRENTICES:

Beginners, not less than.....	\$ 7.00
After 6 months' experience.....	8.00
" 12 " "	9.00
" 18 " "	10.00

(2) HOURS OF WORK:—The work-period for which these minimum wages shall be paid shall be 48 hours per week.

a. Work in excess of the above work-period shall be counted as overtime and shall be paid for at not less than the minimum wages fixed by this Order.

b. Work for less than the above work-period may be counted as short-time and be paid for *pro rata* of the minimum wages fixed by this Order.

c. The total of working hours cannot in any case exceed 55 hours per week unless a special permit has been obtained from the Public Buildings and Industrial Establishments Inspection Department.

MINIMUM WAGE BOARD

ORDER No 11a

Governing Female Employees

in the following industries: Overalls, Mackinaws, men's and boys' shirts, collars, fabric underwear: rayon and cotton underwear and other similar garments, IN CITIES AND TOWNS OF 15,000 POPULATION AND OVER (not covered by Order No. 11).

(1) MINIMUM:—No wage shall be less per week than is set forth in the following table:

EXPERIENCED WORKERS:

After 24 months' experience at the trade, no female worker shall be paid less than..... \$ 9.00

APPRENTICES:

Beginners, not less than.....	\$ 6.00
After 6 months' experience.....	6.50
" 12 " "	7.00
" 18 " "	8.00

(2) HOURS OF WORK:—The work-period for which these minimum wages shall be paid shall be 55 hours per week.

a. Work in excess of the above work-period shall be counted as overtime and shall be paid for at not less than the minimum wages fixed by this Order.

b. Work for less than the above work-period may be counted as short-time and be paid for *pro rata* of the minimum wages fixed by this Order.

c. The total of working hours cannot in any case exceed 55 hours per week unless a special permit has been obtained from the Public Buildings and Industrial Establishments Inspection Department.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM DES FEMMES

ORDONNANCE No 11b

Concernant les jeunes filles et femmes employées

dans les manufactures de salopettes, mackinaws, chemises pour hommes et garçons, faux-cols, sous-vêtements en tissu, rayon et coton et autres marchandises similaires DANS LES MUNICIPALITÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC AYANT MOINS DE 15,000 DE POPULATION.

(1) MINIMA:—Aucun salaire par semaine ne sera inférieur à ceux mentionnés ci-dessous:

OUVRIÈRES EXPÉRIMENTÉES

Après 24 mois d'expérience dans le métier, aucune ouvrière ne sera payée moins de. \$ 9.00

APPRENTIES

Commencantes, pas moins de.....	\$ 6.00
Après 6 mois d'expérience.....	6.50
" 12 " "	7.00
" 18 " "	8.00

(2) HEURES DE TRAVAIL:—La période de travail à laquelle ces minima de salaire s'appliquent sera de 55 heures par semaine.

a. Tout travail fait en plus de la période de travail plus haut mentionnée sera considéré comme temps supplémentaire et devra être payé à pas moins que le taux des salaires minimum fixés par cette Ordonnance.

b. Tout travail fait en moins de la période de travail plus haut mentionnée pourra être compté comme temps réduit et être payé au *pro rata* des salaires minimum fixés par cette Ordonnance.

c. Le total des heures de travail ne pourra en aucun cas dépasser 55 heures par semaine à moins d'avoir obtenu un permis spécial du Département d'Inspection des Edifices Publics et Etablissements Industriels.

Les règlements ci-dessous s'appliquent aux Ordonnances Nos 8, 8a, 8b, 9, 9a, 10, 10a, 11, 11a, et 11b.

(3) NOMBRE MAXIMUM D'APPRENTIES:—Le nombre d'apprenties ne devra pas excéder la moitié du nombre total d'employées. Les employées temporaires, dont la durée d'emploi n'excède pas un mois, ne tombent pas sous l'application de cette règle ni ne sont comprises dans le calcul de pourcentage.

(4) TRAVAIL A LA PIECE:—Les salaires payés aux employées travaillant à l'heure ou à la pièce, durant les premiers six mois de leur apprentissage dans l'industrie, devront être conformes à cette Ordonnance. Dans le cas des ouvrières travaillant à la pièce et ayant plus de six mois d'apprentissage, il sera suffisant que 80 pour cent de celles-ci reçoivent un salaire conforme à cette Ordonnance.

(5) MOYENNE DU TAUX DES SALAIRES A LA PIECE:—La moyenne du taux des salaires à la pièce peut être déterminée pour chaque ouvrière pourvu toutefois que cette moyenne soit maintenue à chaque paie. Les salaires reçus avant la mise en force de cette Ordonnance ou plus de trois

MINIMUM WAGE BOARD

ORDER No 11b

Governing Female Employees

in the following industries: Overalls, Mackinaws, men's and boys' shirts, collars, fabric underwear: rayon and cotton underwear and other similar garments IN MUNICIPALITIES OF THE PROVINCE OF QUEBEC HAVING LESS THAN 15,000 POPULATION.

(1) MINIMUM:—No wage shall be less per week than is set forth in the following table:

EXPERIENCED WORKERS:

After 24 months' experience at the trade, no female worker shall be paid less than..... \$ 9.00

APPRENTICES:

Beginners, not less than.....	\$ 6.00
After 6 months' experience.....	6.50
" 12 " "	7.00
" 18 " "	8.00

(2) HOURS OF WORK:—The work-period for which these minimum wages shall be paid shall be 55 hours per week.

a. Work in excess of the above work-period shall be counted as overtime and shall be paid for at not less than the minimum wages fixed by this Order.

b. Work for less than the above work-period may be counted as short-time and be paid for *pro rata* of the minimum wages fixed by this Order.

c. The total of working hours cannot in any case exceed 55 hours per week unless a special permit has been obtained from the Public Buildings and Industrial Establishments Inspection Department.

The following regulations apply to Orders No. 8, 8a, 8b, 9, 9a, 10, 10a, 11, 11a and 11b

(3) MAXIMUM OF APPRENTICES:—The number of apprentices shall not exceed one half of the total female working force. Temporary employees, whose term of employment does not exceed one month, shall not be subject to this rule, nor be included in this calculation.

(4) PIECE WORK:—The wages paid to each timeworker and to each pieceworker during the first six months' employment in the industry shall conform to this Order. In the case of pieceworkers of more than six months' experience, it is sufficient if at least 80 per cent receive wages conformable to this Order.

(5) AVERAGING PIECEWORK RATES:—The wage rates may be averaged for any pieceworker provided that the average is maintained at each payment. Wages received before this Order became effective, or more than three months before the date of the payment concerned, shall

mois avant la date du paiement du salaire concerné ne seront pas pris en considération pour le calcul de cette moyenne.

(6) DÉDUCTION POUR ABSENCE:—Toute déduction faite pour cause d'absence n'excèdera pas la valeur du temps perdu et devra être calculée sur la base du salaire de la période régulière normale de travail de l'établissement.

(7) ATTENTE:—Toute employée obligée d'attendre dans l'établissement sera payée pour ce temps d'attente. Les ouvrières à la pièce seront payées à un taux au moins égal à celui fixé pour la catégorie à laquelle elles appartiennent.

(8) PERMIS:—La Commission pourra émettre des permis autorisant des ouvrières âgées, infirmes ou "handicapées" à travailler à des taux de salaires moindres que ceux fixés par la présente Ordonnance. Elle pourra aussi modifier ou suspendre un ou plusieurs de ces règlements pour faire face à des situations exceptionnelles. Les patrons et les employées sont invités à consulter la Commission sur tout problème, malentendu ou difficulté que cette Ordonnance pourrait occasionner.

(9) PÉNALITÉS:—Toute infraction à cette Ordonnance est passible de l'amende édictée par la loi (voir Section 12 de la loi).

(10) AFFICHAGE:—Copie de cette Ordonnance devra être affichée dans un endroit bien en vue dans l'atelier.

(11) Cette Ordonnance est sujette à révision annuelle par la Commission.

(12) Cette Ordonnance viendra en force et sera effective le 1er juillet 1930.

GUS. FRANCO, *Président.*
O. BRUNET,
C. J. GRIFFIN.
E. Richard.

Montréal, 28 avril 1930.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM DES FEMMES

ORDONNANCE No 12

Concernant les jeunes filles et femmes employées

dans l'industrie du Tabac, Cigares et Cigarettes DE LA VILLE ET L'ILE DE MONTRÉAL et un rayon de 10 milles autour de l'île de Montréal.

(1) MINIMA:—Aucun salaire par semaine ne sera inférieur à ceux mentionnés ci-dessous:

OUVRIÈRES EXPÉRIMENTÉES

Après 24 mois d'expérience dans le métier,
aucune ouvrière ne sera payée moins de. \$12.50

APPRENTIES

Commencantes, pas moins de.....	\$ 7.00
Après 6 mois d'expérience.....	8.00
" 12 " "	9.50
" 18 " "	11.00

(2) HEURES DE TRAVAIL:—La période de travail à laquelle ces minima de salaire s'appliquent sera de 50 heures par semaine.

a. Tout travail fait en plus de la période de travail plus haut mentionnée sera considéré comme temps supplémentaire et devra être payé à pas moins que le taux des salaires minimum fixés par cette Ordonnance.

not be considered in any such calculation.

(6) DEDUCTIONS FOR ABSENCE:—No deduction below the minimum wage line for absence shall exceed the value of the time lost reckoned proportionately to the regular recognized working period of the establishment.

(7) WAITING:—Any employee required to wait on the premises shall be paid for the time thus spent. Pieceworkers shall be paid at a rate not less than that fixed for the class to which they belong.

(8) PERMITS:—The Board may issue permits for lower wages on behalf of aged or handicapped workers. It may also grant permits of variation or suspension of any of these regulations in case of exceptional conditions. Employers and employees are invited to consult the Board regarding any problems which this Order may concern.

(9) PENALTIES:—Any violation of this Order is punishable by fine. (See Section 12 of the Act).

(10) POSTING:—Each establishment shall keep a copy of this Order posted in a conspicuous place in the shop.

(11) This Order is subject to annual revision by the Board.

(12) This Order shall come into force and be effective on July 1st, 1930.

GUS. FRANCO, *Chairman.*
O. BRUNET.
C. J. GRIFFIN.
E. RICHARD.

Montreal, April 28th, 1930.

MINIMUM WAGE BOARD

ORDER No 10

Governing Female Employees

in the Tobacco, Cigars and Cigarettes industry, IN THE CITY AND ISLAND OF MONTREAL and a radius of ten miles around and beyond the Island.

(1) MINIMUM:—No wage shall be less per week than is set forth in the following table:

EXPERIENCED WORKERS:

After 24 months' experience at the trade,
no female worker shall be paid less
than..... \$12.50

APPRENTICES:

Beginners, not less than.....	7.00
After 6 months' experience.....	8.00
" 12 " "	9.50
" 18 " "	11.00

(2) HOURS OF WORK:—The work-period for which these minimum wages apply shall be 50 hours per week.

a. Work in excess of the above work-period shall be counted as overtime and shall be paid for at not less than the minimum wages fixed by this Order.

b. Tout travail fait en moins de la période de travail plus haut mentionnée pourra être compté comme temps réduit et être payé au *pro rata* des salaires minimum fixés par cette Ordonnance.

c. Le total des heures de travail ne pourra en aucun cas dépasser 55 heures par semaine à moins d'avoir obtenu un permis spécial du Département d'Inspection des Edifices Publics et Etablissements Industriels.

(3) NOMBRE MAXIMUM D'APPRENTIES:—Le nombre d'apprenties ne devra pas excéder la moitié du nombre total d'employées. Les employées temporaires, dont la durée d'emploi n'excède pas un mois, ne tombent pas sous l'application de cette règle ni ne sont comprises dans le calcul de pourcentage.

(4) TRAVAIL A LA PIECE:—Durant les premiers six mois d'apprentissage, la moyenne du salaire d'une apprentie travaillant à la pièce, ne devra pas être de moins de \$7.00 par semaine. Dans le cas d'ouvrières travaillant à la pièce et ayant plus de six mois d'apprentissage, il sera suffisant que 80 pour cent de celles-ci reçoivent un salaire conforme à cette Ordonnance.

b. Work for less than the above work-period may be counted as short-time and be paid for *pro rata* of the minimum wages fixed by this Order.

c. The total of working hours cannot in any case exceed 55 hours per week unless a special permit has been obtained from the Public Buildings and Industrial Establishments Inspection Department.

(3) MAXIMUM OF APPRENTICES:—The number of apprentices shall not exceed one half of the total female working force. Temporary employees, whose term of employment does not exceed one month, shall not be subject to this rule, nor be included in this calculation.

(4) PIECE WORK:—During the first six months of apprenticeship, the average wage of an apprentice working on piecework, shall not be less than \$7.00 per week. In the case of pieceworkers of more than six months' experience, it is sufficient if at least 80 per cent receive wages conformable to this Order.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM DES FEMMES

ORDONNANCE No 12a

Concernant les jeunes filles et femmes employées

dans l'industrie du Tabac, Cigares et Cigarettes DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, à l'exception de la ville et l'île de Montréal et un rayon de 10 milles autour de celle-ci.

(1) MINIMA:—Aucun salaire par semaine ne sera inférieur à ceux mentionnés ci-dessous:

OUVRIÈRES EXPÉRIMENTÉES

Après 24 mois d'expérience dans le métier,
aucune ouvrière ne sera payée moins de \$ 9.00

APPRENTIES

Commencantes, pas moins de.....	\$ 6.00
Après 6 mois d'expérience.....	6.50
" 12 " "	7.00
" 18 " "	8.00

(2) HEURES DE TRAVAIL:—La période de travail à laquelle ces minima de salaire s'appliqueront sera de 55 heures par semaine.

a. Tout travail fait en plus de la période de travail plus haut mentionnée sera considéré comme temps supplémentaire et devra être payé à pas moins que le taux des salaires minimum fixés par cette Ordonnance.

b. Tout travail fait en moins de la période de travail plus haut mentionnée pourra être compté comme temps réduit et être payé au *pro rata* des salaires minimum fixés par cette Ordonnance.

c. Le total des heures de travail ne pourra en aucun cas dépasser 55 heures par semaine à moins d'avoir obtenu un permis spécial du Département d'Inspection des Edifices Publics et Etablissements Industriels.

(3) NOMBRE MAXIMUM D'APPRENTIES:—Le nombre d'apprenties ne devra pas excéder la moitié du nombre total d'employées. Les employées temporaires, dont la durée d'emploi n'excède pas

MINIMUM WAGE BOARD

ORDEB No 12a

Governing Female Employees

in the Tobacco, Cigars and Cigarettes industry OF THE PROVINCE OF QUEBEC, with the exception of the City and Island of Montreal, and a radius of 10 miles around and beyond the Island.

(1) MINIMUM:—No wage shall be less per week than is set forth in the following table:

EXPERIENCED WORKERS:

After 24 months' experience at the trade,
no female worker shall be paid less
than..... \$ 9.00

APPRENTICES:

Beginners, not less than.....	\$6.00
After 6 months' experience.....	6.50
" 12 " "	7.00
" 18 " "	8.00

(2) HOURS OF WORK:—The work-period for which these minimum wages apply shall be 55 hours per week.

a. Work in excess of the above work-period shall be counted as overtime and shall be paid for at not less than the minimum wages fixed by this Order.

b. Work for less than the above work-period may be counted as short-time and be paid for *pro rata* of the minimum wages fixed by this Order.

c. The total of working hours cannot in any case exceed 55 hours per week unless a special permit has been obtained from the Public Buildings and Industrial Establishments Inspection Department.

(3) MAXIMUM OF APPRENTICES:—The number of apprentices shall not exceed one half of the total female working force. Temporary employees, whose term of employment does not exceed one

un mois, ne tombent pas sous l'application de cette règle, ni ne sont comprises dans le calcul de pourcentage.

(4) TRAVAIL A LA PIECE:—Durant les premiers six mois d'apprentissage, la moyenne du salaire d'une apprentie travaillant à la pièce, ne devra pas être de moins de \$6.00 par semaine. Dans le cas d'ouvrières travaillant à la pièce et ayant plus de six mois d'apprentissage, il sera suffisant que 80 pour cent de celles-ci reçoivent un salaire conforme à cette Ordonnance.

Les règlements ci-dessous s'appliquent aux Ordonnances Nos 12 et 12a.

(5) MOYENNE DU TAUX DES SALAIRES A LA PIECE:—La moyenne du taux des salaires à la pièce peut être déterminée pour chaque ouvrière pourvu toutefois que cette moyenne soit maintenue à chaque paie. Les salaires reçus avant la mise en force de cette Ordonnance ou plus de trois mois avant la date du paiement du salaire concerné ne seront pas pris en considération pour le calcul de cette moyenne.

(6) DÉDUCTION POUR ABSENCE:—Toute déduction faite pour cause d'absence n'excèdera pas la valeur du temps perdu et devra être calculée sur la base du salaire de la période régulière normale de travail de l'établissement.

(7) ATTENTE:—Toute employée obligée d'attendre dans l'établissement sera payée pour ce temps d'attente. Les ouvrières à la pièce seront payées à un taux au moins égal à celui fixé pour la catégorie à laquelle elles appartiennent.

(8) PERMIS:—La Commission pourra émettre des permis autorisant des ouvrières âgées, infirmes ou "handicapées" à travailler à des taux de salaire moindres que ceux fixés par la présente Ordonnance. Elle pourra aussi modifier ou suspendre un ou plusieurs de ces règlements pour faire face à des situations exceptionnelles. Les patrons et les employées sont invités à consulter la Commission sur tout problème, malentendu ou difficulté que cette Ordonnance pourrait occasionner.

(9) PÉNALITÉS:—Toute infraction à cette Ordonnance est passible de l'amende édictée par la loi. (Voir Section 12 de la loi).

(10) AFFICHAGE:—Copie de cette Ordonnance devra être affichée dans un endroit bien en vue dans l'atelier.

(11) Cette Ordonnance est sujette à révision annuelle par la Commission.

(12) Cette Ordonnance viendra en force et sera effective le 1er juillet 1930.

GUS. FRANCO, *Président.*
O. BRUNET,
C. J. GRIFFIN,
E. RICHARD.

Montréal, 28 avril 1930.

2443

month, shall not be subject to this rule, nor be included in this calculation.

(4) PIECE WORK:—During the first six months of apprenticeship the average wage of an apprentice working on piecework, shall not be less than \$6.00 per week. In the case of pieceworkers of more than six months' experience, it is sufficient if at least 80 per cent receive wages conformable to this Order.

The following regulations apply to Orders Nos 12 and 12a.

(5) AVERAGING PIECEWORK RATES:—The wage rates may be averaged for any piece-worker, provided that the average is maintained at each payment. Wages received before this Order became effective or more than three months before the date of the payment concerned, shall not be considered in any such calculation.

(6) DEDUCTIONS FOR ABSENCE:—No deduction below the minimum wage line for absence shall exceed the value of the time lost, reckoned proportionately to the regular recognized working period of the establishment.

(7) WAITING:—Any employee required to wait on the premises shall be paid for the time thus spent. Pieceworkers shall be paid at a rate not less than that fixed for the class to which they belong.

(8) PERMITS:—The Board may issue permits for lower wages on behalf of aged or handicapped workers. It may also grant permits of variation or suspension of any of these regulations in case of exceptional conditions. Employers and employees are invited to consult the Board regarding any problems which this Order may concern.

(9) PENALTIES:—Any violation of this Order is punishable by fine. (See Section 12 of the Act).

(10) POSTING:—Each establishment shall keep a copy of this Order posted in a conspicuous place in the shop.

(11) This Order is subject to annual revision by the Board.

(12) This Order shall come into force and be effective on July 1st, 1930.

GUS. FRANCO, *Chairman.*
O. BRUNET,
C. J. GRIFFIN,
E. RICHARD.

Montreal, April 28th, 1930.

2444

Index de la Gazette officielle de Québec, No 18

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Belzil vs Rioux.....	1599
" Bernhut vs Taffert.....	1598
" Deitchman vs Weigensberg.....	1598
" Deschênes vs Dionne.....	1599
" Desrochers vs Audet.....	1599
" Lebeuf vs Lussier.....	1599
" Otis vs St-Louis.....	1598

Index of the Quebec Official Gazette, No. 18

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Belzil vs Rioux.....	1599
" Bernhut vs Taffert.....	1598
" Deitchman vs Weigensberg.....	1598
" Deschênes vs Dionne.....	1599
" Desrochers vs Audet.....	1599
" Lebeuf vs Lussier.....	1599
" Otis vs St-Louis.....	1598

Dame Pollock vs Pollock.....	1598	Dame Pollock vs Pollock.....	1598
" Malooly vs Salhany.....	1599	" Malooly vs Salhany.....	1599
" Muscovicz vs Poyaner.....	1599	" Muscovicz vs Poyaner.....	1599
" Voyna vs Komarnicka alias Mudry..	1600	" Voyna vs Komarnicka alias Mudry..	1600
ANNONCEURS:—Avis aux.....	1569	ADVERTISERS:—Notice to.....	1569
ASSURANCES:—		INSURANCES:—	
Germanic Fire Ins. Co. of New-York....	1596	Germanic Fire Ins. Co. of New-York....	1596
AVIS DIVERS:—		MISCELLANEOUS NOTICES:—	
Commission des Ecoles Juives de Montréal	1600	Jewish School Commission of Montreal..	1600
Commission du Salaire Minimum des Femmes.....	1629	Minimum Wage Board.....	1629
Le Patronage Saint-Vincent-de-Paul....	1600	Le Patronage Saint-Vincent-de-Paul....	1600
Les Confections Saguenay, Ltée.....	1629	The Saguenay Garments, Ltd.....	1629
BUREAU-CHEF:—		CHIEF-OFFICE:—	
Norwick House Investments, Ltd.....	1601	Norwick House Investments, Ltd.....	1601
CHARTRE—ABANDON DE:—		CHARTER—SURRENDER OF:—	
Brown Navigation Co., Ltd.....	1601	Brown Navigation Co., Ltd.....	1601
L'Industrie Lemay & Fils, Ltée.....	1601	L'Industrie Lemay & Fils, Ltée.....	1601
Magasin St-Tite, Inc.....	1601	Magasin St-Tite, Inc.....	1601
XYZ Securities, Ltd.....	1602	XYZ Securities, Ltd.....	1602
DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES:—		DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS:—	
Ville de Farnham.....	1596	Town of Farnham.....	1596
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—		DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—	
Municipalité scolaire d'Eastman.....	1596	School municipality of Eastman.....	1596
Municipalité scolaire de Saint-Claude...	1596	School municipality of Saint Claude...	1596
Saint-Antoine-de-Pontbriand.....	1597	Saint-Antoine-de-Pontbriand.....	1597
Village de Lavaltrie.....	1597	Village of Lavaltrie.....	1597
Village de Sainte-Thècle.....	1597	Village of Saint Thecle.....	1597
Village de Templeton.....	1597	Village of Templeton.....	1597
ERRATUM:—		ERRATUM:—	
Rodrigue, Albert.....	1602	Rodrigue, Albert.....	1602
LETTRES PATENTES:—		LETTERS PATENT:—	
Dagenais, Ltée—Dagenais, Ltd.....	1570	Dagenais, Ltée—Dagenais, Ltd.....	1570
Dubuisson Development Co., Ltd.....	1571	Dubuisson Development Co., Ltd.....	1571
Dutch-Maid Wear, Inc.....	1572	Dutch-Maid Wear, Inc.....	1572
Fletcher Securities, Ltd.....	1574	Fletcher Securities, Ltd.....	1574
General Advertising Company.....	1576	General Advertising Company.....	1576
Lachine Dairy Products, Ltd.....	1578	Lachine Dairy Products, Ltd.....	1578
Les Chevaliers de Carillon, Inc.....	1581	Les Chevaliers de Carillon, Inc.....	1581
Maple Leaf Dress, Ltd.....	1582	Maple Leaf Dress, Ltd.....	1582
Norwich House Investments, Ltd.....	1583	Norwich House Investments, Ltd.....	1583
Steinberg's Service Stores, Ltd.....	1585	Steinberg's Service Stores, Ltd.....	1585
Thompson's Gift Shop.....	1587	Thompson's Gift Shop.....	1587
Unilite Company, Limited.....	1588	Unilite Company, Limited.....	1588
Western Beef Company, Ltd.....	1591	Western Beef Company, Ltd.....	1591
Zimman Brothers, Limited.....	1593	Zimman Brothers, Limited.....	1593
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—		DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—	
Crèmerie Coopérative de Saint-Ambroise.	1597	Crèmerie Coopérative de Saint-Ambroise.	1597
Société Coopérative Agricole de l'Abitibi-Est.....	1597	Société Coopérative Agricole de l'Abitibi-Est.....	1597
MINUTES DE NOTAIRE:—		NOTARIAL MINUTES:—	
Choquette, Jean-Robert.....	1602	Choquette, Jean-Robert.....	1602
PROCLAMATION:—		PROCLAMATION:—	
Division d'enregistrement de Chicoutimi.	1627	Registration division of Chicoutimi....	1627

SOUMISSIONS:—

Cité des Trois-Rivières.....	1602
Syndics de l'école Dissidente de Shawinigan Falls.....	1603

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS:—

Canadian Pacific Express Co.....	1604
----------------------------------	------

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Archambault, Roméo.....	1608
Canada Tourist & Sports, Ltd.....	1604
Garage Saint-Zotique.....	1606
La Caisse Populaire de Saint-Eusèbe....	1607
Munro, Donald.....	1609
Ouellet, Alfred.....	1608
Pageau, O. & A.....	1605
Richard, Emile.....	1605

VENTE POUR TAXES:—

Ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice.	1610
---	------

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ABITIBI:—

Leclerc vs Brousseau.....	1613
---------------------------	------

ARTHABASKA:—

Drolet vs Audette <i>et al.</i>	1614
---------------------------------------	------

BEAUCE:—

Fournier vs Bernier.....	1614
--------------------------	------

BEDFORD:—

Paroisse de Saint-Pierre-de-Véronne vs Gagnon.....	1615
--	------

CHICOUTIMI:—

Le Prêt Hypothécaire vs Bouchard.....	1615
---------------------------------------	------

GASPÉ:—

Fonderie de l'Islet, Ltée vs Riffon.....	1616
--	------

HULL:—

Filion vs Berichon.....	1616
-------------------------	------

IBERVILLE:—

Monbleau vs Guay.....	1616
-----------------------	------

MONTMAGNY:—

Fortin <i>et vir</i> vs Bernier.....	1617
--------------------------------------	------

MONTREAL:—

Brunet vs Ouimet.....	1618
Champagne <i>et al</i> vs Fuoco.....	1618
Chapdelaine vs Chartier.....	1623
Dupras vs Carter.....	1620
Julien <i>et vir</i> vs Sergerie <i>et al.</i>	1620
Lafleur vs Beaudoin.....	1619
Leo Perreault, Ltée vs Parenté.....	1619
Morin vs Daoust.....	1618
Poitrass <i>et vir</i> vs Mayer.....	1621
Ville de Dorion <i>et al</i> vs Duncan.....	1622

TENDERS:—

City of Trois Rivières.....	1602
Trustees of the Dissident School of Shawinigan Falls.....	1603

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:—

Canadian Pacific Express Co.....	1604
----------------------------------	------

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Archambault, Roméo.....	1608
Canada Tourist & Sports, Ltd.....	1604
Garage Saint-Zotique.....	1606
La Caisse Populaire de Saint-Eusèbe....	1607
Munro, Donald.....	1609
Ouellet, Alfred.....	1608
Pageau, O. & A.....	1605
Richard, Emile.....	1605

SALE FOR TAXES:—

Town of Saint Léonard de Port Maurice.	1610
--	------

SHERIFFS' SALES:—

ABITIBI:—

Leclerc vs Brousseau.....	1613
---------------------------	------

ARTHABASKA:—

Drolet vs Audette <i>et al.</i>	1614
---------------------------------------	------

BEAUCE:—

Fournier vs Bernier.....	1614
--------------------------	------

BEDFORD:—

Parish of Saint Pierre de Véronne vs Gagnon.....	1615
--	------

CHICOUTIMI:—

Le Prêt Hypothécaire vs Bouchard.....	1615
---------------------------------------	------

GASPÉ:—

Fonderie de l'Islet, Ltée vs Riffon.....	1616
--	------

HULL:—

Filion vs Berichon.....	1616
-------------------------	------

IBERVILLE:—

Monbleau vs Guay.....	1616
-----------------------	------

MONTMAGNY:—

Fortin <i>et vir</i> vs Bernier.....	1617
--------------------------------------	------

MONTREAL:—

Brunet vs Ouimet.....	1618
Champagne <i>et al</i> vs Fuoco.....	1618
Chapdelaine vs Chartier.....	1622
Dupras vs Carter.....	1620
Julien <i>et vir</i> vs Sergerie <i>et al.</i>	1620
Lafleur vs Beaudoin.....	1619
Leo Perreault, Ltée vs Parenté.....	1619
Morin vs Daoust.....	1618
Poitrass <i>et vir</i> vs Mayer.....	1621
Town of Dorion <i>et al</i> vs Duncan.....	1622

PONTIAC:—

Bourdeau vs Vincent.....	1623
Cloutier vs Béland.....	1623

QUÉBEC:—

James Bisset & Co. vs Gingras.....	1623
------------------------------------	------

ROBERVAL:—

Côté vs Potvin.....	1624
Perron vs Tremblay.....	1624

SAINT-FRANÇOIS:—

Goodenough vs Smith <i>et al.</i>	1625
---	------

TERREBONNE:—

Urbain vs Ducharme.....	1626
-------------------------	------

TROIS-RIVIÈRES:—

Bruneau <i>et al</i> vs Charest <i>et al.</i>	1626
---	------

PONTIAC:—

Bourdeau vs Vincent.....	1623
Cloutier vs Beland.....	1623

QUEBEC:—

James Bisset & Co. vs Gingras.....	1623
------------------------------------	------

ROBERVAL:—

Côté vs Potvin.....	1624
Perron vs Tremblay.....	1624

SAINT FRANCIS:—

Goodenough vs Smith <i>et al.</i>	1625
---	------

TERREBONNE:—

Urbain vs Ducharme.....	1626
-------------------------	------

TROIS RIVIERES:—

Bruneau <i>et al</i> vs Charest <i>et al.</i>	1626
---	------

